



Edition 2016

Articles de l'année 2016

Un recueil de nos articles.

Pour une article durable au service du pays.

Djamel BELAID.

مهندس زراعي

REDUIRE LES IMPORTATIONS.

Yes we can.

REDUIRE LA FACTURE DES IMPORTATIONS, YES WE CAN !

BELAID Djamel

Janvier 2016

Afin de réduire la facture des produits alimentaires, différentes stratégies sont actuellement utilisées en Algérie. Avec, notamment, l'irrigation des cultures, la lutte contre la contrebande aux frontières*. Souvent, l'irrigation est présentée comme étant la panacée. Or, quand on considère la concurrence pour l'eau entre d'une part les besoins de l'agriculture et d'autre part ceux liés à l'approvisionnement des villes et du secteur industriel (voir ceux d'El-Hadjar), il apparaît vite qu'en Algérie, la culture en sec ne doit pas être négligée. D'autant plus que les techniques d'arido-culture qui nous viennent d'Australie – pays aussi sec que le nôtre – laissent entrevoir des réserves de productivité.

MIEUX VALORISER LA PERIODE HUMIDE

Il s'agit donc de valoriser la période des pluies qui s'étend, en moyenne, de la fin septembre à juin. Concernant les grandes cultures (céréales, légumes secs, fourrages, ...) cela implique, selon les espèces et variétés cultivées, de semer tôt afin de bénéficier des premières pluies. Or, ce n'est pas ce qu'on observe dans la pratique. Alors que les blés doivent tous être semés avant la mi-novembre, il n'est pas rare de voir les semis s'éterniser jusqu'en décembre. Or, selon les cas, les cultures perdent en moyenne 1 quintal/hectare pour une semaine de retard sur la date optimale de semis.

Concernant les légumes secs, par faute de non-maîtrise du désherbage, les agriculteurs ont pris l'habitude de semer lentilles et pois-chiche en février au lieu de décembre.

PLUS DE TRACTEURS, MAIS MOINS DE CHARRUES

Afin de faire face aux besoins, le parc national de tracteurs a été régulièrement revu à la hausse. Mais derrière les tracteurs on continue d'atteler de lourdes charrues. Leur vitesse de travail est

désespérément lente (seulement 2 hectares/jour). Or, dès les années 50-60, dans les régions semi-arides des USA, Canada, Argentine et Australie, il est apparu que le labour est plus un mal qu'un bien. Du fait de l'érosion, il peut provoquer une perte de 9 tonnes de terre/hectare/an. Mais en plus, le labour coûte cher en carburant et en usure des tracteurs. Mais surtout le labour et les opérations qui suivent demandent beaucoup de temps. Ainsi, après le labour, il faut réduire la taille des mottes de terre pour créer un « lit de semences », ce qui nécessite de nombreux passages de tracteur.

Certaines grosses exploitations privées de la région de Constantine ont vite compris la situation. Elles ont abandonné le labour et se sont équipées en semoirs pour semis direct. Ainsi, outre une réduction de 40% des coûts de mécanisation, la vitesse des chantiers de semis s'est multipliée par 6. Et cela, sans que le rendement en souffre.

ABSENCE DE STRATEGIE AU MADR

Face à ce progrès agronomique que constitue l'abandon du labour et son remplacement par la technique dite du « semis direct », on aurait pu penser que les services agricoles concernés se soient mobilisés. Or, sur le terrain, il n'en est rien ; ou presque... Cela est d'autant plus désespérant, que cette technique permet une meilleure économie de l'humidité du sol et est donc bien adaptée à nos conditions semi-arides. Notons au passage que les semoirs pour semis direct possédant des dents laissent sur le sol des sillons juste au dessus de l'emplacement des semences. Avantage, dès la moindre averse, l'eau de pluie est concentrée vers la jeune plantule. Celle-ci craint moins d'éventuelles courtes sécheresse automnale et absorbe mieux l'engrais alors dissout par une meilleure humidité du sol.

Actuellement, le semis direct n'est connu que d'une poignée d'agriculteurs et de techniciens qui se battent afin de mieux le faire connaître. Il faut dire qu'il faut vaincre la réticence des fellahs habitués aux labours. Le labour est souvent inconsciemment assimilé à une fécondation de la terre et donc

représente une symbolique forte chez l'agriculteur. Par ailleurs, cette technique nécessite des semoirs adaptés. Il faut donc les importer ou les produire sur place – cela est possible car il ne s'agit pas d'une technologie trop sophistiquée. Enfin, l'abandon du labour nécessite l'emploi de désherbants, ce qui est loin d'être le cas dans nombre de nos exploitations.

MADR, UN RETARD INEXCUSABLE

S'il existe des freins réels au développement d'une nouvelle technique, on peut noter que les services agricoles et ceux du machinisme agricole n'ont pas fourni tous les efforts attendus au vu du montant faramineux des importations de céréales et légumes secs.

Ainsi, le groupe PMAT commercialise de nouvelles moissonneuses-batteuses (Sampo), mais le même effort qualitatif n'a pas été fourni concernant la production de semoirs low-cost permettant de se passer du labour. Certes, l'unité CMA-SOLA de Sdi Bel-Abbès a bien mis au point un prototype de semoir (Boudour SD-3115-C), mais les essais traînent en longueur. De ce fait, cet engin primordial n'est pas disponible en masse sur le marché. Osons une comparaison. Le semoir SD-3115-C est à l'agriculture ce qu'est l'hélicoptère russe Kamov Ka-52 Alligator à la lutte contre les blindés et ouvrages au sol.

OAIC, RATTAGE EN MATIERE DE SEMIS DIRECT

L'OAIC mène un travail exemplaire pour augmenter la production de céréales. En témoignent l'amélioration de la production de semences certifiées, l'aide à l'irrigation ou la mise à la disponibilité des fellahs plus de moyens de récolte. Mais en matière de semis direct, cet office reste en retard sur un dossier qui constitue « la mère des batailles ». On peut même parler de rattage concernant ce dossier. Rappelons, que face à l'aggravation du réchauffement climatique, il devient primordial que les fellahs puissent semer dans la « fenêtre de tir » que constitue le mois d'octobre et la première quinzaine de novembre. Dès 2012, l'OAIC a passé commande de 24 gros semoirs SOLA (Espagne) afin d'équiper les unités moto-culture des CCLS de l'intérieur du pays. Il s'est avéré que ces semoirs portés et non pas tirés, étaient trop lourds pour les tracteurs disponibles au niveau des CCLS. Pire, alors que ce type de semoir doit pouvoir semer et en même temps épandre de l'engrais, l'OAIC a commandé des semoirs qui ne permettent que le semis. C'est donc réduire l'intérêt

de la technique. Cela est d'autant plus tragique en phase de vulgarisation d'une nouvelle technique. On peut s'étonner de cette erreur de la part d'un office qui emploie 400 ingénieurs agronomes.

L'AIDE REMARQUABLE DE L'AUSTRALIE A L'ALGERIE

En cette période de réduction des moyens financiers du pays, que faire afin de faire avancer ce dossier primordial? Aux médias d'aller enquêter sur le terrain. Aux étudiants et chercheurs en agronomie de s'emparer de ce thème.

Il revient à chaque cadre régional du MADR de faire connaître cette technique qui permet de semer plus vite et moins cher. Quant aux hauts responsables du MADR, à eux de réunir tous les moyens afin de faire démarrer le plus rapidement possible une production locale. De nombreuses entreprises locales de matériel agricole, telle TIRSAM et d'autres, possèdent des moyens modernes de découpe et de soudure de l'acier. Des organismes tels l'ITGC et l'unité CMA-SOLA de Sidi Bel-Abbès maîtrisent la technologie nécessaire. Notons également que, dans le cadre d'accords de coopération, l'universitaire australien Jacky Desbiolles**, expert de renommée mondiale, ne ménage pas ses efforts pour opérer un transfert de technologie vers l'Algérie. Lors de sa dernière visite en Algérie, cet expert a expliqué à différents cadres du MADR, de CMA et aux constructeurs privés tous les plans pour une production locale de semoirs.

MISER SUR DES INITIATIVES A LA BASE ?

Il revient également à chaque céréalier de se renseigner sur cette technique. Des concessionnaires importent de Turquie, du Pakistan et de Chine ce type de semoirs. Certains artisans soudeurs essayent d'en fabriquer. Signalons qu'entre 2006 et 2011, 7 ateliers syriens ont produit 92 semoirs. Le Maroc s'est déjà lancé dans une production locale. En Tunisie, cela est en cours. Plus loin de nous, la Syrie, l'Irak, la Jordanie et l'Iran ont lancé la production locale de ce type d'engins.

En Irak, face aux difficultés d'importations, dans un premier temps, de nombreux céréaliers ont choisi de s'adresser à des artisans locaux qui ont construit des kits permettant de transformer les semoirs conventionnels en semoirs pour semis direct.

A noter, que les céréaliers souhaitant abandonner la

charrue mais n'ayant pas de semoir pour semis direct peuvent se tourner vers des outils tel le « chisel » qui permet également de semer plus vite et à moindre coût tout en obtenant de bons rendements.

SEMIS DIRECT, LA MERE DES BATAILLES

Le développement agricole nécessite de réunir de nombreuses conditions (irrigation, organisation des producteurs en coopératives, statut du fermage, soutien aux prix à la production, ...). En la matière, il n'existe pas de baguette magique. Certes, la mise à disposition d'un maximum de semoirs pour semis direct (les estimations sont de l'ordre de plusieurs centaines d'exemplaires) ne résoudra pas tous les problèmes. Mais, il s'agit là d'un passage obligé au développement des cultures non-irriguées. Nous ne pouvons plus nous permettre d'entendre l'habituelle litanie du manque de pluie ou de leur irrégularité. Les travaux australiens ont montré qu'il est possible de produire du blé non-irrigué avec seulement 300 mm de pluie. Quant un responsable local utilise cette excuse, il est nécessaire de lui demander ce qu'il a fait localement afin de faire connaître les nouvelles techniques d'arido-culture dont le semis direct. Sinon, c'est « essayer de vouloir cacher le soleil avec un tamis » comme le dit ce dicton populaire.

REUSSIR LA CAMPAGNE 2017

Cette année, dans de nombreuses régions du pays, les pluies automnales sont au rendez-vous. Il s'agit donc de mobiliser tous les moyens matériels afin de permettre aux céréaliers de semer tôt et à

moindre coût. Semer tôt permet également de réaliser un désherbage d'automne. Trop souvent nous désherbons trop tardivement nos blés. Cela handicape irrémédiablement le rendement. En climat semi-aride, toute concurrence des mauvaises herbes pour l'eau doit être éliminée le plus tôt possible.

Chacun l'aura donc constaté. De part ses nombreux avantages (semer plus vite et moins cher, économiser l'eau du sol) et les cultures concernées (blé dur, blé tendre, orge, pois-chiche, lentille, fourrages), le semis direct représente la « mère des batailles ». Au moment où le montant des importations alimentaires connaissent une augmentation soutenue, à chaque responsable agricole de prendre ses responsabilités.

Notes :

(*) Voir l'article d'Amadou Oury Diallo, « Au Mali, la guerre de la farine fait rage ». Jeune-Afrique du 29 octobre 2015. L'auteur parle des farines de contrebande « qui entrent sur le territoire malien via ses frontières du Nord (en provenance d'Algérie) et de l'Ouest (de Mauritanie). Si Bamako est affecté, les grandes villes de l'intérieur du pays comme Mopti, Kayes, Nioro, Kita le sont davantage, si bien que la farine produite dans la capitale n'y est plus commercialisée ! ».

(**) Cet homme est un véritable ami de l'Algérie. Notre pays s'honorerait de lui accorder la reconnaissance de la Nation prévue dans ces cas là.

AUTO-SUFFISANCE ALIMENTAIRE, Y ARRIVERA-T- ON TOUT SEULS?

**Des coopérations avec des institutions étrangères permettent de
bénéficier du savoir-faire de techniciens confirmés.**

AUTO-SUFFISANCE ALIMENTAIRE, Y ARRIVERA-T- ON TOUT SEULS ?

Djamel BELAID 15.01.2016

En Algérie, les importations alimentaires augmentent d'années en années. Face à cela les pouvoirs publics et les services agricoles déploient des efforts considérables. Ces efforts visent à réunir les meilleures conditions de travail pour les exploitations agricoles. Cette politique donne ses premiers fruits. Mais l'urgence de la situation fait que ces progrès ne suffisent pas. Faut-il alors recourir à plus de coopération étrangère et dans ce cas là comment ?

DES PROGRES MADE IN DZ SANS AIDE ETRANGERE

L'agriculture locale peut se targuer de belles réussites. C'est le cas par exemple du développement de la culture de pomme de terre et de légumes sous serres dans le Sud. C'est le cas encore à Constantine pour la conservation des fourrages. Lounes Hamitouche, le dynamique PDG de la Laiterie Soummam a mis sur pied dans cette région une entreprise de travaux agricoles pour la récolte et la conservation des fourrages par enrubannage. C'est également le cas avec la société ACI qui en Mitidja avec la technique de la plantation des agrumes à haute densité révolutionne ce secteur. De gros progrès sont également réalisés dans le domaine du stockage des excédents de pomme de terre ou de la production de raisin de table.

Ces progrès sont possibles grâce aux efforts financiers des pouvoirs publics, à l'encouragement de l'initiative privée et à une politique de formation qui aujourd'hui permet au secteur agricole de disposer d'un grand nombre de cadres capables d'acquérir de nouvelles compétences au contact de techniques étrangères. Certes, ces progrès ne se

font pas sans technologie étrangère. Ainsi dans le cas des serres canariennes de la région de Biskra ce sont des ouvriers marocains qui ont contribué à vulgariser cette technique. Mais, à chaque fois il s'agit là de réussites d'investisseurs locaux.

Cependant, répétons le ces progrès sont trop lents au vu de la demande locale. Rappelons également que la campagne céréalière 2015 peut être qualifiée de moyenne et que la campagne 2016 a démarré dans un contexte de sécheresse automnale. Si les progrès sont lents il apparaît qu'ils peuvent également être irréguliers. Dans un contexte de réduction de l'aisance financière liée à la rente pétrolière, cette situation n'est plus tenable pour le budget de l'Etat.

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS FAIRE

Ces quelques réussites ne doivent pas nous faire oublier ce que nous ne savons pas faire dans le domaine agricole.

Nous ne savons pas diffuser de nouvelles techniques ni de nouvelles cultures. Ainsi, la protection phytosanitaire des céréales est bien en dessous de ce qu'elle devrait être. De ce fait les mauvaises herbes réduisent les rendements de même que les maladies fongiques telle la rouille. Nous ne savons pas apporter de façon adéquate la dose adéquate d'engrais au moment voulu et à l'endroit voulu.

Quant aux cultures nous ne savons pas produire plus de fourrages ni des oléagineux tels le colza ou le tournesol.

Enfin, concernant le management, il n'y a pas encore en Algérie de gestion efficace des structures agricoles : Chambre d'Agriculture, coopératives paysannes, structure de conseil agricole, instituts techniques ou CCLS. Or cela est fondamental car la mise en place de nouvelles techniques repose sur des structures professionnelles performantes et donc représentatives.

PROGRES DZ ET UN CHOUIA DE COOPERATION

Jusqu'à présent de nombreux projets de coopération agricole ont été signés avec des partenaires étrangers.

C'est le cas dans les années 70-80 entre l'ITGC et des partenaires français pour dynamiser les productions végétales et animales dans la région de Tiaret (Sersou). Plus récemment l'ONG française FERT a contribué à un suivi de la production laitière en Mitidja. Dans le même ordre d'idées le projet Alban a permis à des techniciens laitiers français de mettre sur pied des groupes appui lait au niveau de la wilaya de Souk Ahras. Des accords ont été signés avec des partenaires hongrois ou coréens pour le domaine avicole ou de la semence de pomme de terre.

Il s'agirait de faire le bilan de cette coopération. Dans le cas des organismes dépendant du MADR, ces accords ont consisté en un accompagnement des agriculteurs ou structures locales.

Ce type de coopération est fondamental. Il permet un transfert de technologie. Cependant, les résultats sont parfois lent car sous la dépendance de l'environnement local.

Les blocages pour arriver à une augmentation de la production agricole sont variés : juridique (foncier), financier (prêts), techniques et humains. Du point de vue humain l'apport étranger peut être considérable. Cet apport pourrait venir de chefs de cultures étrangers qui n'auraient pas pour mission première de conseiller des homologues locaux mais de mettre en application leur savoir dans les conditions algériennes. Pourquoi ne pas imaginer des exploitations où de tels chefs de culture viendraient avec leur propre matériel agricole produire localement.

Notre interrogation porte donc sur un type de coopération qui permettrait de s'affranchir des lourdeurs locales. Il nous semble que cela est possible dans le cas de structures telles des fermes pilotes ou des concessions agricoles.

FERMES PILOTES DZ, MAIS AGRIMANAGER ETRANGER

Le cas des fermes pilotes est particulier. Il s'agit de grandes exploitations d'un seul tenant sur de bonnes terres avec le plus souvent une pluviométrie abondante. Il s'agit de propriétés de l'Etat. Il est donc possible de signer rapidement des accords permettant la mise en place d'une expertise professionnelle étrangère dès les campagnes

agricoles suivantes.

De tels accords pourraient déboucher sur la fourniture sur le marché local de volumes conséquents de produits agricoles. En effet, si le déficit hydrique structurel d'une grande partie du territoire constitue une réelle difficulté, il existe cependant des techniques d'arido-culture que maîtrisent parfaitement chefs de culture espagnols, italiens français ou australiens. Il s'agit de considérer la proximité culturelle et géographique (Espagnols à l'Ouest, Italiens à l'Est) et la possibilité d'une coopération inter-maghrébine. A ce propos, chez nos voisins immédiats existent des contremaîtres et des ouvriers spécialisés recherchés par les investisseurs locaux pour leur savoir faire. Or, l'actuelle politique de contrats de travail et de permis de séjour est très restrictive pour la main d'oeuvre spécialisée étrangère.

L'OPTION SIM

Parmi les grands groupes agro-alimentaires privés nationaux SIM se distingue par l'établissement d'alliances avec des groupes étrangers. C'est notamment le cas avec la filère Sanders du groupe coopératif français AVRIL. Cette stratégie a abouti à la création d'une première unité d'aliments pour bétail. SIM comme d'ailleurs CEVITAL ont plusieurs fois manifesté leur volonté de pouvoir disposer de moyens afin de produire eux même une partie de leur approvisionnement en matières premières ; respectivement céréales et graines d'oléagineux.

A côté de ces groupe à capitaux essentiellement nationaux, il faut noter la présence de capitaux en provenance du moyen orient et qui sont investis par exemple dans le secteur de la production de matières grasses alimentaires.

Ces entreprises qui aujourd'hui assurent l'approvisionnement d'un grand nombre de consommateurs ont le besoin de sécuriser leurs approvisionnements en matière première. Si de tels groupes peuvent espérer un meilleur accès aux marché international des céréales et des oléagineux, ils ne sont pas à l'abri de crises conjoncturelles : mauvaises récoltes en Europe ou en Amérique). Par ailleurs, le développement des agro-carburants entraîne une hausse progressive de certains de leurs approvisionnements.

Dans ce contexte, il serait tout a fait indiqué de favoriser l'intégration en amont de ces grands groupes agro-alimentaires. Cet objectif pourrait passer par une politique de concessions agricoles mais également par une orientation publique de ces groupes vers une politique de contractualisation.

Au lieu que ce soit des services agricoles publics qui assurent un appui technique parfois défaillant aux producteurs, dans leur bassin d'approvisionnement, cet appui pourrait être le fait de structures dépendant des firmes agro-alimentaires locales. C'est déjà le cas du Groupe Benamor dans le cas de la tomate industrielle et du blé dur (réseau qualité blé). Dans ces conditions, ces groupes auraient alors tout intérêt à s'entourer des meilleurs compétences qu'elles soient locales ou étrangères. Ce type d'approche est réalisé dans le domaine laitier. Afin de sécuriser leur approvisionnement en lait frais, certaines laiteries dont Danone Djurdjura investissent en amont.

Par ailleurs, les groupes agro-alimentaires locaux à capitaux étrangers peuvent bénéficier du savoir faire de leur partenaire étranger ou de leurs filiales maghrébines comme dans le cas des relations à trois entre Danone (France) – Sotubi (Tunisie) – Lu (Algérie) pour les biscuits ou Lesieur (France) – Cristal (Maroc) – Lesieur Cristal (Tunisie) pour les huiles végétales.

Dans le cas d'accords avec de grands groupes coopératifs, les partenaires algériens pourraient disposer de l'expérience de réseau d'appui technique confirmé. Les structures étrangères viendraient ainsi compenser l'inexistence de réseaux locaux d'appui technique efficaces.

CE QU'IL NE FAUDRAIT PAS FAIRE

La presse nationale a souvent évoqué la possibilité de réaliser des accords avec des pays étrangers ou des firmes étrangères pour par exemple l'installation de grandes fermes laitières dans le grand Sud algérien. On peut se demander comment la production laitière qui n'a pas pu être réalisée dans les conditions climatiques favorables du Nord du pays pourrait l'être dans les conditions arides du désert.

Ces projets tablent tous sur l'exploitation des ressources hydriques du sous-sol. Ces ressources étant chargées en sel et n'étant pas renouvelables, on peut se demander quelle est la durabilité de ce type de projets.

Une autre erreur serait de développer des coopérations dans le seul but d'augmenter l'exportation à l'état brut ou transformé de certains produits agricoles: dattes, pomme de terre primeur, pâtes alimentaires. En effet, le milieu naturel local est fragile. Il est menacé par l'érosion hydraulique, l'érosion éolienne et la salinisation. Par ailleurs, la mobilisation des ressources hydriques de surface

nécessite des moyens financiers important au moment où la demande en eau potable des villes ne fait qu'augmenter. Dans ces conditions, espérer faire de l'Algérie un pays exportateur de produits agricoles est une chimère.

BRADER LE PAYS ?

Dans le processus de démocratisation que connaît le pays, on peut imaginer les critiques de l'opposition vis à vis d'une telle démarche. Certains parleront sans doute de « retour des colons ». A cela, il s'agit de répondre et d'expliquer qu'il s'agit d'arriver à des accords gagnant-gagnant. Cela nécessite de négocier finement car les investisseurs étrangers n'investiront que si le rendement des fonds qu'ils engagent leur est profitable.

Aussi, de tels accords devraient être limités dans le temps (5 ou dix ans renouvelables). Ils devraient assurer une exploitation durable du sol et des ressources locales en eau, permettre un transfert de technologie et bénéficier au marché local tout en interdisant l'export des produits agricoles.

Du point de vue pratique, l'investisseur étranger devrait disposer de la possibilité de ramener en Algérie, dans des conteneurs, et sans aucun droit de douane, son matériel agricole neuf ou d'occasion. Il devrait également lui être accordé la possibilité d'importation de toute pièce détachée, de tout engrais ou facteur de croissance (inexistant sur place) ou de tout produit phytosanitaire (autorisé par la législation locale) mais sans possibilité d'exporter les productions.

Ces exploitations devraient avoir également la possibilité de faire venir de la main d'oeuvre étrangère spécialisée. Elles devraient donc pouvoir bénéficier d'accords de droits de séjour facilités.

Outre la possibilité de produire, de telles exploitations pourraient avoir le droit de transformer leur production (1ère ou 2ème transformation) et de vendre localement farine, semoule, pâtes, couscous, pain, huile, tourteaux ... etc. La rentabilité de ces exploitations seraient ainsi améliorée. Une telle attractivité pourrait amener plus d'investisseurs potentiels mais également permettre à la partie algérienne que les contreparties demandées soient plus larges (emplois, impôts, transfert de technologie, ...).

Par ailleurs un état des lieux devrait être établi avant tout signature de contrat. Cet état des lieux

devant comporter notamment analyse sol avec notamment analyse du taux de matière organique du sol, niveau de la nappe phréatique.

Le contrat devrait également comporter des mesures favorisant l'agriculture de conservation. Il devrait y avoir interdiction labour avec obligation de semis direct et de restitutions organiques au sol. L'irrigation par submersion devrait être interdite et toute irrigation ne devrait être faite qu'au goutte à goutte ou par pivot (avec utilisation de sondes tensiométriques).

Concernant les aménagements il devrait être possible par exemple d'engager des travaux afin de limiter le ruissellement des eaux de pluies, favoriser l'épandage des crues, de réaliser des forages mais en nombre et débit contrôlé (présence de compteurs à eau). Les services concernés tels ceux de l'hydrauliques devraient être chargés d'établir des contrats type.

CONCLUSION

L'analyse des chiffres relatifs aux importations alimentaires a de quoi donner le vertige. L'accroissement actuel de la production agricole locale n'arrive pas à suivre les besoins toujours plus croissants en quantité et en qualité des consommateurs algériens.

Face à cette situation, le secteur dispose d'atouts : le recours à plus de coopération étrangère. En effet, les potentialités du secteur agricole restent sous-exploitées. Si les compétences locales sont nombreuses et en plein développement avec parfois des innovations originales, elles restent limitées.

Des coopérations avec des institutions étrangères permettent de bénéficier du savoir faire de techniciens confirmés. Ce type de projets avec, par exemple, la mise sur pied de réseaux d'appui technique à des éleveurs laitiers comme dans le projet Alban, s'avèrent positives et à poursuivre. En effet, l'Agriculture algérienne occupe un million de familles paysannes et à ce titre, outre la production agricole, son rôle est d'assurer un revenu à ce qui représente 11% de la population locale. Il s'agit ainsi de réunir les conditions d'un développement des petites exploitations (formation, auto-encadrement par des associations professionnelles agricoles, développement de coopératives paysannes, maturation des filières...).

Cependant, les progrès ainsi obtenus sont lents. Par

ailleurs, trop longtemps en Algérie, le développement agricole a été considéré comme pouvant être impulsé par de seules structures à caractère administrative (DSA, Instituts techniques, office tel l'OAIC). Depuis plusieurs années à ces structures se sont ajoutées des structures privées (transformateurs et vendeurs de matériel et d'intrants agricoles).

Aussi, face à l'urgence du moment, il pourrait être fait recours à plus de coopération étrangère sous la forme d'une prise en charge pour des périodes de 5 à 10 ans de certaines fermes pilote ou de grandes concessions agricoles. Leur gestion au jour le jour pourrait être confiée à des techniciens étrangers rompus aux techniques durables de l'arido-culture et disposant de facilités d'importation de matériel agricole.

Une autre forme pourrait consister à mobiliser cette expertise étrangère par le biais de grands groupes agro-alimentaires locaux investissant dans l'amont par le biais de concessions agricoles ou d'une politique active de contractualisation que les pouvoirs publics pourraient fortement encourager. Selon les productions et les partenariats, différentes formes de coopération de terrain seraient alors possibles.

De grands groupes agro-industriels locaux ont choisi de développer des alliances stratégiques avec des partenaires étrangers : grand groupe coopératif dans le cas de l'accord SIM-Sanders ou PME dans le cas d'une boulangerie industrielle dans le cas de Groupe Benamor-Mecatherm. On note un seul absent : les pouvoirs publics. Ces derniers brillent par l'absence d'une stratégie claire. Ainsi le projet de Cevital de relance de la production locale d'oléagineux reste en stand-by.

Dans tous les cas, l'urgence ne doit pas faire oublier le caractère fragile du milieu naturel local (méditerranéen, semi-aride et aride) et la nécessité d'une exploitation durable des ressources en terres agricoles et en eau de ce milieu.

Addendum : la relecture récente de Omar BESSAOU, Slimane BEDRANI ou encore Denis POMMIER montre qu'en Algérie notre agriculture est marquée par un « dirigisme administratif ». Or, il faut avoir la lucidité de laisser progressivement des producteurs gérer des budgets, recruter des techniciens, bref tout ce à quoi nous avons tourné le dos depuis 1988. Ndlr. 26 juin 2019.

TOURNESOL

ALGERIE, SEMER DES LENTILLES ENTRE LES RANGS DE TOURNESOL ?

Cultures associées, des pistes à explorer.

TOURNESOL ALGERIE, SEMER DES LENTILLES ENTRE LES RANGS DE TOURNESOL ?

Djamel BELAID 26.01.2016

La culture du tournesol est peu répandue en Algérie. Pourtant dans un pays qui importe 100% de son huile et 100% de ses besoins en tourteaux, le tournesol est une plante d'avenir. Au Maroc, dans les années 90 ce sont plus de 100 000 ha qui ont été consacrés à cette culture. Un des problèmes technique de cette culture concerne le désherbage. Des pratiques testées à l'étranger pourraient s'avérer intéressantes dans le contexte local et cela pour le tournesol ou pour d'autres cultures.

LE BINAGE OU LA SOLUTION CLEARFIELD

Les rangs de tournesol sont espacés de 70 cm. La première solution peut consister à biner l'inter-rang avec une bineuse. Ce matériel est produit localement par le groupe PMAT. Le binage de l'inter-rang mais également du rang est aujourd'hui possible. Cela passe par l'utilisation de herse étrille ou herse rotative. Ce genre d'outils est encore absent en Algérie. Mais sa simplicité de construction pourrait permettre un rapide développement de ce type de désherbage mécanique. On veillera à ce que le passage de ce type d'outils ne nuit pas aux plants. Le rendement du tournesol passe en effet par une population de l'ordre de 50 000 pieds par hectare.

La technique dite « ClearField » consiste en l'utilisation de variétés de tournesol résistantes à des herbicides. Cette solution est notamment développée par BASF. Les plants de tournesol ayant été obtenus par mutagenèse. Il ne s'agit donc pas d'OGM. Ce type de solution est à réserver aux parcelles fréquemment semées

en tournesol et sur lesquelles s'est développée une flore adventice difficile à éliminer avec les herbicides conventionnels.

LA SOLUTION DES CULTURES ASSOCIEES.

C'est là qu'intervient les lentilles. La solution consiste en des cultures associées : tournesol et lentilles. Les deux cultures sont semées à la même époque. L'intérêt d'associer des lentilles est double : elles fournissent de l'azote au tournesol. Cette solution commence d'ailleurs à être utilisée en France pour apporter de l'azote aux cultures de colza. Mais le deuxième intérêt des lentilles est de couvrir le sol et ainsi de réduire la présence des adventices.

Cette solution a été testée en Suisse par un groupe d'agriculteurs. Dans la revue « Réussir Grandes Cultures » du 05 juillet 2013 Marie-Dominique Guihard note ainsi que « les premiers résultats sont encourageants car les plantes compagnes n'ont pas pénalisé le rendement du tournesol. Celui-ci est identique à la conduite de référence avec 28,5 quintaux à l'hectare pour le tournesol associé à la lentille et 29,9 quintaux à l'hectare quand il est associé au trèfle d'Alexandrie. La lentille a cependant la préférence car elle étouffe davantage les mauvaises herbes et permet ainsi de diminuer les doses d'herbicides, notamment en Challenge 600 ». Il s'agit là d'une piste à creuser. Par ailleurs, dans le cas des conditions semi-arides, il s'agit de tenir compte du fait qu'il est possible de semer tournesol et lentilles non pas à la fin de l'hiver mais au début. Cette technique dite « d'évitement » du risque de stress hydrique de fin de printemps a été testée avec succès au Maroc.

PERMACULTURE

ALGERIE, ENVISAGER LA PERMACULTURE A GRANDE ECHELLE ?

Des techniques pour réduire l'utilisation d'engrais.

ALGERIE, ENVISAGER LA PERMACULTURE A GRANDE ECHELLE ?

Djamel BELAID 9.02.2016

En Algérie, si l'agriculture doit produire plus, il est également nécessaire de produire moins cher. Pour beaucoup de petites exploitations, cultiver selon les standards européens revient excessivement cher. C'est le cas de l'utilisation des engrais. La solution pourrait être de s'inspirer de la permaculture. Mais comment procéder pratiquement ?

LA FERTILISATION PHOSPHATEE, UNE OPERATION PEU AISEE

L'utilisation des engrais phosphatés en Algérie représente un casse-tête. En effet, les sols sont majoritairement riches en calcaire. De ce fait certaines formes d'engrais phosphatés sont insolubilisés en quelques jours. Le phosphore de ces engrais se lie au calcaire du sol et de ce fait devient inutilisable pour de nombreuses plantes dont les céréales.

Cette insolubilisation concerne notamment le superphosphate, engrais majoritairement utilisé en Algérie.

Il existe des solutions au risque d'insolubilisation. On peut mettre les engrais phosphatés au plus près des besoins de la plante. Ainsi, au lieu d'enfouir ce type d'engrais dit de fonds lors des labours de jachère il est aujourd'hui recommandé de l'apporter avant le semis. On peut également localiser les engrais phosphatés sur la ligne de semis. Comme l'élément phosphate ne migre pas beaucoup dans le sol, en l'apportant au plus près des racines, on peut espérer favoriser son absorption par la plante. D'autant plus que cette absorption dépend de l'humidité du sol ; or, les cas de sécheresses, mêmes automnales, sont fréquentes en Algérie.

Certains producteurs d'engrais proposent d'associer les engrais phosphatés aux engrais azotés. Ces derniers ont la particularité d'acidifier le sol. Ainsi, le phosphore est moins insolubilisé et a le temps d'être absorbé par les cultures.

LES RESULTATS DE LA RECHERCHE

AGRONOMIQUE

Ces astuces afin d'arriver à mieux utiliser les engrais phosphatés présentent toute une particularité. Elles oublient le côté vivant du sol. En effet, elles ne considèrent que les réactions chimiques entre le calcaire du sol et les engrais apportés.

Or, depuis quelques années, les résultats de la recherche agronomique dont ceux en provenance d'Australie montrent qu'il existe des plantes qui sont capables de mieux valoriser le phosphore du sol. C'est le cas notamment des légumineuses déjà bien connues pour leur capacité à fixer l'azote atmosphérique. Par ailleurs, il a été démontré que les êtres vivants du sol peuvent contribuer à une meilleure disponibilité du phosphore du sol. C'est le cas de certains champignons microscopiques ou des vers de terre.

Ainsi, à une vision strictement chimique du fonctionnement du sol, vient s'ajouter une compréhension biologique du fonctionnement du sol. Ainsi, la rhizosphère, cette zone des racines juste en contact du sol fait aujourd'hui l'objet de nombreux travaux.

Et les résultats sont là, comme en permaculture, des chercheurs montrent que cultiver une céréale et une légumineuse ensemble permet à la première un meilleur apport en phosphore. Ces travaux sont menés en laboratoire. Il s'agit maintenant de passer à plus grande échelle : celle du champs.

SEMER BLE AVEC POIS-CHICHE ?

Parmi les plantes ayant la faculté d'utiliser efficacement le phosphore du sol, on trouve le lupin. Cette légumineuse présente des racines particulières qui lui confère une excellente absorption. Malheureusement, le lupin n'aime pas les sols calcaires. La plante dépérit en sol calcaire, c'est à dire dans la majorité des sols algériens.

Il s'agit donc de se rabattre sur les autres légumineuses. Les fèves, les féveroles, le pois fourrager et le pois-chiche sont de bons candidats. A priori, il serait intéressant de les cultiver avec une céréale (blé tendre, blé dur, orge, triticale).

Cette pratique de cultures associées existe déjà en Algérie dans le cas des fourrages de vesce-avoine. Ce

fouillage est majoritairement récolté sous forme de bottes que l'on voit souvent transporté d'une région à l'autre dans des camions lourdement chargés sur les routes d'Algérie. L'association est même possible entre triticale et pois fourrager. Testée à M'sila lors de la campagne agricole écoulé, ce mélange a fait la fierté de l'agriculteur chez qui était installé l'essai.

Mais il s'agit de différencier le cas des fourrages de celui des céréales menés en culture pure. En culture fourragère, toute la masse végétale produite dans le champs est récoltée. Elle est fauchée et mise en botte ou ensilée et enrubbée de film plastique sous forme de grandes balles¹. Tandis qu'en culture pure de céréales, c'est à dire non associée, il s'agit de récolter de récolter seulement des grains. Et dans ce cas, toute plante autre que le blé doit être éliminée par désherbage chimique ou mécanique.

En effet, « les mauvaises herbes » qui se développent dans un champs de blé peuvent causer des pertes de rendement pouvant atteindre 50%. Par ailleurs, à la moisson leurs graines se mélangent à celle du blé. C'est pour cela que selon la flore adventice présente des programmes de désherbage sont savamment mis au point par les techniciens agricoles. Dans ce cas là, on peut imaginer le sort des plants de pois-chiche qui accompagneraient les plants de blé. Ils seraient immédiatement éliminés.

REORIENTER LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

On le voit, cultiver des cultures associées sur la même parcelle relève de la gageure. Il s'agit de trouver les plantes compagnes idéales et les techniques culturales adaptées. Or, jusqu'à présent cela n'a jamais été envisagé en Algérie comme d'ailleurs dans un grand nombre de pays. Pourtant, de premiers résultats apparaissent.

En France des associations blé-pois ou colza-lentille ont été testées. Dans le premier cas, il s'agissait d'essais en grande parcelles en agriculture biologique. L'idée étant de réduire l'apport d'engrais azoté. Ce n'est qu'après récolte qu'une séparation des graines a été opérée. Comme leur taille est nettement différente, un tri mécanique est possible. Certes, il renchérit le coût. A moins d'envisager de cultiver un mélange orge-pois pour en récolter les graines qui ne sont pas séparée après récolte et qui seront destinées à être broyée ensemble pour en faire un aliment destinées aux volailles.

L'association colza-lentille par contre n'est plus une curiosité de laboratoire. Elle est même conseillée par le très sérieux institut oléagineux français : Terre Inovia (ex Cetiom). Le but étant de réduire, là aussi, les apports d'engrais azotés.

1 Cette méthode conserve mieux les qualités du fourrage. C'est ce qui a conduit les services agricoles à la subventionner au profit des éleveurs laitiers en hors-sol.

Des travaux chinois évoquent la culture associée de maïs et de fêverole. La Chine posséderait une longue tradition de cultures associées.

En France, la pratique de cultures sous couvert se développe timidement. Il s'agit en fait de cultures associées ; le but étant de protéger le sol de l'érosion et de limiter le lessivage des nitrates. Une meilleure valorisation du phosphore du sol n'est pas l'objectif principal bien qu'il soit parfois évoqué par ces pionniers. Les publications de ces agriculteurs et de leurs techniciens comprennent des trésors d'ingéniosité qui peuvent nourrir le débat sur la façon de procéder en Algérie. Ces pratiques de semis sous couvert sont grandement facilitées par le développement du non-labour avec semis-direct.

ALGERIE, INNOVER EN CULTURES ASSOCIEES

En Algérie, trouver le moyen d'associer des cultures permettrait de réduire la facture en engrais azotés et phosphatés. Pour les petites exploitations agricoles, les techniques sont si extensives, que les engrais ne sont même pas utilisés.

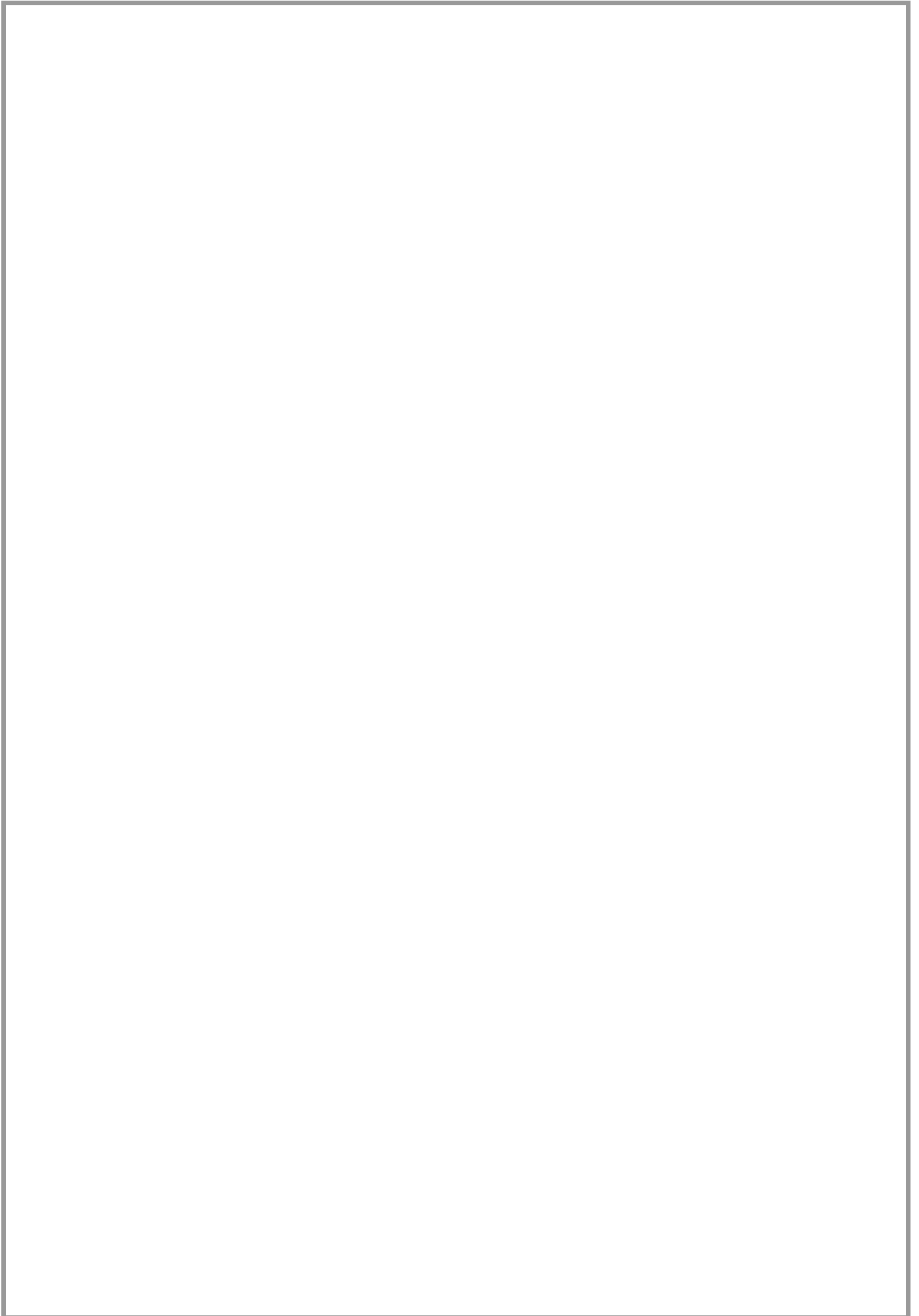
Les publications des agriculteurs français montrent que pour réussir des cultures associées, il s'agit de trouver les bonnes plantes compagnes, la bonne dose et date de semis ainsi que la méthode pour maîtriser les « mauvaises herbes ». Cette maîtrise des plantes adventices peut être possible en augmentant la dose de plantes compagnes et en choisissant une espèce à plus ou moins large feuilles qui ainsi a un pouvoir étouffant.

Cultures associées ne signifie pas récoltes associées. Ainsi, dans le cas de l'association colza-lentille, ce n'est que le colza qui est récolté. Lorsqu'à la sortie de l'hiver, les plants de colza prennent leur essor, les plants de lentille végètent car ils n'arrivent plus à recevoir de lumière.

Ainsi, dans le cas d'un blé semé avec un pois-chiche d'hiver, on peut penser à ce que ce dernier végète une fois que le blé arrive à montaison. Dans certaines associations, la plante compagne est choisie pour sa sensibilité au gel. Elle disparaît naturellement après avoir joué son rôle de plante compagne. Elle peut également être freinée ou détruite par traitement herbicide.

Toutes ces possibilités sont à tester par des agriculteurs innovateurs et des techniciens engagés. Les solutions sont variables selon le contexte de chaque région.

On n'oubliera pas également dans cet aspect biologique du sol, le rôle des vers de terre. Leurs excréments (turricules) possèdent des formes de phosphore plus assimilables. Comment les favoriser ? En amenant du fumier, en pratiquant le non-labour avec semis direct et en leur laissant de quoi manger, notamment des chaumes et de la paille. Il n'y a pas que le mouton...



CADRES ET ELUS DE BASE DES CCLS

QUELLES ORIENTATIONS ECONOMIQUES ?

CADRES ET ELUS DE BASE DES CCLS , QUELLES ORIENTATIONS ECONOMIQUES ?

Djamel BELAID 19.02.2016

En Algérie, le paysage agricole est marqué par l'absence de grandes coopératives paysannes telles qu'elles peuvent exister à l'étranger. Par contre, on trouve de nombreuses petites coopératives (notamment apicoles). A leur côté existent les CCLS, dépôts de wilayas de l'OAIC administrés par un directeur nommé par la tutelle et comportant des élus sans réel pouvoir de décision. Ces dépôts sont pompeusement appelés "ccopératives" ce qui constitue une insulte au statut coopératif tel qu'il est défini internationalement.

Quels est le poids de ces élus et quelles orientations pourraient-ils proposer, voire imposer pour assurer le développement des CCLS ?

CCLS, UN CONTEXTE PARTICULIER

Les CCLS évoluent dans un contexte caractérisé par des changements multiples.

-Contexte économique

Le contexte économique actuel est très préoccupant. La baisse de la rente pétrolière et le montant actuel des importations alimentaires ne sont pas sans conséquences sur la santé financière des CCLS dont de nombreuses sont en déficit chronique. On peut craindre que la perpétuation de ce déficit n'oblige les pouvoirs publics à leur dissolution et à la privatisation du commerce du grain comme cela est le cas au Maroc depuis l'adhésion de ce pays à l'OMC. Un précédent existe, le réajustement structurel des années 90 avait aboutit à de profondes modifications des structures agricoles.

L'activité des CCLS se cantonne dans le traditionnelle triptyque ventre de semences-engrais, collecte et location de matériel. Ces activités sont à faible ajoutée par rapport aux activités de première transformation et de deuxième transformation des céréales.

-Contexte matériel et humain

Concernant l'équipement en matériel agricole, on observe une nette modernisation du parc des exploitations et l'extention de la mécanisation et de la motorisation. Des usines locales de fabrication ou de montage de tracteurs permettent de réduire la tension en matériel de traction.

L'irrigation d'appoint se développe de même que la construction de silos au niveau des CCLS. Il n'existe pas de tradition de stockage moderne à la ferme.

Concernant les produits animaux, aux petits abattoirs traditionnels sont progressivement ajoutées à l'intérieur du pays des chaînes d'abattage pour ovins. Parallèlement, on note un développement des moyens frigorifiques pour la viande et le lait.

L'encadrement technique est en nette augmentation. Cependant, des critiques ont été récemment formulées par le Minsistre de l'Agriculture. Ce dernier s'est demandé si les 400 ingénieurs de l'OAIC étaient pleinement utilisés. Le travail de recherche au niveau de l'université offre des possibilités d'innovations et d'information de même que l'ouverture permise par le développement local du réseau internet.

-Contexte des productions végétales

Les productions végétales sont caractérisée par un manque de maîtrise de l'itinéraire cultural, c'est le cas des céréales. Celles-ci sont trop souvent menées de façon extensives. Le nombre de cultures pratiqué est faible. C'est le cas pour les protéagineux et surtout les oléagineux qui représentent pourtant les produits de base de l'alimentation du bétail et des volailles.

ALLER VERS PLUS DE VALEUR AJOUTEE

Afin d'améliorer le faible niveau de valeur ajoutée des CCLS, il s'agit que celles-ci ajoutent à leur champs d'action la transformation des produits agricoles, notamment des produits végétaux. Celle-ci est actuellement confiée majoritairement au secteur privé.

- La transformation des produits végétaux

Au niveau des exploitations, c'est principalement du blé dur qui est produit. En première transformation, il serait possible de produire de la semoule et en deuxième transformation des pâtes alimentaires et du couscous. Il n'existe pas de tradition de transformation des céréales au niveau des CCLS. Le développement de ce type d'activité pourrait donc se faire par la mise sur pied d'installations nouvelles ou, comme cela se pratique à l'étranger, par des prises de participation dans des établissements privés algériens ou étrangers.

L'avantage du développement d'une telle transformation vient de la continuité entre céréalier et organisme de collecte. Il s'agit là d'un atout fondamental dans une politique de traçabilité et de constitution de lots de qualité.

L'activité de meunerie et de semoulerie produisant du son, il est possible de développer la fabrication d'aliment du bétail et de blocs multi-nutritionnels enrichis en urée. La continuité entre agriculteurs et organisme de collecte est intéressante. Elle pourrait permettre de développer une politique d'appui technique de terrain. Cela, afin de substituer, au moins partiellement, au traditionnel schéma – maïs et soja importés – des produits locaux : orge, triticale, pois, féverole, colza et tournesol.

-La transformation des produits animaux

Traditionnellement, les céréales sont associées à l'élevage du mouton. Aussi, des CCLS pourraient investir dans l'abattage et la découpe de viande de mouton. Cela pourrait déboucher sur la commercialisation de gros et semi-gros de viande. Une activité de transformation pourrait être envisagée pour la production de cachir, de merguez congelées ou de pâté en boîte de conserve. Là aussi, des partenariats à différents niveaux sont possibles : recrutement de patrons bouchers pour le démarrage d'un atelier de découpe, partenariat avec des établissements pivés tels Bellat.

PLUS DE SERVICE RENDU AUX ADHERENTS

La survie et le développement des CCLS passe également par le renforcement des services traditionnellement rendus aux adhérents. Les ingénieurs des CCLS et le personnel sont à mieux de proposer les évolutions pouvant permettre d'améliorer les services rendus. A eux d'imaginer comment améliorer leur apport.

Ainsi, concernant les unités motoculture, certains

matériels peuvent constituer une véritable révolution technique. C'est le cas du non-labour avec semis-direct ou, de la récolte en vrac des céréales ou de la récolte du foin et de la paille par balles rondes. En effet, la main d'oeuvre est parfois rare, par ailleurs il faut compter avec la période du Ramadan.

Faire évoluer les statuts

Une voie d'évolution des CCLS pourrait être de plus responsabiliser les élus. Par exemple en donnant plus de responsabilité aux élus par rapport au directeur nommé par la tutelle. Cette transition passe notamment par une formation à la gestion de ces élus.

Enfin nous pensons que la fonction commerciale des CCLS doit faire l'objet de

Envoyer des missions à l'étranger

Il s'agit d'étudier les cas de réussite du mouvement coopératif à l'étranger et à s'en inspirer. Pour cela des missions d'études de cadres et élus des CCLS devraient pouvoir aller à l'étranger.

Les CCLS ont besoin d'évoluer vers des formes permettant de:

- donner plus de responsabilités aux élus (sous réserve d'achats de parts sociales),
- participer à la transformation des céréales.

En parallèle les agriculteurs leaders et les cadres doivent arracher à l'administration des concessions afin de créer des coopératives céréalières paysannes libérées de toute tutelle administrative. Ces coopératives paysannes co-habiteraient aux côtés des actuelles CCLS.

SELLAL ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE.

SEMIS DIRECT, UN RETARD INQUIETANT EN ALGERIE ET AU MAGHREB.

ALGERIE : COLERE DE MR SELLAL ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE. SEMIS DIRECT, UN RETARD INQUIETANT EN ALGERIE ET AU MAGHREB.

Djamel BELAID 11.03.2016

Semer du blé sans labourer le sol est une pratique révolutionnaire apparue depuis une bonne dizaine d'années au Maghreb. Il s'agit d'une technique particulièrement adaptée aux zones céréalières semi-arides. Alors que le semis direct (SD) se développe dans la plupart des pays confrontés à des sécheresses saisonnières, au Maghreb, il reste une pratique confidentielle. A qui la faute ?

SEMIS DIRECT, UNE TECHNIQUE POUR LES ZONES SEMI-ARIDES

Le SD est apparu dans les années 40 au niveau des grandes plaines américaines après le dust-bowl, cette érosion éolienne causée par la pratique du labour. Des agriculteurs avaient alors tenté de semer du blé sans labourer le sol. Le développement des mauvaises herbes traditionnellement, en partie, éliminées par le labour avait quelque peu freiné cette innovation. Mais l'apparition des désherbants chimiques et notamment des désherbants totaux allait permettre l'essor du SD. Paysans et constructeurs de matériel agricole allaient alors contribuer à mettre au point des semoirs spécifiques.

Il y a une trentaine d'années, les Australiens ont redécouvert cette technique et l'ont adapté à leurs conditions. Entre temps, le Brésil avait lui aussi suivi cette dynamique.

SEMIS DIRECT, DES CHAMPIONS BRESILIENS ET AUSTRALIENS

Aujourd'hui les agriculteurs australiens adoptent à 90% le SD. L'industrie locale produit aujourd'hui le matériel adapté, notamment les célèbres semoirs SD John Shearer dont quelques exemplaires ont été importés en Algérie.

Après des années de tâtonnements des semoirs SD ou ZT pour Zero-Till dans le jargon anglo-saxon, sont largement disponibles. Ceux à dents créent tous les 17 cm, un sillon de 7-8 cm de profondeur dans le quel est placée la semence. Le sillon ainsi tracé se transforme en un redoutable collecteur d'eau de pluie. Les semences bénéficient ainsi des moindres pluies automnales. Par ailleurs une roue plombeuse tasse légèrement le sol au

dessus de la graine. Le contact sol-graine étant renforcé toute humidité du sol se transmet directement aux semences. Les céréaliers de nos wilayas de l'Ouest qui ont connu une sécheresse automnale auraient certainement bien aimé bénéficier de ce type de matériel.

Au Brésil, face aux ravages de l'érosion sur des sols fragilisés par la déforestation, la seule alternative a été le SD. La pluviométrie étant favorable, les agriculteurs pratiquent même le semis direct sous couvert. Le soja est ainsi implanté sur un sol jonché de résidus de tiges de maïs laissé derrière les moissonneuses-batteuses. Parfois, comme en Europe, la culture peut être semée au sein d'une culture intermédiaire encore en place. Pour cela, les Brésiliens ont également développé des semoirs spécifiques dont les célèbres Seméato dont les lourds disques peuvent cisailer les résidus de récolte au sol et sur un mince sillon de terre travaillée insérer les semences dans le sol. Le sol n'est plus perturbé comme dans le cas du labour. Intérêt ; un gain de temps et de carburant. Par ailleurs, Rachid M'Rabet, spécialiste du SD à Settat (Maroc) a montré au cours de ses dix années de recherche que le SD économise l'humidité du sol.

Mais plus que des machines aptes à optimiser les semoirs pour SD permettent également de localiser les engrais au plus près des semences. Intérêt, les racines trouvent plus facilement notamment les engrais phosphatés si peu mobiles dans le sol et si facilement insolubilisés par le calcaire du sol et cela, parfois en moins de quelques semaines.

SYRIE, IRAK ET JORDANIE, FORT DEVELOPPEMENT DU SEMIS DIRECT

Face à ces particularités, le SD ne pouvait pas être absent des recherches de l'ICARDA, le centre international des recherches agricoles en milieu semi-aride. Basé jusqu'en 2011 à Alep (Syrie), ce centre a accueilli dès 2005 une équipe d'experts australiens²

2 Lire « Development, participatory extension and adoption of zero tillage—the case of Syria and Iraq 2005-14 »

<http://www.agronomy2015.com.au/papers/plenary-piggin.pdf>
Colin Piggin¹, Stephen Loss², Atef Haddad³, Yaseen Khalil⁴.
International Center for Agricultural Research in the Dry Areas, P.O. Box 5466, Aleppo, Syria, www.icarda.org Present address/contact: 1 4 Francis Street, Yarralumla, ACT, 2600, Australia, c.piggin@gmail.com ² GRDC, 4 National Circuit, Barton, ACT, 2600, stephenpeterloss@gmail.com ³ Lattakia, Syria,

rodés à la technique du ZT. Dès leur arrivée, ces experts dirigés par Collin Piggim ont démarré des essais en intégrant à leur équipe des ingénieurs locaux. Ces essais ont été menés en station mais également chez des agriculteurs. Les Australiens avaient ramené avec eux leurs lourds semoirs SD et en ont testé d'autres : brésiliens, européens, indhous. Résultats, des semoirs SD certes intéressants mais trop chers ou trop fragiles concernant ceux en provenance d'Inde. Avec l'aide de l'expert australien en machinisme, Jack Desbiolles, ils ont alors suggéré à des artisans locaux de fabriquer des semoirs SD en s'inspirant du semoir SD à dents John Shearer. On admirera, au passage, ce transfert de technologie³. Les experts australiens n'ont pas essayé de vendre leur matériel. Les petits et moyens paysans de la région d'Alep n'avaient d'ailleurs pas les moyens de leur acheter.

Et le miracle s'est alors produit : pas moins de 8 ateliers ont été créés par des artisans syriens, puis 3 en Irak. En Jordanie, c'est un industriel privé, Rama Manufacture MFG⁴ qui s'est lancé dans la production de semoirs SD. Le coût des engins fabriqués localement est de 2 500 \$ soit moins de 5 fois celui en provenance des pays développés. Les ateliers syriens ont ainsi permis la fabrication de 92 semoirs avant que la guerre ne réduise leurs activités. Ces semoirs SD à dents sont de taille réduite et peuvent être tirés par les tracteurs disponibles localement. Une partie de ces semoirs a été exportée en Palestine et en Algérie ; il en existe un au niveau de la station ITGC de Sétif.

Parlant des résultats et des potentialités syrienne, Collin Piggim déclare « In surveys of Syrian wheat farmers who had adopted ZT and early sowing, yields were increased by 465 kg/ha and net incomes were boosted by \$US 194/ha on average. If 80% of wheat farmers growing the ≈1.7 million hectare wheat crop in Syria used ZT this would produce an extra 630,000 tonnes of wheat worth a bout \$US 250 million per year ».

Des paysans Irakiens impatients de ne pas avoir de semoirs SD ont même transformés leur semoir conventionnel en semoir SD en important des pièces de Jordanie et de Turquie puis en les faisant fabriquer sur place. On peut comprendre leur impatience quand ayant été invités dès 2010 par les équipes de l'ICARDA, ils avaient découvert les progrès de leurs voisins syriens. *'The financial benefits are also clear; one of these Syrian farmers of 1,200 ha, said he had saved \$20,000 in cultivation costs and made an extra \$240,000 as a*

atefhaddad1952@gmail.com 4 The University of Western Australia, 35 Stirling Highway, Crawley, WA 6009, 21454267@student.uwa.edu.au

3 Pour les Australiens, l'intérêt est ailleurs ; la participation à l'Icarda leur donne accès aux variétés de céréales et donc à une banque de gènes fondamentale pour le développement de leur agriculture.

4 www.ramajordan.com

result of the increased yield of his crop.' explique le chef de mission australien.

L'Iran et la Turquie se sont également lancés dans la fabrication de semoirs SD.

MAGHREB, LE REGNE DES SEMOIRS SD IMPORTES

Et au Maghreb ? Au Maghreb, la tendance est à l'importation de gros semoirs brésiliens ou européens. En Tunisie, la société Cotugrains s'est ainsi spécialisée dans ce type d'importations. En Algérie et au Maroc plusieurs concessionnaires importent ce type de matériel quand ce n'est pas des commandes en provenance d'institutions publiques agricoles ou de grosses exploitations privées.

Car question semoir SD, les grosses exploitations agricoles tunisiennes, marocaines ou algériennes ont vite fait le filon. Nombreuses sont celles qui se sont ainsi équipées. Elles y trouvent un gain de temps, une baisse des coûts et une régularité des rendements. C'est à dire que même en année sèche, les rendements sont corrects étant donnée la valorisation de la moindre humidité du sol que permet ce type d'engins.

Mais la question de l'équipement des petites et moyennes exploitations reste entière. Il faut à ce propos rapprocher cette question des propos en ce début mars du Premier Ministre algérien, Mr Sellal, lors d'une visite à Annaba. Celui-ci s'est indigné en entendant citer les piètres performances locales en matière de production laitière. En effet, toute tentative de réduction des importations passe par la massification des productions agricoles ; c'est à dire aussi sur les petites et moyennes exploitations. Celles-ci représentent, en effet, la plus grande partie des surfaces agricoles du pays.

MAGHREB, SEMOIRS SD QUE FAIRE ?

Que faire pour que, comme en Syrie, Irak et Jordanie, la pratique du SD se développe chez les petites et moyennes exploitations du Maghreb et que nous progressions vers plus d'autonomie alimentaire ?

Le Pr Collin Piggim donne la clé de la réussite : *« A key to the adoption has been the development and adaptation of farm machinery by local machinery manufacturers who have constructed various types of zero and low-till seeders with assistance from South Australian no-till machinery expert Jack Desbiolles of the University of Adelaide. »*⁵

L'impatience légitime de Mr Sellal de voir la production de céréales et de fourrages augmenter pourrait trouver une issue dans le développement de constructeurs privés. Ce qui différencie l'approche en matière de SD entre le Maghreb et le Machrek est là. Au Maghreb, à ce jour il n'a pas été fait appel aux compétences locales en matière de fabrication de semoirs. Or, la technologie est relativement simple et

5 'Taking no-till to the Middle East', by Gregor Heard of Rural Press: <http://sl.farmonline.com.au/news/nationalrural/gra...>

les plans de construction sont mis en ligne par le Pr Jack Desbiolles. Il ne manque que faire le lien entre ingénieurs agronomes locaux détenteurs de cette technologie, les éventuels constructeurs et agriculteurs engagés dans une démarche d'intensification céréalière. A ce jour, seul le constructeur marocain AtMar s'est engagé dans ce type de démarche en collaboration l'Ecole d'Agronomie de Meknès et des ONG françaises (Afdi et Fert). Celles-ci ont proposé un modèle de semoir SD à disques.

Il est étonnant que des industriels privés tunisiens au dynamisme reconnu ou publics algériens, tel le groupe PMAT.dz, à ce jour ne se soient pas engagés dans ce type de production. Certes, l'expérience syro-iraquo-jordanienne est récente. Pourtant la Turquie où cette technologie est présente depuis plus longtemps aurait pu inspirer ces constructeurs. Echec de leur cellule de veille ? En tout cas, l'information est là. Il existe aujourd'hui des outils simples afin de cultiver à bas coût des céréales en milieu semi-aride. Ces engins, les semoirs SD issus de modèles australiens, permettent de résoudre deux problèmes : le travail du sol et la

fertilisation dite de fonds.

En Algérie, une structure se distingue par son dynamisme en la matière. Il s'agit de l'ITGC qui a reçu à plusieurs reprises le Pr Jack Desbiolles et qui développe des contacts avec des investisseurs locaux. On ne peut qu'espérer la réussite et l'élargissement de ces contacts.

A l'heure où, dans ses territoires les plus pauvres, comme à Gardane (Tunisie), le Maghreb est aujourd'hui menacé de destabilisation, il est plus que jamais urgent de se pencher sur tous les moyens afin de dynamiser l'agriculture. Les décideurs, mais aussi la société civile, dont les élites rurales, ont le devoir de se pencher sur les techniques qui ont fait leur preuve en matière d'augmentation de la production et de création d'emplois. Le semis direct fait partie de ces solutions.

MAÏS

GHARDAIA, LE MAÏS NE FAIT PLUS RECETTE.

Se lancer dans la fabrication de l'aliment du bétail.

GHARDAIA, LE MAÏS NE FAIT PLUS RECETTE.

Djamel BELAID 1.10.2016

Selon Ali Bendjoudi, directeur des services agricoles à Ghardaïa, la récolte automnale de maïs devrait connaître une sensible baisse. Les superficies emblavées n'ont en effet représentées que 900?ha au lieu des 2 500 ha de l'an passé. La cause ? L'ONAB qui a du mal à enlever les 8 000 qx produits par les agriculteurs locaux. Un comble quand on sait que la facture des importations de produits pour aliments du bétail (maïs et soja) tourne en moyenne autour de 1,4 milliards de DA.

LES DIFFICULTES DU MADE IN DZ

Le cas du maïs illustre les difficultés de bâtir une agriculture nationale orientée vers la satisfaction des besoins des consommateurs locaux.

Produire du maïs dans le sud sous irrigation continue avec pivot est un bel exploit des agriculteurs. Il faut dire que le maïs est une culture pratiquement inconnue localement. A part quelques pieds servant de mini brise-vent en maraîchage, le maïs était absent de nos champs. Or, voilà que dans une seule région, des agriculteurs arrivent à en produire une quantité appréciable. Certes les quantités produites ne sont qu'une goutte d'eau face aux actuelles importations. Mais, cette production illustre le savoir-faire technique des investisseurs nationaux.

MAÏS-GRAIN, UN SAVOIR-FAIRE INCONTESTABLE

Les agriculteurs produisant du maïs et les cadres techniques les conseillant sont à féliciter. En effet, le maïs-grain produit vient en deuxième culture après le blé ou l'orge. Cela est possible grâce au choix de variétés à cycle court, au climat chaud et aux disponibilités actuelles en eau.

L'efficacité économique et agronomique de la rotation pourrait même être améliorée en semant en culture dérobée du colza fourrager avant le semis du blé. A cette fin, l'usage d'un semoir pour semis direct s'avère fort utile afin de concilier vitesse de semis et maintien de la matière organique du sol.

Le seul inconvénient de la production de maïs-grain vient de la forte demande en eau nécessaire à ce type de production. Or, l'eau des nappes phréatiques se renouvelle pas ou à un rythme nettement inférieur aux prélèvements. Par ailleurs, selon les nappes phréatiques, l'eau d'irrigation est plus ou moins chargée en sel. Aussi, au fur des campagnes d'irrigation, les sols deviennent saturés en sel. En effet, du fait de la faiblesse de la pluviométrie locale, on ne peut compter sur un lessivage naturel du sel par les pluies.

FELLAHINE, FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX

Mais paradoxalement, cette production de maïs et le regrettable désengagement de l'ONAB illustrent le faible poids politique des paysans algériens. En effet, sous d'autres cieux, el-fellahines sont organisées en coopératives paysannes libres. Il ne s'agit pas comme chez nous de ces dépôts CCLS de l'OAIC dénommés abusivement « Coopératives » où les sociétaires n'ont pas voix au chapitre face à un directeur nommé par la tutelle depuis la capitale. Sous d'autres cieux, ce sont les coopératives qui organisent la collecte du maïs et le commercialisent ou le transforment . A charge pour elles de préciser aux pouvoirs publics les quantités livrées et donc payées aux agriculteurs. Ces pouvoirs publics adressant alors aux-dits agriculteurs le montant des subventions allouées à la culture.

L'INCAPACITE DE L'ONAB

A ce schéma où les agriculteurs sont organisés librement en entités économiques viables et dynamiques, les nos pouvoirs publics ont préférés des offices publics. Or, dans le cas présent l'ONAB montre son incapacité à stimuler la production locale de matière première pour aliment du bétail. Cet office et l'OAIC sont plus à l'aise pour installer des suceuses à grains sur les quais de nos ports ou importer à tour de bras des grains achetés en devises à des agriculteurs étrangers.

Si un tel schéma pouvait se concevoir aux premières années de l'indépendance, à l'heure de la réduction de la rente pétrolière, de l'émergence d'une paysannerie dynamique et d'élites rurales, il semble temps de fluidifier le commerce du grain.

Certes, les enjeux sont grands. On touche là au secteur

de l'alimentation. Or, qui dit réforme de l'outil public dit appétits démesurés de certains opérateurs privés et copinages répréhensibles.

UN CHANTIER POUR LE NOUVEAU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Il y a là un chantier pour le nouveau ministre de l'agriculture. Techniciens de terrain, directeurs des services agricoles, élus et walis doivent exiger à leur autorité de tutelle un examen critique de la situation. L'organisation du commerce du maïs concernant le Sud ne peut se satisfaire de schémas bureaucratiques. Plus qu'ailleurs, dans le Sud, les distances pénalisent le geste économique. Surtout lorsque celui-ci a à pâtir de la bureaucratie. Aussi, sans céder aux sirènes de l'ultra-libéralisme, il est nécessaire d'imaginer un nouveau type d'organisation du marché du maïs-grain. Celui-ci ne peut plus être du seul ressort de l'ONAB, du moins au Sud du pays.

Actuellement, l'ONAB n'arrivant pas à enlever le maïs produit par les agriculteurs, pourquoi donc ne pas déléguer à ces producteurs la possibilité de valoriser leur production. Pour cela, il s'agit d'encourager la création d'unités locales de fabrication d'aliments du bétail. Certes, les marchés les plus importants se situent au Nord. Mais une demande existe au Sud. Si les producteurs locaux de maïs-grain pouvaient bénéficier des prix garantis et des aides à la production d'aliments de bétail, nul doute qu'ils sauraient progressivement réunir les conditions nécessaires afin de valoriser leur production.

Or, actuellement, le schéma dominant est celui des offices tout puissants. Pourtant, sur le terrain, l'exemple du maïs de Ghardaïa vient démontrer le contraire.

MAÏS, SOJA, TRITICALE ET EAU

La dépendance de l'Algérie pour l'alimentation des élevages avicoles est forte. Afin de nourrir les animaux, d'autres moyens que la production locale de maïs existe. Ce maïs importé peut être partiellement remplacé par l'orge et encore plus par les triticales. Or ces deux céréales ne réclament pas l'irrigation coûteuse indispensable aux parcelles de maïs.

Par ailleurs, la production de protéines animales revient cher en grains et fourrages. Aussi, il devient indispensable d'élargir l'offre locale en protéines végétales : lentilles, pois-chiche, fèves, soja extrudé. Ce type de produits apporte dans la ration alimentaire les mêmes acides aminés indispensables que les produits carnés.

Une réflexion portant sur le long terme est donc à envisager.

TRAVAUX DES CHAMPS EN JANVIER.

Réflexion au niveau de la parcelle, de l'exploitation ou du marché.

CEREALES

TRAVAUX DES CHAMPS EN JANVIER

Djamel Belaid 24.01.2016

Pour beaucoup de céréaliers, janvier et février sont des mois creux. Les parcelles de céréales sont semées, il n'y a plus rien à faire en plaine. Puis à quoi bon s'aventurer sur les parcelles lorsque un vent froid souffle. Pourtant, janvier et février sont des mois clés pour l'action mais aussi la réflexion au niveau de la parcelle, de l'exploitation ou du marché.

PRIORITE AUX RELIQUATS AZOTES

La priorité consiste à analyser l'azote du sol ; on parle de reliquats azotés en sortie hiver. En effet, après la minéralisation de l'automne, l'azote minéral du sol risque d'être lessivé par les pluies hivernales. Minéralisation et lessivages sont différents d'une année sur l'autre. Aussi, mettre 100 unités d'azote sur son blé comme le préconisent la majorité des conseillers agricoles ne veut rien dire. Il faut connaître son niveau d'azote minéral dans les horizons du sol exploitées par les racines pour ajuster la dose d'engrais à apporter. Un peut comme quand on met de l'essence dans son réservoir ; on tient compte du niveau.

Comment faire en pratique? Il s'agit de prendre une tarière et de réaliser une douzaine de prélèvements sur une zone homogène et représentative de la parcelle. Ces prélèvements sont à opérer entre 0-30 cm, 30 et 60 cm et 60 – 90 cm. Les échantillons sont à mettre dans une glacière puis à envoyer le plus rapidement possible à un labo d'analyses. L'analyse de l'azote du sol est simple à réaliser ; un labo d'université ou d'un meunier peut s'en charger.

On prendra garde à tenir compte des potentialités de sa parcelle pour fixer l'objectif de rendement. Cet objectif peut être déterminé en faisant la moyenne de ses rendements sur 5 ans. Pour un objectif de 30 qx/ha on multipliera 30 par 3,5 unités d'azote. Et c'est de cette valeur qu'on déduira le stock d'azote minéral (reliquat azoté) de sa parcelle.

Comment faire si on ne peut pas réaliser cette analyse ? On la demandera à son conseiller agricole. Même si l'idéal est de réaliser une analyse pour chaque parcelle, en matière de reliquats azotés, on peut utiliser des moyennes régionales.

Enfin, il est à noter qu'il existe une relation entre

températures, précipitations et niveau des reliquats azotés. Ainsi en cet hiver 2016 , on peut penser que le niveau d'azote du sol est faible. La cause ? Une minéralisation faible du fait de rares pluies automnales et des précipitations hivernales qui auront fait migrer, hors d'atteinte des racines, le peu d'azote minéral formé à l'automne.

En conclusion, cette année, selon le potentiel de ses parcelles, on majorera les doses d'azote à apporter.

EN HIVER , ENCORE DES SEMIS

De récents travaux montrent que pois-chiche et lentille peuvent être semés en hiver. Les semis de printemps sont peu productifs. Il y a là un domaine à explorer. Une telle pratique suppose un itinéraire technique particulier : variétés adaptées, désherbage chimique ou mécanique maîtrisé.

Cette pratique de semis précoce est appelé par les spécialistes « stratégie d'évitement ». Il s'agit de faire cïncider le cycle végétatif de la culture avec la période humide et surtout d'éviter le risque de coup de sec de fin de printemps.

La même démarche est possible avec le tournesol. Les semis en hiver de variétés tardives sont bien plus productifs que ceux réalisés au printemps.

Bien que peu répandue localement, la culture du tournesol offre des avantages certains : production d'huile et de tourteaux. Afin de maximiser ses marges, l'idéal est de triturer soi-même sa production et d'écouler huile et tourteaux. La valeur des tourteaux peut être améliorée par un décorticage mécanique simple à réaliser. Les tourteaux obtenus « high-pro » peuvent alors même être utilisés en aliment volaille en remplacement du soja.

EN HIVER, PLANTATIONS ET FORMATION

Mais l'hiver est également la période de plantation d'arbres et d'arbustes en limites de parcelles. Les haies peuvent servir d'abris aux auxiliaires des cultures et servir d'ombrage aux animaux en été. La station ITGC de Sétif a réalisé avec succès la plantation en bandes d'attriplex dans des parcelles de céréales. Cette plantation est inspirée de la technique de « l'alley cropping ». L'intérêt est de pouvoir proposer un complément fourrager aux ovins pâturent les chaumes en été.

Mais l'hiver est également une période de formation. C'est le moment que doivent choisir les conseillers pour organiser des sessions de formation : maîtrise de l'itinéraire technique des cultures mais également maîtrise de nouvelles cultures, réflexion sur la rentabilité des cultures et la maîtrise des charges fixes dont la mécanisation. Les formations ne doivent concerner le niveau de la parcelle, mais aborder des questions relatives à l'exploitation et au marché. Et là les questions sont nombreuses : comment améliorer la collaboration entre deux exploitations au moment des labours ou de la récolte ? Stocker à la ferme ou livrer les céréales dès la récolte ? Développer une activité artisanale de meunerie semoulerie à la ferme ? La baisse de la rente pétrolière va bouleverser le paysage agricole. Il faut dès maintenant s'y adapter. Seules les exploitations ayant fait les ajustements nécessaires survivront.

Toute une panoplie de conseillers techniques peuvent assurer ces formations : techniciens de Chambre d'Agriculture, de DSA, de CCLS, d'Instituts Techniques, d'université mais également des firmes d'agro-fourriture (produits phyto-sanitaires et engrais, concessionnaires en matériel).

AGRI-MANAGERS, PRENDRE LES CHOSES EN MAIN

Si ces formations ne sont pas programmées par les services agricoles locaux, c'est aux céréaliers à faire des demandes communes pour les susciter. Un local chauffé, les repas du midi assurés, une vingtaine de participants confirmant leur inscription, des conseillers feront le déplacement pour débattre. Qu'un groupe de céréaliers dynamiques prennent l'initiative de ce genre de démarche, c'est déjà poser les bases d'une organisation professionnelle autonome. Nous pensons en effet, que seules des coopératives paysannes permettront le développement des exploitations céréalières.

Les initiatives d'agri-managers peuvent concerner, par exemple la mise en place d'un programme à plusieurs exploitations pour faire venir les moissonneuses-batteuses de la CCLS. Les gestionnaires des unités motoculture des CCLS ne peuvent en effet envoyer du matériel vers des exploitations, si un minimum d'hectares n'est pas réuni. L'idéal est d'assurer une logistique parfaite : rotation des remorques et lieux de positionnement des bennes Marel, repas des chauffeurs, ...

C'est aux céréaliers les plus dynamiques, ceux qui ont une vision à long terme du développement de leur exploitation et de leur région, c'est à ces agri-managers de prendre les choses en main. A eux de réunir les conditions locales du développement de leur filière et non pas seulement en demandant des avantages particuliers mais pour le plus grand nombre.

Il nous semble que l'une des formes d'action les plus efficaces concerne l'action commune. Quelques grosses ou moyennes exploitations peuvent réunir des moyens

pour mieux valoriser leurs céréales. Pourquoi acheter individuellement engrais et phytosanitaires ? Des commandes groupées peuvent permettre de mieux négocier les prix de ces produits ainsi que les coûts logistique. Pourquoi vendre tout son grain à la CCLS ? Celle-ci, en le rétrocédant à des meuniers et semouliers leur assure de confortables plus-values ? En effet ces derniers tirent des bénéfices, non seulement sur la vente de la semoule, de la semoule mais également sur le son. Pourquoi ne pas envisager d'installer à plusieurs exploitations un atelier artisanal ou carrément un moulin industriel et exiger des pouvoirs publics les compensations afférents à ce type de transformations. Le PDG de SIM raconte à cet égard que la rentabilité de son activité à ses débuts était de 34%⁶. Il raconte que par rapport au prix étatique de rétrocession du blé et en considérant le prix de vente public autorisé pour sa semoule, il avait « l'impression de voler les gens ».

6 Voir nos derniers articles.

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS 2015

Les leçons du début de campagne.

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS 2015

Les leçons du début de campagne

Djamel BELAID 20.01.2016. Réactualisé le 22.02.2016.

La campagne céréalière a été marquée par une sécheresse automnale préoccupante. Elle a pu retarder les semis ou entraîner des pertes de pieds sur les semis précoces. Quels enseignements tirer des façons de procéder des agriculteurs? Aurait-on pu faire mieux ?

UNE SECHERESSE SURTOUT A L'OUEST

Les remontées d'informations en provenance des différentes wilayas montrent que la sécheresse a surtout concerné l'ouest du pays. C'est le cas de Chlef et Aïn Defla.

Dans plusieurs cas les semis ont été retardés jusqu'à l'arrivée des pluies. Dans le cas des semis d'octobre-novembre, de nombreuses parcelles ont montré des signes de dessèchement. Les plantules ont jauni puis se sont desséchées. « *La culture de celui qui a semé avant le mois de décembre peut être compromise à cause d'un déficit hydrique persistant. Mais les agriculteurs qui ont semé durant le mois de décembre peuvent prétendre à une bonne production puisque les récentes précipitations leur seront très bénéfiques surtout ceux de la région est où les germes commencent à pousser* », explique Omar Zaghouane DG de l'ITGC dans les colonnes du journal Horizons⁷. Certes, si les graines semées en décembre germent aujourd'hui sans problème grâce aux récentes pluies, les rendements sur ces parcelles ne seront pas les meilleurs. En effet, afin d'assurer un parfait développement de la plante et notamment des racines, les semis doivent se faire en octobre-novembre et surtout pas après.

SEMER SANS DESSECHER LE SOL

Cette situation montre l'intérêt d'utiliser le non labour avec semis-direct (SD). Le semis direct est possible grâce à des semoirs munis de dents ou de disques permettant de travailler le sol uniquement à l'endroit où placer la semence dans le sol. De récents essais montrent que cette technique a le mérite de ne pas

dessécher le sol. Des chercheurs ont réalisé un test original : à l'automne ils ont arrosé artificiellement un sol et ensuite mesuré chaque jours l'humidité du sol derrière le passage de différents outils. Il est apparu qu'après le passage d'une charrue le sol ne reste humide qu'une journée tandis que derrière le semis-direct le même type de sol restait humide jusqu'à 25 jours.

Or, ce type d'engins connus d'une poignée d'agriculteurs n'est pas encouragé à sa juste mesure par les services agricoles. Quant aux concessionnaires, ils préfèrent importer le matériel traditionnellement connu des agriculteurs et donc plus facilement vendable. L'espoir aurait pu venir du constructeur PMAT, mais celui-ci ne semble pas au courant de ces nouveautés puisque le dernier contrat passé avec la firme portugaise Galucho ne prévoit que la fabrication commune de charrues.

En Algérie, apprendre à semer sans dessécher le sol reste donc une entreprise de longue haleine.

SEMER EN CANALISANT L'EAU DE PLUIE

En matière de semis, l'expérience des céréaliers australiens est précieuse. Ces agriculteurs cultivent avec succès du blé dans des régions aussi sèches que les nôtres. Comment réussissent-ils à faire mieux que nous ? Un expert australien a récemment mis en ligne les résultats obtenus en Syrie et Irak en mettant en application les techniques développées dans son pays. La clé du succès revient à l'utilisation d'un type de semoir particulier. Il s'agit d'un semoir pour semis direct avec des dents espacées tous les 17 cm. Celles-ci grattent le sol non labouré et y déposent les semences. Suivent ensuite des roues plombeuses qui tassent légèrement le sol au dessus des semences afin de renforcer le contact sol-graines et ainsi permettre à celles-ci de capter l'humidité du sol. Mais, il y a mieux. La dent provoque la formation d'un sillon de 4 à 5 cm de profondeur. Et c'est là l'atout capital face aux risques de sécheresse automnales, car dès la moindre pluie, l'eau est collectée vers le fond du sillon. L'eau est ainsi dirigée vers la zone où se situent les semences*. Celles-ci bénéficient donc du maximum d'humidité jusqu'à la pluie suivante. C'est ce procédé qui a manqué aux céréaliers des wilayas de Chlef et Aïn-Defla.

QUEL MATERIEL DE SEMIS EN ALGERIE ?

Il devient crucial de développer ce genre de semoirs en Algérie. Il est à espérer que le groupe PMAT s'inspire de l'expérience australienne en fabricant ce type de

⁷ « Les dernières pluies sont bénéfiques pour la céréaliculture » Le DG de l'Institut technique des grandes cultures. M Benkeddada, Horizons le 17 - 01 - 2016

semoir. En attendant, c'est également aux investisseurs privés, petits ou grands, de développer ce genre d'engins. En Syrie, en 2012, il existait 8 ateliers de fabrication de semoirs. Et certains continuent leur production malgré la guerre. Différentes stratégies sont possibles : fabriquer des semoirs SD en construisant un châssis sur lequel viendront s'ajouter une trémie, des dents et des roues plumbeuses en faisant appel à la sous-traitance. Une autre solution est de faire comme certains agriculteurs irakiens, c'est à dire modifier des semoirs conventionnels en ajoutant des poutres, y fixer des dents - telles qu'elles sont sur les chisel – munies de tube de descente et rajouter des roues plumbeuses. Le document cité plus bas indique comment procéder.

L'avantage des semoirs SD est également de pouvoir localiser les engrais tels que le DAP sous les semences. De ce fait l'engrais est immédiatement utilisable par les jeunes racines.

DES CULTURES DE REMPLACEMENT POSSIBLES

Pour les exploitations ayant eu de forts taux de perte à la levée, la solution est d'implanter une culture de remplacement. Diverses solutions sont possibles : légumes secs ou tournesol.

A condition de disposer de semences, il est possible de semer lentilles ou pois-chiche. Ces cultures peuvent être semées jusqu'à la fin de l'hiver. De récents travaux ont montré que des semis de décembre ou janvier sont possibles. A condition de maîtriser le désherbage chimique, ce type de semis permet des gains de rendements appréciables. Dans le cas du pois-chiche on veillera cependant au risque d'anthracnose.

Dans le cas du tournesol, la même démarche est possible ; les semis peuvent s'étaler jusqu'à la fin de l'hiver. Cependant, des travaux montrent que des semis de décembre ou janvier permettent de meilleurs rendements à condition d'utiliser des variétés tardives.

Ces semis précoces s'inscrivent dans une stratégie dite « d'évitement ». Le but est de faire coïncider le cycle végétatif de la culture avec la période la plus arrosée de l'année et surtout d'éviter le risque de sécheresse printanière de fin de cycle.

Mais, si dans le cas des légumes secs les semences peuvent être disponibles, dans le cas du tournesol, la culture n'est pas encouragée par les pouvoirs publics. Enfin reste la possibilité de ressemer des fourrages : orge en vert pour pâturage ou mélange de vesce-avoine ou pois triticale.

L'URGENCE TECHNIQUE POUR LA FILIERE CEREALES

La sécheresse de cet automne doit être l'occasion de remettre en cause nos façons de cultiver des céréales. Des exemplaires de semoirs SD (type John Shearer) avec des dents permettant de créer des sillons collecteurs de pluie sont présent au niveau de la station ITGC de Sétif**. Leur principe doit être étudié afin que des modifications soient apportées aux semoirs conventionnels actuellement fabriqués par le groupe PMAT. Aux investisseurs privés également de s'emparer de cette technique comme l'ont fait 8 ateliers syriens, deux entreprises irakiennes et un grand constructeur jordanien de matériel agricole.

La mise au point de ce type de semoirs pourrait être facilitée par le récent transfert du centre de recherche Icarda de Alep à Settat (Maroc). Les experts australiens mais également syriens et irakiens ont prévu de multiplier les visites avec leurs homologues algériens. A nous de saisir cette opportunité.

Il ne s'agit plus de subir les difficultés climatiques, et de se lamenter sur la faiblesse du niveau des précipitations mais de s'adapter en mobilisant le potentiel créatif de nos ingénieurs, artisans et fellahs.

Notes :

(*) Voir la photo de la fig 28 du document en ligne sur internet « The Practical Implementation of Conservation Agriculture in the Middle East » Stephen Loss · Atef Haddad · Jack Desbiolles · Harun Cicek · Yaseen Khalil · Colin Piggin · Technical Report · Jul 2015 .

(**) Des vidéos de ces semoirs sont visibles sur le site Facebook ITGC Sétif.

LES STRATEGIES DE CEVITAL ET DE SIM.

Développer la trituration locale.

OLEAGINEUX EN ALGERIE, LES STRATEGIES DE CEVITAL ET DE SIM

Djamel BELAID 17.01.2016

En Algérie, le secteur agro-alimentaire est en constante évolution. Après le secteur de la transformation des céréales, c'est le marché des huiles de table qui pourrait faire l'actualité. L'approvisionnement local est entièrement assuré par les importations d'huile brute. Avec la baisse des revenus pétroliers cette situation n'est plus tenable. CEVITAL et SIM pourraient profiter de la volonté des pouvoirs publics de développer la trituration locale⁸.

DEUX GROUPES AUX POTENTIALITES OPPOSEES

Comme en Tunisie et au Maroc, le choix d'une stratégie d'importation est devenue pénalisante pour le développement d'une filière territorialisée. Dans le cas de l'Algérie, comme le note des observateurs⁹ « la dépendance externe et le déficit de création de valeur locale sont aggravés du fait que les importations se situent non pas au stade de la matière première (graines oléagineuses), mais du produit industriel intermédiaire (huiles brutes) ».

A l'avenir, le développement de la trituration locale pourrait être favorisé à l'avenir par les dispositions de l'avant-projet de loi de finances complémentaire pour 2015. Selon Chérif Benameur du Soir d'Algérie, « l'article 68 dudit projet prévoit que les importations des graines de soja, de colza et de tournesol sont exonérées de droits de douanes et soumises à taux réduit de 7% de TVA ». De leur côté, les importations des huiles brutes ainsi que des tourteaux de soja, tournesol et colza devraient être soumises à un droit de douane de 15% et un taux réduit de 7% de la TVA.

Bien que le marché local des huiles soit très disputé, deux groupes se distinguent du lot ; il s'agit de CEVITAL et SIM. Le premier possède l'antériorité des projets de développement d'une trituration locale des graines d'oléagineux. Depuis des années Issad Rebrab

le dynamique PDG de Cevital explique sur les plateaux de télévision et devant les micros ses projets de développement d'une filière oléagineuse locale. Selon l'industriel, l'approvisionnement pourrait être assuré en partie par la culture locale de plantes telles le colza et le tournesol. Mais le projet serait en stand-by.

Encadré : l'industrie du raffinage d'huiles en Algérie. IPEMED

- Cevital (Bejaia, marques Elio et Fleurial, entre 50 et 60% du marché algérien des huiles de table) ;
- Afia International Algeria (filiale du groupe saoudien Savola, une raffinerie dans la wilaya d'Oran, marques Afia et Oléor, environ 20% de part de marché) ;
- Groupe La Belle (Alger, sociétés des corps gras de Bejaia et Annaba, ex-établissements de l'entreprise nationale des corps gras ENCG, marques Goutte d'or et Huilor, 15%) ;
- Prolipos (société de production des corps gras, Aïn M'lila, filiale du groupe Bareche, 6%) ;
- Safia (division agroalimentaire du groupe Cogral, 4 unités de raffinerie d'huile, marque Safia).

Cevital possède l'énorme avantage de maîtriser la production de différents produits gras (huiles, margarines), leur conditionnement et leur distribution. Il dispose à cet effet à Béjaïa d'installations modernes et d'un management impeccable faisant appel notamment à des cadres de haut niveau d'origine algérienne ou française.

Si le projet d'I. Rebrab semble tenir la route, il repose cependant sur le développement rapide de nouvelles cultures que connaissent pas les agriculteurs locaux. Cela suppose donc de fortes incitations financières ainsi qu'un solide réseau d'appui technique aux agriculteurs. Or, à part dans le cas de la tomate industrielle, ce type d'approche initié par le groupe Benamor, est quasi inexistant en Algérie. La réussite d'un tel projet ne peut reposer que sur une lente montée en cadence. Les références techniques concernant les itinéraires cultureux étant absent, cela suppose des partenariats avec des référents étrangers. Dans la région seule les marocains à travers le partenariat Lesieur-Avril et de grands groupes agricoles français maîtrisent ce type de culture. Or, Cevital n'a jamais détaillé comment le groupe compte développer de zéro la culture des oléagineux et sur quels partenariats il compte s'appuyer.

⁸ « La LFC 2015 cherche à favoriser les projets de trituration ». Cherif Bennaceur. Le Soir d'Algérie 2015/07/12.

⁹ LA FILIERE DES OLEOPROTEAGINEUX EN ALGERIE. CARACTERISATION DE LA FILIERE. Jean-Louis Rastoin et El Hassan Benabderrazik. Mai 2014 IPEMED

Faire tourner les presses d'une usine de trituration nécessiterait donc de s'approvisionner sur le marché extérieur en graines d'oléagineux.

DES CONTACTS CEVITAL AVRIL-LESIEUR

Des contacts entre Cevital et la filière française des oléagineux ont eu lieu dès 2003. En témoigne ce compte rendu d'Agropol la division de la filière oléagineux française chargée du développement à l'international. Il est question d'une rencontre avec « le principal huilier privé », c'est à dire Issad Rebrab.

« Une délégation algérienne a été reçue en avril 2003 pour une série de rencontres avec la filière française ayant pour thèmes : l'expérimentation agronomique et le développement des cultures ainsi que l'expérimentation technologique sur les graines dans les différents sites du CETIOM, l'organisation de la collecte à la Coopérative de St Jean d'Angely, et le fonctionnement de l'interprofession par une présentation de PROLEA et de la FOP.

Ces mises en relations ont d'ailleurs donné lieu à de nouvelles visites en Algérie par quelques uns des organismes visités.

Par ailleurs, le Président de la FOP participant à la visite officielle de Jacques CHIRAC en Algérie a pu rencontrer le Ministre de l'Agriculture et le principal huilier privé et a eu l'occasion de leur expliquer l'intérêt que la filière pouvait trouver dans le soutien au développement des oléagineux en Algérie ».

Notons au passage cet aveu : *« L'Algérie reste le meilleur client des huiles françaises (colza et tournesol) et il est de l'intérêt de notre filière de fidéliser ce marché à nos produits en soutenant cette relance du colza et du tournesol en Algérie ».*

A ce jour, et malgré des contacts qui remontent au début des années 2000, il est étonnant qu'aucun projet de production locale d'oléagineux n'ait pas abouti. Par ailleurs, on peut se demander si le groupe Avril, lassé de voir l'impossibilité de Cevital à concrétiser des projets de terrain, n'a pas doublement changé de « fusil d'épaule » en s'associant à SIM et en donnant la primauté à l'écoulement de ses excédents de tourteaux de colza au lieu d'aider au développement local de la filière oléagineux.

SIM UN REDOUTABLE OUTSIDER

A côté de Cevital, le groupe SIM apparaît être un redoutable outsider. Taïeb Ezzraïmi ne semble pas ouvertement décidé à investir dans la production d'oléagineux. Le métier de base de ce dynamique industriel est avant tout la transformation des céréales. Le groupe se targue en effet de dominer le marché national en produits transformés et d'être le leader concernant les exportations de pâtes alimentaires.

Le groupe a acquis en concessions 5 000 hectares de

terres agricoles dont 3 000 ha sont consacrés aux céréales et 1 000 ha à la production d'huile. Cependant, il s'agit d'oliviers et non pas de colza ou de tournesol. Comment dans ces conditions penser que SIM puisse être bien placé pour démarrer une activité de trituration ?

SIM possède un atout considérable, contrairement aux autres groupes agroalimentaires, il est l'un des premiers groupes à s'être orienté vers des alliances stratégiques avec des partenaires étrangers. C'est notamment le cas avec le groupe français Avril dont la filiale Sanders participe à hauteur de 49% à un projet de construction de trois usines d'aliments du bétail. La première de ces usines a d'ailleurs été inaugurée en présence de l'ambassadeur de France à Alger.

Outre les aliments du bétail, Avril possède l'énorme avantage d'une réelle expertise des oléagineux. Ce groupe (ex-SofiProtéol) est d'ailleurs la cheville ouvrière de la filière oléagineuse française.

SIM TETE DE PONT D'AVRIL EN ALGERIE

Sans se douter des possibilités de développement en matière d'oléagineux, SIM a conclu une alliance stratégique de premier choix en travaillant avec Avril. « Bonne pêche » pourrait-on dire.

Pour le groupe français, la conjoncture française est morose. La France est un marché mature et la concurrence entre grands groupes agricoles européens oblige à un ré déploiement à l'étranger. Or, Avril mise sur l'Afrique. L'implantation au Maroc, sa première d'envergure sur le continent, a permis à Avril de mettre un pied sur ce « marché gigantesque », explique Jean-Philippe Puig, qui ambitionne de faire de l'Afrique subsaharienne le « terrain de jeu » du groupe. Ce groupe s'est déjà associé au Maroc et en Tunisie avec des acteurs locaux afin de développer le secteur des oléagineux. Selon Jean-Philippe Puig, directeur général du groupe Avril, "le développement de la consommation d'huile de tournesol et de colza au Maroc devrait signifier également des débouchés supplémentaires pour les agriculteurs français¹⁰". Toujours selon la même source, l'installation au Maroc, la première de cette taille sur le continent, permet à Avril de mettre un pied sur ce « marché gigantesque », explique Jean-Philippe Puig, qui ambitionne de faire de l'Afrique subsaharienne le « terrain de jeu » du groupe.

Outre la concurrence entre grands groupes agricoles, le marché français est saturé par les huiles de soja et les tourteaux de colza. Les premières sont un sous produit des usines de production de tourteaux de soja entrant dans l'alimentation azotée des animaux d'élevage et les

10 Comment le groupe Avril relance la filière oléagineuse au Maroc avec Lesieur Cristal
Par Adrien Cahuzac - Publié le 27 mai 2015

seconds sont des co-produits¹¹ provenant des usines de fabrication d'agrocultures (diester) à base de colza. Or, Avril est fortement engagé dans cette dernière activité. Il est donc essentiel pour ce groupe de les exporter sur des marchés tiers donc le Maghreb. A ce titre, pour Avril, SIM constitue une tête de pont idéale en Algérie. Avec les 3 usines d'aliments de bétail SIM-SANDERS dont il détient 49% Avril pourra exporter vers l'Algérie les excédents français de tourteaux de colza. Cette politique est également visible au Maroc. En effet, en signant un partenariat avec des opérateurs marocains, Avril a prévu la possibilité d'achat en commun de matières premières sur les marchés extérieurs.

« Aujourd'hui, Lesieur Cristal achète à l'international d'une « manière différente », selon ses dirigeants. Le Maroc achète en effet 98% de ses besoins en matières premières à l'étranger. Lesieur Cristal négocie désormais ses achats sous la bannière Sofiprotéol, avec ses 25 sites de raffinage »¹². Si des achats groupés peuvent permettre de meilleurs prix, on peut penser que ces achats profiteront avant tout aux paysans français. Par ailleurs, la filière oléagineuse française produit essentiellement des huiles de colza et de tournesol ; or, les consommateurs algériens sont habitués à consommer ce type de produits.

AVRIL UN SAVOIR FAIRE INCONTESTABLE EN MATIERE D'OLEAGINEUX

On peut se demander dans ces conditions comment Avril pourrait être un partenaire intéressant pour le développement local de la production d'oléagineux. En fait, le marché maghrébin des oléagineux est convoité par plusieurs producteurs : français, Ukrainiens, Russes et Argentins. Ces pays développent une forte production de tournesol. Dans ces conditions, le groupe Avril a tout intérêt à des accords gagnant-gagnant.

Depuis longtemps les experts français ont analysé que le marché maghrébin sera toujours importateur de produits agricoles de base (céréales, huile, sucre). De ce fait, contribuer au développement partiel des productions locales n'empêchera jamais ces pays de continuer à importer massivement des produits alimentaires. Il s'agit pour les paysans français représentés dans les grands groupes agricoles tel Avril de s'assurer de débouchés permanents vers le Maghreb, l'Egypte et l'Afrique Sub-Saharienne. A ce titre, ils sont prêts à céder une partie de leur savoir. La situation

11 L'importation de tourteaux de colza en provenance des unités biodiesel du groupe Avril ne devraient pas être impactées par d'éventuelles hausses des droits de douane dans la mesure où leur valeur de départ est réduite. Le statut de co-produit des tourteaux fait que la majeure partie de la plus-value du colza est obtenue par la vente en tant que biocarburant.

12 LESIEUR CRISTAL RESOLUMENT TOURNEE VERS LE COLZA ET LE TOURNESOL. Youssef Boufous, LE MATIN 09 July 2014

marocaine est une « aubaine pour la ferme France », assure Jean-Philippe Puig à l'AFP. Même si la production devrait nettement augmenter à l'horizon de 2020, « il n'y aura jamais assez de tournesol et de colza, donc on va le faire venir de notre réseau » d'agriculteurs français¹³.

Le gouvernement marocain a vite compris ce nouveau contexte. Ainsi, en matière de céréales, ces dernières années, le royaume chérifien a été un des premiers pays du Maghreb à délaisser les céréales françaises pour un approvisionnement bien moins cher en provenance de la Mer Noire. Les services agricoles marocains ont récidivé en demandant, lors de la signature du partenariat Avril-Lesieur d'un accord cadre prévoyant, pour la partie française un appui technique aux producteurs marocains d'oléagineux. « Concernant la filière, d'ici à 2020, le but du plan est d'atteindre une production de 230 000 tonnes de graines d'oléagineux dans le pays (deux tiers de tournesol et un tiers de colza) sur 127 000 hectares. En 2015, la filière devrait produire 25 000 tonnes, après 15 000 tonnes en 2014¹⁴ ».

ALGERIE, SUIVRE L'EXEMPLE MAROCAIN ?

Le programme impliquant Avril dans le développement de la filière oléagineuse au Maroc mérite d'être suivi attentivement en Algérie ; ce type de partenariat pourrait constituer une voie d'avenir. Ce sont en fait deux entreprises qui en sont les chevilles ouvrières : le leader Lesieur Cristal et son concurrent les Huileries du Souss Belhassan. Elles sont engagées dans ce contrat-programme sous la forme d'un groupement d'intérêt économique : le groupement des industriels oléagineux du Maroc (GIOM).

Selon Abdelali Zaz, directeur adjoint responsable de l'amont agricole, le groupe Lesieur exerce la fonction d'agrégateur. L'agrégation est une méthode très utilisée par les services agricoles marocains. Il s'agit pour un gros industriel de la transformation ou un gros producteur de prendre en charge un rôle d'animateur ou « agrégateur ». Recevant un soutien financier de l'Etat, l'agrégateur coordonne les producteurs, les soutient, leur fournit assistance technique, et annonce même le prix fixe en début de campagne.

La première campagne de tournesol et de colza a eu lieu en 2014. « Pour l'instant 25 000 à 28 000 ha sont plantés en tournesol, et en colza (seulement 1 200 à 1 300 ha). 42 agriculteurs font du colza et nous agrégeons un peu plus de 4 000 agriculteurs pour le tournesol. En 3 ans, nous sommes passés de 3 000 à 25 000 hectares. L'an dernier, nous avons pu produire 10 600 tonnes de

13 OLEAGINEUX: AVRIL (ex-SOFIPROTEOL) SE DEPLOIE EN AFRIQUE. 26 mai 2015 France-Agricole.

14 Adrien Cahuzac – Op cit.

graines, soit 4 200 tonnes d'huiles¹⁵ », détaille Abdelali Zaz.

Agronomiquement, la culture du tournesol présente un intérêt pour les agriculteurs. Elle permet d'éviter la mono-culture de céréales et les inconvénients qui en résulte (développement des ravageurs des cultures). « D'autres cultures, comme le maïs peuvent faire de même, mais elles n'offrent pas un marché stable, contrairement au tournesol, car dans le cadre du contrat programme nous annonçons un prix unique en début de campagne, ainsi qu'une assistance technique et l'approvisionnement en semences, engrais ... Bien sûr, ce sont les agriculteurs qui paient. On leur assure également l'achat des récoltes sur champs et ils sont payés dans les 48 heures », explique Abdelali Zaz à la même source.

En contrepartie de son rôle d'agrégateur, Lesieur Cristal a reçu des subventions pour ses investissements. Sur 148 millions de dirhams investis, près de 20 millions ont été offerts par l'Etat¹⁶.

DECIDEURS DZ, JOUER FINEMENT

L'Algérie constitue un marché intéressant pour les paysans français aujourd'hui organisés dans de puissantes coopératives. Celle-ci sont devenues de puissants groupes suite à des fusions et au rachat de sociétés devenues autant de filiales spécialisées. L'Algérie n'ayant pas su créer de tels groupes paysans, le secteur agroalimentaire local se trouve aux mains de grands groupes privés. L'amélioration de la production locale d'oléagineux pourrait être de favoriser les partenariats entre groupes locaux et étrangers.

Nul doute qu'en matière d'intégration de filière le groupe SIM présente des atouts indéniables : possibilité de valorisation de sous-produits et de tourteaux vers ses usines d'aliments du bétail et partenariat avec un groupe étranger possédant un réel savoir-faire. De son côté, Cevital a toujours possédé la volonté d'investir en amont.

La position des décideurs pourrait être d'autoriser les projets de ces investisseurs, voire de les encourager comme semble indiquer la Loi de Finances Complémentaire 2015. La trituration n'impliquant pas d'investissements industriels aussi lourds que dans le cas de la filière betterave sucrière, le marché local pourrait comporter plusieurs opérateurs. Ainsi, dans le cas de Cevital surtout installé en zone littoral l'approvisionnement pourrait se faire à partir de colza bien adapté à l'étage climatique sub-humide tandis que dans le cas de SIM, déjà plus tourné vers l'intérieur des

terres, les approvisionnements pourraient provenir de la culture du tournesol. La culture de ce dernier est plus adapté à l'étage semi-aride. Ainsi, à l'image du principe d'agrégation développé au Maroc pourrait se mettre en place une politique de contractualisation entre groupes agroalimentaire et agriculteurs. Comme dans le cas de certaines laiteries souhaitant sécuriser leur approvisionnement en lait frais, ce sont les services d'appui technique de ces grands groupes qui assureraient le suivi des agriculteurs. L'expérience ayant montré, par exemple dans le cas de la tomate industrielle, qu'un tel schéma est bien plus efficace que l'action des services de vulgarisation agricole dépendant du MADR.

Quelle carte jouer pour les agri-managers locaux souhaitant suivre l'exemple, à un niveau plus modeste, de la paysannerie française ? Celle-ci a su en effet se constituer en coopératives de collecte puis de transformation ; structures qui sont inexistantes en Algérie. Les CCLS auraient pu être le creuset d'investissements paysan en amont. Dans le contexte actuel, l'apparition à terme de grands groupes tels Avril encourageant le développement de la production locale d'oléagineux pourrait permettre à ces agri-managers d'acquérir un savoir faire technique. Sachant produire des oléagineux, ils pourraient alors réaliser de meilleures marges en investissant en amont en s'équipant progressivement en ateliers coopératifs de trituration permettant de produire huile et tourteaux. Aussi, comme pour la production de céréales, on peut se demander si pour le producteur d'oléagineux, l'émancipation ne passe pas par l'acquisition de moulins ?

15 LE MAROC VEUX REDUIRE SA DEPENDANCE AU SOJA (huile) IMPORTE. Par Julie Chaudier 2015 ANA

16 Julie Chaudier 2015 Op. Cit.

ALGERIE, LES ALIMENTS ANTI-CRISE.

Des aliments moins cher à produire ou à importer.

ALGERIE, LES ALIMENTS ANTI-CRISE

Djamel BELAID 18.06.2016

Malgré de récents progrès dans la production d'aliments Made in DZ, une grande part de notre alimentation est importée. Avec la baisse de la rente pétrolière, il devient urgent de réduire la facture des importations. Pour cela, il existe une stratégie encore peu explorée localement : la consommation de produits moins chers.

DES ALIMENTS IMMEDIATEMENT UTILISABLES PAR LES CONSOMMATEURS

Nous nous proposons d'établir une liste de produits alimentaires dans lesquels il serait possible d'incorporer des matières premières végétales. Ces matières coûtent en général moins cher que les matières d'origine animales. Il ne s'agit pas de créer de nouveaux produits. L'idée est de proposer des produits pratiquement équivalents en goût aux produits habituellement consommés. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre des réductions immédiates des importations. Par exemple, le beurre et la margarine présentent de grandes ressemblances. Pourtant si le beurre est issu du lait, la margarine correspond à une émulsion obtenue à partir d'une simple huile végétale beaucoup moins chère que le lait.

EN 1869, L'INVENTION DE LA MARGARINE

« La margarine est née en 1869 en France à la suite d'un concours ouvert par Napoléon III pour la recherche d'un produit propre à remplacer le beurre qui était à cette époque cher, rare et se conservait mal. Hippolyte MEGE-MOURIES réalisa une émulsion blanche résultant du mélange de graisse de bœuf et de lait et d'eau baptisée Margarine (du grec margaron = blanc de perle). Le brevet est déposé en 1872 et la commercialisation de la Margarine va dès lors se développer.

Les progrès de la science au début du XXème siècle et notamment la découverte des procédés d'hydrogénation des huiles vont permettre d'utiliser les huiles et graisses végétales dans la fabrication des margarines. La margarine est aujourd'hui bien différente de son ancêtre née en 1869. » Sources : FNCG.fr

Les possibilités de substitution de matières premières rentrant dans la composition des aliments sont

nombreuses. Il s'agit d'un domaine à explorer.

Produits	Mesures ou produits de substitution partielle ou totale	Observations
CEREALES Farine de blé tendre (BT)	Adjonction de semoule de blé dur (BD) et d'orge	Permettre une réduction des importations de BT. Apport de fibres.
Pâtes alimentaires	Adjonction d'extraits de luzerne	Réduction de la part de BD, enrichissement en protéines
VIANDES -viande hachée -charcuterie halal -sauce à la tomate	Adjonction de soja texturé Adjonction de soja texturé Adjonction de soja texturé	En Europe, les steack hachés comportent 15% de soja. Les merguez se prêtent à ce type d'adjonction Il s'agit de sauce tomate à l'italienne traditionnellement préparée à base de viande hachée et vendues en boîtes de conserve
FROMAGES	Adjonction de soja (toffu)	
PRODUITS LAITIERS Lait Desserts	Adjonction de laits végétaux (soja, riz, avoine, ...) Adjonction de lait de soja	Réduction du lait en poudre. Voir Bjorg.fr Réduction du lait en poudre. Voir SojaSun.fr
SUCRES Sodas	limiter les doses de sucres	Cette mesure a été récemment prise par le ministère du commerce.
ALIMENTS DU BETAAIL		
Ruminants -soja	Adjonction d'urée avec l'orge ou la maïs	Les ruminants savent utiliser l'azote de l'urée produit localement. But réduire les importations de soja.
Volailles -maïs importé -soja importé	-adjonction de 10 à 20% d'orge ou de triticale -adjonction de féverole, de pois fourrager ou 10% de farine de luzerne	Selon les types d'élevage (chair ou ponte) il est possible d'adjoindre un % variable d'orge ou de triticale produites localement. Féverole, pois et luzerne sont cultivables localement
LEGUMES -légumes frais	-développement des	Rechercher un investisseur

-soupe légumes	de légumes épluchés et lavés (frais ou congelés) -développer le conditionnement en TetraPack	étranger (Bonduelle, Daucy, ...). Il existe des industriels disposant de chaîne de conditionnement. Envisager des partenariats avec Liebig.
----------------	---	---

FRANCE

ALGERIE, LE RETOUR DES PAYSANS FRANCAIS.

Axéreal, Cristal Union ou groupe Avril

ALGERIE, LE RETOUR DES PAYSANS FRANCAIS.

Djamel BELAID 6.02.2016

Après 50 années d'indépendance, voilà les paysans français de retour en Algérie. Non, pas des colons, mais des paysans en costume-cravate. Il s'agit de présidents de grands groupes coopératifs français dont ils sont les administrateurs élus. Ces derniers mois ce sont en effet Axéreal, Cristal Union ou groupe Avril qui sont à la Une de la presse économique en Algérie.

DES CONTRATS SIGNES AVEC AXEREAL, CRISTAL UNION, GROUPE AVRIL

Plusieurs contrats ont été signés avec les groupes coopératifs AXEREAL, CRISTAL UNION, ou AVRIL. Qui sont ces groupes ? Fellahas ! Ce sont des groupes paysans. Vu du côté algérien, l'existence de tels groupes paysans est étonnante. En effet, les expériences de coopératives agricoles en Algérie ont parfois laissé un goût amer dans les années 70. Aujourd'hui les quelques coopératives de services qui existent ne brassent qu'un chiffre d'affaires ridiculement bas à comparer aux monstres coopératifs français. Pourtant il s'agit bien, outre Méditerranée, de groupes coopératifs paysans dont il est question.

Ministres Algériens et ambassadeur de France

Axéreal est un groupement de coopératives céréalières de la Beauce, Cristal Union représente des betteraviers du Nord de la France ; quant au groupe Avril, il s'agit de la puissante association des producteurs français d'oléagineux et protéagineux. Les paysans dirigeants d'Axéreal ont été reçus avec tout le faste qui se doit au niveau du salon d'honneur du MADR.

Quant aux deux autres ils avaient signé des accords avec des groupes agro-alimentaires privés locaux pour la réalisation d'usines d'aliments du bétail. Usines inaugurées récemment en grande pompe avec présence de l'ambassadeur français à Alger et ministres algériens. Oui, les paysans français sont revenus en Algérie et sont accueillis avec tous les honneurs par les pouvoirs publics.

DES INTERETS ECONOMIQUES RECIPROQUES

L'histoire douloureuse entre France et Algérie fait que, par retour de paysans français en Algérie, ressurgit automatiquement l'image des colons français. Or, actuellement, rien de tout cela. Il s'agit d'accords entre grands groupes coopératifs et pouvoirs publics ou chose nouvelle avec de grands groupes agro-alimentaires privés algériens.

L'intérêt national bradé?

Ces accords bradent-ils l'intérêt national ? Non, à priori. Les premières variétés de blé à haut rendement provenant du groupe Axéreal ont été semées cet automne à la station d'essai ITGC de Sétif. Elles devraient permettre aux céréaliers locaux de disposer de plus de semences certifiées. Cristal Union va permettre de raffiner plus de sucre brut brésilien et ainsi d'améliorer l'offre locale en sucre blanc jusque là assuré par le seul groupe Cevital. Avec sa filiale Sanders, le groupe Avril va permettre de produire plus d'aliments pour bétail et ainsi permettre d'améliorer la production locale de viande et de lait.

Sur-plus français mais aussi savoir-faire technique

Mais qu'on a gagné ces grands groupes coopératifs à franchir la Méditerranée ? Le profit bien entendu.

Le marché français se rétrécit. La concurrence devient plus vive. Aussi pour ces mastodontes agro-alimentaires, c'est grossir à l'international ou disparaître. Ainsi, il est évident que Avril proposera à SIM, son partenaire local, d'approvisionner l'usine de Aïn Defla non pas en tourteaux de soja US mais en tourteaux de colza français. De même que Cristal Union serait intéressé pour trouver un débouché algérien pour ses milliers de planteurs de betterave à sucre.

A l'avenir, d'autres types de coopération

Dans la mesure où ces groupes étrangers amènent une expertise technique, ce type de projets profite également à l'économie nationale. Cependant à terme, il serait intéressant d'entrevoir d'autres types de coopération.

LA CONTRACTUALISATION POUR PLUS D'INTEGRATION

Lorsqu'on observe le type d'activités développées par ce type d'accords, on peut remarquer l'absence des paysans algériens. A aucun moment dans le processus d'élaboration des produits il n'est fait appel à eux.

Des usines avec un très faible taux d'intégration

A Ouled Moussa, c'est du sucre brut brésilien qui va être raffiné. A Aïn Defla l'usine SIM-AVRIL va fonctionner avec du maïs et du soja US ou des tourteaux français. Un aliment de bétail comporte des céréales et des oléa-protéagineux. Une politique d'intégration de produits locaux passerait par l'utilisation d'orge, de triticale, de féverole, de pois protéagineux, ou de tournesol made in DZ. Or qu'indique le communiqué publié à l'occasion de l'inauguration de l'usine ? Il évoque l'utilisation de quelques produits locaux (grignons d'olives et caroube). C'est se moquer du monde. Mr Ezzraimi, PDG de SIM se serait-il fait berner ? L'histoire nous le dira. Une des explications pourrait venir des 5 000 hectares acquis par SIM dans cette région. Un tiers aurait été planté d'oliviers et le reste devrait être consacré aux céréales.

En tout cas, dans les conditions climatiques de l'Algérie, il est possible de produire plus d'orge, de triticale, de féverole, de pois ou de tournesol. Or, malgré les progrès de ces dernières années, nous ne savons pas (et ne voulons pas) développer ce type de productions. C'est là, que le groupe AVRIL et ses milliers d'agriculteurs sociétaires pourraient nous être utiles. Malheureusement, cela n'a pas été prévu dans le contrat.

De la betterave à sucre algérienne?

Dans le cas de l'usine d'Ouled Moussa, par quoi remplacer le sucre brut brésilien ? Par de la betterave à sucre cultivée localement ? Les équipements de l'usine ne sont pas prévus pour cela. Mais qu'est ce qui nous empêche de proposer aux agriculteurs DZ de se lancer dans la production de betterave et d'imaginer la construction d'une usine de raffinage adéquate. Pourrait-on imaginer la production de canne à sucre DZ irriguée par goutte à goutte enterré comme cela se

pratique au Maroc? Rappelons qu'il ne s'agit pas de couvrir tous les besoins locaux, mais de se permettre plus de liberté de négociation sur le marché international.

Faire se rencontrer les paysans des deux rives

Enfin, quand les paysans coopérateurs d'Axéreal sont reçus par le PDG de l'OAIC ne faudrait-il pas envisager plus qu'un seul échange de semences de blé ? Les sociétaires de ce grand groupe coopératif céréalière ont l'expertise pour produire techniquement du blé mais également proposer un type d'appui technique de terrain. Pourquoi également cantonner cette coopération entre OAIC et Axéreal? Pourquoi ne pas imaginer une coopération entre Axéreal et organisations paysannes algériennes telles les Chambre d'Agriculture, l'UNPA, ... ?

Mettre sur pied l'appui technique aux producteurs

Ainsi se profilent des possibilités complémentaires de coopération. La contractualisation en est une forme. En plus des matières premières agricoles importées, le secteur agro-alimentaire doit pouvoir être approvisionné par les agriculteurs locaux. C'est là un mode de coopération gagnant-gagnant. Pour cela, aux transformateurs algériens et à leurs partenaires français de mettre sur pied des services d'appui techniques de terrain, de fournir les semences et les intrants nécessaires puis de racheter la production des agriculteurs sur la base de prix établis d'un commun accord par contrat. Sinon, ce retour des paysans français sur le sol Algérien aura un goût amer.

Dans ce bas monde, rien ne se donne ; tout s'arrache. Aussi, aux paysans Algériens, aux cadres de l'agriculture, aux patriotes à tout les échelons de l'économie nationale de se battre pour plus d'intégration nationale. Quant au consommateur, il ne doit jamais oublier que ses achats sont nos emplois...

Qualité des blés français...

peut mieux faire.

ALGERIE: QUALITE DES BLES FRANCAIS, PEUT MIEUX FAIRE.

Djamel BELAID 9.02.2016

Les blés tendres français présentent une caractéristique: leur taux de protéines chute depuis plusieurs années. Ils sont aujourd'hui à 11% en moyenne. Dans ces conditions, difficile de faire un pain de qualité. Que ce soient les acheteurs Algériens ou Marocains, les blés français n'ont plus la côte. Un plan protéines a été lancé en urgence. Les céréaliers peuvent-ils redresser la barre? Concernant le blé dur, un tel plan serait à mettre en œuvre en Algérie. Le cas français peut permettre d'apprendre des autres.

UNE CHUTE CONTINUE DU TAUX DE PROTEINES

Depuis plusieurs années, les céréaliers français voient se réduire leur revenu. Les différentes réformes de la PAC y sont pour beaucoup. Face à cette érosion de leur revenu, ils s'adaptent. Ils choisissent des variétés de blé plus productives, mettent des formes d'engrais azoté moins cher ou réduisent les doses d'engrais quand les prix augmentent. Par ailleurs, la générosité du climat fait que les pluies de fin de cycle ont tendance à faire accumuler beaucoup d'amidon ce qui dilue d'autant les protéines du grain. Et il s'agit là d'un levier que la filière française ne peut maîtriser. A propos du climat Alexis Decarrier, animateur national filière blé tendre à ARVALIS - Institut du végétal indique « c'est la variable la plus importante, qui fait fluctuer les taux de protéines de près de 2 points ».

Sur les dernières 18 années écoulées, les blés français n'ont été que 5 fois au dessus de 12% de protéine. Un document d'AgriMer lance ce cri d'alarme : « La teneur moyenne en protéines du blé français tendre s'effrite ». Même si les agriculteurs désiraient mettre plus d'azote, la nouvelle directive azote encadre strictement la pratique de la fertilisation azotée. Résultat, à la récolte, ils bennent au trou de leur coopérative des blés qui présentent de moins en moins des qualités meunières. D'où ce cri du cœur de Philippe Pinta, président d'Intercéréales et Rémi Haquin, céréalier dans l'Oise et président du Conseil spécialisé céréales de FranceAgriMer « ne faisons pas comme les Danois qui ont laissé filer leur teneur en protéines de 12 à 8,5 % ! »

UN PLAN PROTEINE POUR SAUVEGARDER LES PARTS DE MARCHE A L'EXPORT

Face à cette situation la filière a décidé de prendre le taureau par les cornes et un plan protéine a été décidé. Plan dont Intercéréales et FranceAgriMer constituent la cheville ouvrière. Mr Rémy Haquin explique dans une vidéo ce plan.

Le lien avec cette vidéo:

Plan Protéines Blé Tendre - Interview de Rémi ... - YouTube

Vidéo pour "<https://youtu.be/wjAyCRstJP4>" ▶ 4:41

<https://www.youtube.com/watch?v=wjAyCRstJP4>

15 juil. 2015 - Ajouté par Cecile Despierres

La plan Protéines prévoit diverses actions dont la mention du taux de protéines sur les contrats de vente de toute cargaison de blé, l'utilisation d'outils de pilotage de la fertilisation azotée au champs et l'emploi de variétés plus riches en protéines.

Déjà les silos à grains s'équipent d'appareils de mesure rapide du taux de protéines. Ainsi, à terme ces appareils à infra-rouge devrait permettre d'analyser chaque remorque de blé arrivant au silo d'un organisme de collecte. Il faut dire, que bon nombre de céréaliers avaient pris l'habitude de livrer des variétés aux rendement atteignant les 100 qx/ha mais au taux de protéines frôlant parfois la barre des 10%. Il devrait être ainsi possible de repérer les céréaliers qui « ne jouent pas le jeu ».

ENCADRE : le plan protéine

Trois principaux leviers, à envisager simultanément sous l'égide interprofessionnelle

»Levier contractuel, avec l'accord interprofessionnel porté par Intercéréales et étendu par l'arrêté ministériel du 7 juin 2014

»Levier agronomique et le pilotage de fertilisation azotée

»Levier génétique

Des actions de recherche et développement, du conseil, de la formation et de l'information sont prévues. Le levier contractuel prévoit d'introduire systématiquement la mention d'une teneur en protéines dans tous les contrats. Les contrats d'achat/vente de blé tendre doivent mentionner la teneur en protéines. Ce taux est librement consenti entre les parties. Le taux de 11,5% appelé «taux de référence» dans l'accord est un objectif

de progression de la moyenne de la production française de blé tendre. Il ne s'agit pas d'un taux qui deviendrait obligatoire en l'absence d'autre indication. Tous les blés sont concernés par l'accord : meuniers, fourragers ou biscuitiers, quelle que soit leur destination. Il est également prévu un plan d'investissement dans le cadre de FranceAgriMer pour équiper tous les silos des collecteurs d'appareils de mesure rapide des protéines du blé.

DIAGNOSTIC DE LA FILIERE CEREALES

Les services agronomiques de la filière céréales ont chiffré les gains à atteindre d'un meilleur itinéraire technique. Actuellement, de nombreux céréaliers privilégient le rendement. Il est vrai que les progrès de la sélection génétique leur offre des variétés à très haut rendement. Celles-ci dépassent allègrement les 104 quintaux/hectare. C'est le cas des variétés Fairplay, Sobred, Armanda, Hystar, Glasgow ou Hybery. La variété Lyrik arrive même à 107 qx/ha dans le regroupement de 26 essais réalisés en 2013 dans le Nord de la France. Or, il existe un lien entre haut rendement et faible taux de protéines. Ainsi, la variété mal nommée «So Bred» ne se situe qu'à 10,2% de protéines. De tels niveaux de production sont le cas de blé qualifiés de « blés fourragers ». Certains de ces blés proviennent parfois d'Angleterre. Ils sont très prisés par certains céréaliers. Au milieu des années 90, dans le Nord de la France, des cargaisons de semences de ce type de blé (la variété Slejpner) en provenance d'Angleterre « circulaient sous le manteau. »

Cependant, malgré la liaison négative haut rendement-taux de protéines, il existe des variétés qui répondent moins à ce principe. C'est le cas, par exemple de la variété Rubisko qui atteint 103 qx/ha et se situe à 11,3% de protéines alors que la variété Trapez, pour le même niveau de rendement, ne se situe qu'à 10,3% de protéines. Aussi, les ingénieurs d'Arvalis estiment que le choix de variétés adaptées peut permettre un gain de 0,5 à 1%.

Un autre levier concerne l'apport d'azote. Il est estimé que 50 unités d'azote correspondent à 0,5-1% de protéines en plus ; à conditions que les apports soient fractionnés en soient apportés à bon escient selon la méthode des bilans prévisionnels.

AU SILO, « LA CHASSE AUX PETITS TAUX »

Face à la situation actuelle les organismes de collecte (coopératives, négoce privé) se trouvent dans une position stratégique. En effet, les organismes de collecte sont situés à l'interface entre les agriculteurs d'une part, et les industriels ou les exportateurs d'autre part. Déjà, selon une récente enquête, 86% de ces organismes affirment que le barème de paiement de leur blé s'appuie sur la teneur en protéines.

Pour des dirigeants de coopératives, il s'agit de « générer un mouvement de fond » comme l'indique

Philippe Florentin directeur général adjoint de la coopérative Noriap (80-Somme) cité dans un document de InterCéréales : « *Chez Noriap, nous travaillons sur les taux de protéines depuis plusieurs années. Notre activité est principalement centrée vers les industriels, amidonniers, meuniers... qui ont toujours eu des cahiers des charges assez pointus en la matière. Nous avons donc une communication particulièrement poussée sur ce sujet. Nous encourageons la généralisation des OAD (Outils d'Aide à la Décision) et proposons des bonifications « protéines » à l'achat, comme moyens d'incitations pour les producteurs qui ont bien d'autres critères à prendre en compte.* ». Mais afin de constituer des lots, la logistique des silos doit suivre. En face des difficultés pour réaliser des analyses pour chaque remorque, la politique est d'arriver à une moyenne haute du taux de protéines. « *Il n'est possible de séparer les bennes qui nous arrivent, en fonction du taux de protéines, que dans une certaine mesure. Nous devons donc travailler à améliorer la moyenne en faisant la chasse aux petits taux... et ainsi avoir une moyenne à 11,5 %. Pour cela, il est important de générer un mouvement de fond. Le Plan va dans ce sens, il a le mérite de mobiliser l'ensemble de la filière autour de la protéine. Et notamment les agriculteurs, car c'est bien dans les parcelles que tout se joue.* »

Chez les collecteurs privés, le même message est délivré. Pour Cyril Duriez Président du négoce Duriez et ls (62- Pas de Calais), le mot d'ordre est « *Aller chercher la protéine sans impacter le rendement* ». Il explique « *Des mesures ont été prises depuis deux ans sur trois de nos dépôts, et sur l'ensemble des dépôts dès la récolte 2014, en raison de la mauvaise qualité des blés fourragers. Une modification des habitudes pour les agriculteurs, qui ont toutefois bien compris l'évolution du système de réception en fonction de la teneur en protéines.*

C'est un chiffre qui varie d'une année sur l'autre, mais si on prend l'exemple de la dernière campagne, il y avait jusqu'à 30 à 40 euros par tonne de différence entre un blé fourrager et un blé meunier, au niveau du céréalier. Je pense qu'en mettant les moyens, en cherchant à optimiser la balance rendement et protéines, ce bonus est accessible sans perdre de quintaux. »

L'ENJEU : L'ACCES AUX MARCHES

Les agriculteurs français n'ont connu que déception ces dernières années. La fin des quotas laitiers a entraîné l'afflux de lait allemand ou irlandais en France. Le boycott contre la Russie a non seulement fermé les débouchés pour la viande de porc mais accru l'arrivée de viande européen en France. Aussi, face à la concurrence internationale, la filière céréales souhaite conserver son accès aux marchés. « *Qu'il s'agisse*

d'exporter, de transformer sur le marché français pour la lière meunerie ou encore du débouché alimentation animale, la protéine s'impose comme l'un des critères d'importance. Derrière une simplification de la logistique et un gain de transparence, c'est parfois tout simplement l'accès aux marchés qui est en jeu » indique la filière Céréales française. Ce message semble passer à l'aval.

Pour Jean-Philippe Everling directeur de Granit Négoce (31-Gard) l'export constitue : « *Un critère crucial d'accès au marché* ». Il ajoute : « *Ce plan a l'avantage de remettre la protéine au centre des contrats. Ce critère est devenu de premier ordre à l'exportation. Sauf exception, l'ensemble du blé tendre exporté depuis la France est dédié à la meunerie, avec des contraintes très fortes en la matière. Ce n'est ni plus ni moins qu'une question d'accès au marché.* » Ce dirigeant tire la sonnette d'alarme : « *Depuis quelques années, on est parfois limité avec certains lots. Si la tendance se confirme, on risque d'être privé des débouchés du bassin méditerranéen et d'Afrique de l'Ouest. Ce serait la double peine : si le blé doit être vendu à des pays tiers demandeurs de ressource fourragère, le prix de vente sera moins élevé, et ces marchés se situant essentiellement en Asie du Sud-Est, avec le surcoût en transport qui va avec* ». Optimiste il ajoute : « *A notre niveau, on constate que tout le monde joue le jeu et accepte cette nouvelle donne en France : les effets du plan devraient commencer à se faire sentir dès 2015/16.* »

Pour Lionel Deloingce président des Moulins Paul Dupuis (76-Seine Maritime) la meunerie réclame de la protéine: « *Des exigences en matière de quantité et de qualité de la protéine* ». Et d'expliquer son propos : « *Pour tous les débouchés de la meunerie, notamment la panification, la quantité et la qualité des protéines sont importantes. Les process industriels induisent des caractéristiques physiques de plus en plus spécifiques, en plus des propriétés nutritionnelles.* » Puis inquiet, il ajoute : « *Si le Plan Protéines ne parvenait pas à inverser la tendance, le recours à des blés de force et des ajouts de gluten accroîtrait nos coûts logistiques et industriels. Pour ces raisons, le taux de protéines figurait systématiquement dans nos contrats bien avant 2014, comme nous travaillons avec des collecteurs locaux dans une relation de confiance, où la discussion économique vient après la discussion technique. Cette approche filière est positive. Elle permet de remonter nos besoins jusqu'aux producteurs. C'est tout le sens et le bénéfice du Plan protéines.* »

Même son de cloche au niveau du secteur de l'alimentation animale. Stéphane Hotte, directeur pôle amont Novial (80-Somme) aborde les « *avantages logistiques et économiques* ». Très dépendant des tourteaux de soja importés ce dirigeant se préoccupe du niveau de protéines des blés. « *Le critère protéines*

est essentiel pour le bon équilibre de nos formules alimentaires, d'autant plus que son coût a considérablement renchéri ces dernières années. Définir contractuellement les taux de protéines présente de nombreux avantages. Jusqu'à l'année passée, nous découvrions le taux de protéines d'un lot à son arrivée après déchargement, trop tard pour bien l'orienter et le valoriser sur la base de ce critère. Le Plan protéines nous permet d'anticiper, en intensifiant les échanges avec les collecteurs, ce qui est une très bonne chose en soi. Pour ces industriels, l'établissement de leurs différents aliments, passe par la connaissance et la régularité du taux de protéines des blés fourragers. « Que les taux soient bons ou moins bons, en avoir la connaissance avant réception nous permet de mieux adapter notre formulation et, de ce fait, de mieux valoriser la protéine présente dans le blé au lieu de se caler sur le niveau le plus bas. Le Plan protéines nous permet de rassembler les lots de blé présentant des bons taux en protéines et de mieux les valoriser ».

Un programme d'aide à l'équipement des organismes collecteurs

Un an après le lancement de l'accord interprofessionnel pour la partie organisme collecteur-aval, et au moment où les contrats agriculteurs-organismes collecteurs entrent dans le processus, les acteurs des filières se félicitent de la mise en place du Plan protéines blé tendre. Il est toutefois un peu trop tôt pour mesurer son impact, d'autant que la récolte 2014 a été atypique, avec des problèmes de germination qui déplacent les critères d'exigences. L'information et la mobilisation du secteur sont toutefois des indicateurs positifs pour la réussite du Plan protéines. Afin d'inciter les organismes collecteurs à s'équiper de matériels de mesure rapide du taux de protéines FranceAgriMer a mis en place un programme d'aide. Engagé début 2014 il se poursuit jusqu'à fin décembre 2016 (les dossiers devant être déposés jusqu'au 30 septembre 2016).

< Montant de l'aide : 25 % de l'investissement, plafonné à 10 000 euros par collecteur.

< 282 matériels financés en 2014 (investissement global de 5,37 millions d'euros, dont 1,14 financés par FranceAgriMer).

< 101 matériels aidés au 18 juin 2015 (investissement global de 2 millions d'euros, dont 400 000 € financés par FranceAgriMer).

Le collecteur qui bénéficie de ce programme signe une convention qui l'engage sur plusieurs points, notamment :

- Communiquer le taux de protéines au producteur.*
- Promouvoir les moyens d'améliorer le taux de protéines auprès des agriculteurs.*
- Fournir à FranceAgriMer les données sur les teneurs moyennes en protéines sur cinq années et contribuer à l'enquête qualité des blés réalisée annuellement par FranceAgriMer.*

UNE VULGARISATION TOUT AZIMUTH

Des actions pour sensibiliser, des outils pour piloter

ARVALIS - Institut du Végétal mène des actions pour sensibiliser les conseillers et les agriculteurs à améliorer les niveaux de protéines des blés.

- 140 000 plaques techniques « Teneur en protéines des blés : relever le double dé agronomique et économique » diffusées en partenariat avec de nombreux organismes de collecte et de développement.

- Un colloque « Blé tendre protéines », le 13 mai 2014 à Paris, rassemblant 250 participants

- 20 journées de présentation d'expérimentations pour les techniciens en novembre 2014, et 38 journées pour les agriculteurs en décembre 2014.

- 270 retombées dans la presse agricole nationale et régionale sur l'itinéraire technique protéine.

- Campagne les « Vrais-Faux » de la fertilisation azotée, guides techniques, ches, posters... Des plaques ont été réalisées avec la distribution, à l'instar de celle avec Dijon Céréales, diffusées à 1500 exemplaires.

- 43 journées dans le Grand Ouest sous forme de réunions interactives, ont touché 730 technico-commerciaux.

- Atelier avec vidéo expliquant les leviers et les clés de réussite aux Culturales, les 24 et 25 juin.

L'AMORCE D'UNE DYNAMIQUE DE TERRAIN

Les techniciens sur le terrain multiplient les conseils de pilotage de la fertilisation azotée. Michaël Mimeau responsable agronomique Dijon Céréales explique la démarche développée en Côte d'Or : « Nous avons initié avec des professionnels régionaux le plan « Blé objectif protéines » en 2014, pour identifier les leviers les plus pertinents. Il s'est traduit cette année par l'envoi de messages aux agriculteurs à des moments-clés de leurs pratiques de fertilisation ». Cap est mis sur le fractionnement des apports : « Nous voulons généraliser le troisième apport, voire tendre vers un quatrième. Le positionnement du dernier apport, souvent trop précoce, doit être positionné au stade dernière « feuille pointante à étalée ». Il est important de réduire les quantités d'azote au premier apport, dans les sols qui le perdent, afin d'en garder pour la fin. »

Parfois, il s'agit de rattraper des situations catastrophiques en matière de protéines. Pour Patrick Deuil, responsable commercial et marché de la fertilisation au sein des Etablissements Hautbois en Mayenne, l'ambition n'est pas d'arriver à 11,5% mais

« d'atteindre la barre des 11 points de protéines. » Pour y arriver il explique : « Nous avons bâti une méthodologie de conduite azotée des blés en 2014, centrée sur la diminution du premier apport et le fractionnement. Un conseil majeur dans notre région où les éleveurs utilisent de la matière organique dont l'efficacité reste aléatoire. Notre préconisation est de conserver 40 à 50 unités d'azote minérale pour le troisième apport afin d'assurer la production de protéines. » La démarche s'appuie sur des outils modernes de pilotage de la fertilisation azotée : « Cette année, nous avons testé les drones. Des essais de pratiques de fertilisation ont été installés avec ARVALIS. »

Cette volonté d'utiliser des méthodes fines d'estimation des besoins en azote est partagée par Didier Rebillard, responsable de région sud Ile-et-Vilaine au niveau de la société Triskalia : « Nous visons des fractionnements systématiques en trois à quatre apports pour augmenter les taux de protéines. Cela passe par la formation des équipes terrain pour réaliser de meilleures préconisations en matière de fertilisation et par l'utilisation d'outils de pilotage. Trois sont à notre gamme : N-Tester, N-Sensor et la technologie des drones. » Pour cette entreprise, l'enjeu de la protéine est double : valorisation à l'exportation mais aussi en élevage dans le but d'une plus grande autonomie fourragère des exploitations.

UN PARI DIFFICILE A GAGNER

Les nouvelles variétés alliant productivité et taux de protéines pour moins d'engrais azotés mettront au moins 8 ans pour être obtenues. La directive nitrates oblige à moins d'azote dans les champs or selon Arvalis seulement 20% des céréaliers utilisent des outils de pilotage de la fertilisation azotée. C'est dire le chemin à parcourir.

Enfin, le démantèlement des quotas de betteraves prévu pour 2017 risque de mettre à mal la trésorerie des exploitations céréalères. Les céréaliers devraient donc encliner à « serrer les boulons », pas sûr qu'ils arrêtent la course au rendement pour la remplacer par la course à la protéine.

Dans ces conditions, le pari qualité de la filière française sera difficile à gagner.

Sources : documents de la filière Céréales française.

Algérie, deux ans pour se réformer.

Propositions de mesures pratiques pour des décideurs patriotes.

DEUX ANS POUR SE REFORMER

Djamel BELAID 2016

Selon l'économiste Nicolas Baverez, suite à la chute des prix du pétrole, l'Algérie est en sursis. Etant le niveau des réserves de change, elle n'aurait que deux ans pour se réformer. Cela est peu et face au risque de déstabilisation du Maghreb, l'Europe ne peut se désintéresser du sort de ce pays. L'essayiste français, réputé pour ses positions ultra-libérales et qui s'exprime dans les colonnes du Figaro de ce jour, indique que les seules solutions possibles sont des réformes économiques encore plus libérales. Que faire en agriculture afin de relever ce défi ?

DU PAIN ET DES LEGUMES

L'essayiste s'inquiète des importations alimentaires et du sous emploi des jeunes Algériens. En matière d'importations alimentaires, il est vrai que ces dernières années, tout et n'importe quoi a pu être importé. Différents exportateurs étrangers dont les turcs ont pu exporter à foison vers le marché algérien. Les mesures actuelles prises par les pouvoirs publics peuvent permettre de réduire ces importations et ainsi encourager la production locale.

Réformer le mécanisme du soutien du prix au pain

Un des postes qui grève les finances publiques concerne l'importation des céréales. Même si les Algériens sont de gros consommateurs de pain, il faut tenir compte de la contrebande vers les pays limitrophes. Pour réduire ces importations, mais également pour des raisons de santé, il est évident qu'il s'agit de donner plus de place aux légumes et réformer le soutien du prix du pain aux ménages à faible revenu en introduisant par exemple la carte à puce comme l'ont fait les Egyptiens..

Miser sur les légumes

Or, si l'Algérie peine à produire des céréales, son agriculture sait produire des légumes. Que ce soit au Nord ou dans le Sud, les paysans locaux ont fait des progrès conséquents. Vue d'avion, la région de Biskra ressemble aux régions d'Espagne spécialisées dans la culture de légumes sous serre.

Il s'agit de rendre disponible toute l'année différents légumes: haricots verts, courgettes, poivrons, tomates, poireaux, ... Sans oublier la pomme de terre dont la

consommation locale talonne aujourd'hui celle des céréales.

Variation formulation et conditionnement des aliments

La question est donc de rendre ces produits encore plus disponibles mais aussi d'augmenter leur présence dans les rations quotidiennes. L'industrie agro-alimentaire peut y remédier en proposant différentes formes de conditionnements. A la conserve en boîtes métalliques de concentré de tomate, de tomates pelées et de "macédoine, haricots ou petits pois les bocaux en verre ont toute leur place (cas des poivrons par exemple).

Le cas du concentré de tomates

Le concentré de tomate est un ingrédient incontournable des préparations culinaires locales. Au même titre que la "sauce Buittoni" à la tomate et à la viande, il est possible de mettre au point une sauce locale à la tomate et renforcée d'un peu de viande hachée et de soja texturé. Cela, à destination des ménages à faibles revenus ne pouvant se permettre d'acheter de la viande. Dans la même optique les cubes pour bouillon de la marque "Maggi" mérite toute l'attention.

Miser sur le TetraPack

Le conditionnement sous forme TetraPack permet notamment la commercialisation de soupes de légumes. Des accords devraient être passés avec des firmes étrangères telles Leybig, Bonduelle ou Daucy afin d'installer des usines de transformation de légumes au niveau des bassins de production légumiers. Cela permettrait également de réguler l'offre. Celle-ci est parfois pléthorique à certaines périodes de l'année. Cela vaut également pour la pomme de terre qu'il est possible de transformer en flocons ou sous vide une fois épluchées et lavées¹⁷. Rappelons que sa consommation fait aujourd'hui jeu égal avec les céréales.

Protéines, inventer un ersatz de viande

Concernant, les besoins en protéines, les apports alimentaires peuvent être couverts par la production locale ou l'importation des légumes secs (lentille, pois-

17 Quelques petits investisseurs locaux se sont lancés dans un début de production locale de sachets de pommes de terre sous forme épluchées et lavées. Ce type de production s'adresse au secteur de la restauration collective.

chiche, fève, soja) et par la production de plus de fourrages à travers les produits laitiers. D'énormes réserves de productivité existent à ce niveau. En effet, progressivement la mécanisation de la culture de légumes secs rentre dans les moeurs. Concernant les fourrages, leur production dépend beaucoup de l'irrigation. Mais c'est concernant les aliments à base de protéines végétales que doit s'orienter les efforts. A partir de préparations culinaires traditionnelles ou d'innovations, il est possible de développer de nouveaux aliments avec de protéines végétales à la place de viande. Il s'agit pour cela, osons le mot, de copier puis d'adapter des préparations étrangères pour végétariens.

L'IRRIGATION MAIS AUSSI L'AGRONOMIE

Afin d'augmenter la production de céréales et face à des sécheresses printanières récurrentes, les services agricoles misent sur l'irrigation d'appoint. Il s'agit là d'une politique à encourager. Cependant, la demande en eau potable des villes et du secteur agricole croît de façon exponentielle. Dans la région de Tipaza, les producteurs d'agrumes protestent contre des quotas de livraisons d'eau qui ne couvrent plus les besoins de leurs vergers. A Annaba, un été face au manque d'eau, il a même fallu mettre à l'arrêt le complexe sidérurgique d'El-Hadjar. Il faut aussi compter avec l'envasement des barrages et des retenues collinaires. Il s'agit d'un véritable fléau dans un pays où chèvres et moutons s'attaquent à la moindre touffe d'herbe et sont la cause de l'érosion des sols. A chaque orage, des centaines de milliers de tonnes de terre aboutissent dans la moindre retenue d'eau.

Revisiter le dry-farming

Dans la lutte contre ces sécheresses printanières, le deuxième levier consiste en de nouvelles façons de travailler le sol. Ces techniques de non-labour avec semis direct mises au point par les agriculteurs des grandes plaines américaines et adoptées en Australie sont peu développées en Algérie. Une réponse rapide des autorités pourraient donc être de favoriser l'importation mais aussi la fabrication locale de ce type de matériel adapté à l'agriculture en milieu semi-aride.

AGIR RAPIDEMENT MAIS AVEC METHODE

Comme le note Nicolas Baverez, les pouvoirs publics doivent agir rapidement. Les récentes inaugurations en matière agro-alimentaires montrent qu'entre la signature et l'entrée en production les délais se comptent en années. C'est le cas des usines issues des accords Sim-Avril (aliments du bétail) ou Cristal Union-La Belle (raffinage de sucre roux). Le motif ? Non pas la sacrosainte du principe des 49-51% mais des questions de papasseries administratives liées à l'importation des machines et à la rémunération des sous-traitants étrangers. Aussi, la solution pourraient être le recours à des zones franches.

Toujours afin d'agir rapidement, il faut favoriser le

transfert de technologie et de management. On pourrait penser à des fermes pilotes (terres publiques) pilotées par des chefs de cultures étrangers ou à réformer la loi qui restreint à 3 mois le titre de travail des ouvriers spécialisés marocains. Ces derniers sont à l'origine de l'extraordinaire développement local des serres chapelles. De même que, par exemple, il s'agirait d'intégrer une prime variable indexée sur l'activité du personnel de l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) chargé de la vente d'intrants agricoles ou de la collecte de céréales.

L'EXPORT, UNE ILLUSION

Concernant le remplacement de la manne pétrolière par des rentrées financières liées à d'éventuelles exportations agricoles, il s'agit là d'un manque flagrant de réalisme. Le montant de ces exportations ne couvriraient même pas 1% de la rente pétrolière. Il s'agit également de tenir compte de concurrence marocaine et espagnole. Enfin, les ressources locales en sols et en eau sont limitées. Le potentiel en terres agricoles doit donc avant tout servir à produire de quoi satisfaire les besoins locaux.

Agriculture saharienne, viser la durabilité

Alors que l'agriculture saharienne est présentée comme un exemple de réussite, différentes voix s'alarment de la baisse du niveau des nappes phréatiques et de leur contamination par les nitrates et les pesticides trop pourtant très systématiquement utilisés dans des sols filtrants car sableux. Alors que les populations du Sud s'étaient levées contre les projets publics d'exploitation des gaz de schiste, aujourd'hui la menace rampante provient d'une agriculture débridée et non durable. L'urgence serait de renforcer dans ces régions Sud les équipes d'hydrauliciens afin d'envisager les mesures permettant de favoriser l'infiltration des eaux de pluie et de préserver ces nappes.

En fin de compte, les services agricoles seraient mieux inspirés d'orienter les agriculteurs dégageant des productions excédentaires vers les secteurs déficitaires que de leur laisser croire au mirage des exportations.

UN EMMANUEL MACRON ALGERIEN ?

On peut se demander s'il existe l'équivalent d'un Emmanuel Macron¹⁸ en Algérie. Car même si le pays fait l'objet d'une dynamique porteuse en matière agricole et a pour la première fois un ministre de l'agriculture de formation agronomique les choses n'avancent pas assez vite.

A la politique d'ouverture des pouvoirs publics, les investisseurs locaux, mais aussi étrangers, répondent présent. La demande des consommateurs est importante, elle augmente en quantité mais aussi en qualité avec un appétit particulier pour les produits laitiers. Un vaste marché de 38 millions d'habitants est présent. L'investissement dans la formation a permis

18 Mr Macron est cité ici pour ses promesses de réformes.

l'apparition de cadres compétents. Reste le management. Aussi, des réformes sont plus que nécessaires. Elles doivent permettre de libérer l'initiative, d'organiser l'aval, d'assurer les besoins du plus grand nombre et l'emploi des jeunes. Les entreprises françaises et leur savoir faire organisationnel ont toute leur place afin de relever ce défi.

APPRENDRE A FAIRE CONFIANCE AUX PAYSANS

Addendum: Djamel BELAID 28 juin 2019.

La lecture de l'agronome Denis POMMIER longtemps en poste à Tunis pour le compte de l'Union Européenne vient renforcer notre conviction que c'est le fellah qui est le véritable maître d'oeuvre de tout développement agricole. Les pouvoirs publics n'étant que le facilitateur. Dans cette optique, il s'agit que les décideurs offrent la

possibilité aux agriculteurs réunis en associations professionnelles de gérer des budgets et recruter leurs techniciens.

Apprendre à faire confiance aux agriculteurs est aux antipodes de la pensée des cadres agricoles et cela à tous les niveaux. Une révolution mentale est à opérer. Ce n'est pas au ministre de l'agriculture (quelque soit sa bonne volonté) d'exiger des CCLS des heures d'ouverture du lever du jour à la tombée de la nuit. A l'étranger, ce sont les paysans élus au conseil d'administration de la coopérative qui décrètent ce type d'horaires.

Aux producteurs également d'arracher ce droit. En ces moments de HIRAK, il est tant que les agriculteurs exigent d'être les partenaires des services agricoles et non pas les subalternes de ces services.

Sécheresse à l'Ouest...

'Algérie face au réchauffement climatique.

SECHERESSE A L'OUEST : L'ALGERIE FACE AU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE.

Djamel BELAID 14.02.2016

Les informations remontant du terrain le confirment, les wilaya à l'Ouest du pays connaissent une grave sécheresse. Les céréales mais aussi les cultures fourragères sont gravement touchées. A l'heure du réchauffement climatique, on peut se demander que faire dans de telles circonstances? Que faire au niveau des décideurs, des cadres de terrain et du simple citoyen ?

CADRES DE TERRAIN, MISEZ SUR LE SEMIS DIRECT

Certes, on ne peut faire pleuvoir, cependant, au niveau agricole il est possible de cultiver selon des techniques adaptées aux conditions sèches. En effet, on ne pourra pas irriguer toutes les parcelles de céréales. Agriculteurs australiens, espagnols et même marocains ont développé depuis quelques années la technique du non-labour avec semis direct. Les ingénieurs marocains ont montré que si, après une charrue, on verse l'équivalent d'un seau d'eau sur un mètre carré le sol est sec dès le lendemain. Or, si le même seau est versé après le passage d'un semoir pour semis direct, le sol reste humide 25 jours.

Ces techniques sont-elles développées en Algérie et particulièrement à l'Ouest de l'Algérie ? Non. Il serait temps de réagir. D'autant plus qu'en janvier il a plu, il y a là un potentiel pour assurer un minimum de rendement. Au moins sur les parcelles au sol les plus profonds. Agriculteurs tunisiens et marocains ont remarqué qu'en année de sécheresse, ils ne récoltent rien ou 2 quintaux/hectare au mieux sur les terres labourées tandis que celles en semis direct donnent 10 qx/ha.

Les cadres des fermes pilotes, les gros céréaliers, les CCLS doivent à tout prix s'équiper de ce type de matériel. Quant aux décideurs de l'OAIC et u groupe PMAT, ne pas assurer la disponibilité des exploitations en ce type de matériel pourrait être qualifié d'attitude irresponsable pour ne pas dire criminelle.

AMELIORER LA FERTILITE DU SOL

Les sols algériens sont en général épuisés, ils sont pauvres en matières organiques et les engrais chimiques

n'y feront rien. En effet, nos pratiques agricoles conduisent à une agriculture minière. Sur les parcelles de blé, l'agriculteur récolte le grain et la paille, le mouton mange les chaumes et la charrue en acier provoque la décomposition rapide des racines. Résultats, d'année en année, les sols s'appauvrissent en matière organique. Or, un sol pauvre en matière organique et en humus ne retient pas l'eau ni les engrais. Traditionnellement, dans le sol l'humus joue en effet un rôle d'éponge. Par ailleurs, la structure du sol est améliorée ; le sol est moins compact.

Cultiver en conditions sèches nécessite de veiller à un meilleur taux de matière organique du sol. Que ce soit l'Algérien Pierre Rahbi ou le Marocain Rachid Mrabet, tous les deux recommandent de nourrir le sol par du fumier, du compost, de la paille ou des engrais verts. Cette dernière technique consiste à implanter une culture à croissance rapide et à forte biomasse qui n'est pas récoltée mais enfouie au sol.

Nourrir la terre avant les hommes

Procéder de la sorte devant des agriculteurs amènerait à être traité d'inconscient quand on connaît le manque local en fourrages et le prix de la botte de paille ou de foin. Pourtant, il n'y a pas d'alternatives. En Algérie, pour nourrir les hommes, il faut nourrir la terre.

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, REDUIRE NOS EMISSIONS DE GES

En Algérie, le réchauffement climatique est une réalité. Récemment deux universitaires algériens ont planché sur les relevés pluviométriques de ces 50 dernières années. Leur constat est alarmant : selon les régions d'Algérie et en moyenne, il manque annuellement 100 mm de pluies.

Il serait peut-être temps d'apporter notre contribution à la réduction mondiale des gaz à effet de serre (GES). Certes, la plantation d'arbres est encouragée en Algérie, de même que les transports collectifs dans les grandes villes (développement de tramway). Ces plantations permettent de capter plus de CO2. Mais à côté de cela, combien de CO2 dégagées par les torchères de nos puits de pétrole, par l'industrie gazière et le boom de l'automobile en Algérie ?

Panneaux photo-voltaïques et chauffe-eau solaire

En Algérie, où sont les panneaux photo-voltaïques, les chauffe-eau solaire sur les terrasses, l'isolation thermique des maisons, l'utilisation de la bicyclette, le

recyclage des déchets ? Quelle proportion de l'apprentissage de gestes écologiques dans les programmes scolaires ?

Rappelons qu'il s'agit de gestes pour nous protéger et non pas pour suivre un quelconque mode.

L'ALGERIEN CONDAMNE A ETRE VEGETARIEN ?

Un autre domaine où le citoyen peut agir afin d'influencer le cours des choses concerne l'alimentation. Produire 1 litre de lait, nécessite la consommation de 500 litres d'eau. Dans un pays semi-aride et aride comme l'Algérie, tabler sur une forte consommation de produits laitiers constitue une hérésie. Certes, les produits laitiers et les produits animaux apportent des protéines. Mais ces protéines existent également dans les légumes secs : pois-chiche, lentille, fève, soja. Ceux-ci apportent des acides aminés dont des acides aminés essentiels si importants pour l'organisme. En témoigne les végétariens et les végétaliens qui privilégient les protéines végétales dans leur alimentation. Ces catégories de consommateurs de plus en plus représentées dans les pays européens bénéficient d'une meilleure santé. Aujourd'hui, au moment où les consommateurs algériens sont gagnés par l'obésité, l'hypertension, le diabète et le cholestérol il serait temps de s'interroger sur les nouveaux modes d'alimentation que nous devrions privilégier.

De leur côté les industriels du secteur agro-alimentaire ont à imaginer et à promouvoir les préparations culinaires à base de protéines végétales. Ils peuvent s'inspirer pour cela d'une riche tradition qui fait que ce type de protéines sont très présentes dans l'alimentation traditionnelle (couscous aux pois-chiches, karantita, ...).

DETRUIRE LES CONSTRUCTIONS ILLICITES SUR LES TERRES AGRICOLES

Nourrir à partir des ressources locales 38 millions d'Algériens connaissant une démographie encore galopante relève d'un pari impossible selon certains spécialistes européens. Il s'agit également de tenir compte des populations sahéliennes à la démographie incontrôlée et qui se voyant refuser l'eldorado européen seraient bien tentés par l'Algérie. Il paraît que les cartes d'identité d'Algériens décédées se monnaient à prix d'or dans les wilayas du grand Sud algérien. Maliens et nigériens en sont très demandeurs.

Dans ces conditions, la préservation des terres agricoles du Nord du pays est un impératif vital. Il est criminel de bétonner ces terres constituées de sols profonds et à la pluviométrie abondante. Et si les pouvoirs publics se doivent d'être impitoyables en détruisant toute construction illicite sur des terres agricoles, ils doivent être également exemplaires.

Etre exemplaire signifie, délocaliser vers l'intérieur du pays diverses administrations. On peut se demander pourquoi le siège de l'Institut Technique des Grandes

Cultures se situe à Alger. Chacun sait en effet, que les régions céréalières sont situées à l'intérieur du pays. L'un des meilleurs laboratoires algériens spécialisés dans l'étude des zones arides et plus particulièrement le palmier-dattier se situe à ... Bab-Ezzouar. L'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie se situe à Alger, idem pour l'Ecole Nationale Vétérinaire. Les exemples de la sorte sont légion.

Mais au-delà des institutions agricoles, à l'heure du numérique et des transports rapides en train doivent nous obliger à maintenir des administrations et industries sur le littoral algérien ? Car qui dit administrations et industries dit écoles, lycées, universités, hôpitaux, super-marchés, autoroutes ; bref tous les équipements nécessaires à l'accroissement naturel d'une population urbaine. Malgré la tendance à la baisse du nombre d'enfants par famille, nombreuses sont celles qui dans les villes d'Alger, Oran, Annaba ou Constantine possèdent 4 enfants ; le tout parfois dans seulement deux pièces.

Les espaces libérés par ces délocalisations ne devraient pas servir d'effet d'aubaine à d'autres, mais être sanctuarisés dans un but de préserver les terres agricoles.

Délocaliser un service à l'intérieur du pays, c'est délocaliser également les emplois de services induits. Nos universités forment des géographes et des spécialistes de l'aménagement. Il serait temps de faire appel à leurs compétences.

Le principe de la protection des terres agricoles devrait être inscrit dans la Constitution et faire l'objet d'un pacte national. Mais dans l'état actuel des choses, cela reste un rêve. Les wali, même ceux les plus courageux, ne peuvent rien contre la marée bétonneuse. Ainsi, la ville de Batna concentre la majorité de la population de la wilaya. Or, la ville est construite sur une plaine fertile dont la terre vient des collines environnantes. Colline aujourd'hui pierreuses malgré les travaux de DRS de l'époque coloniale. La ville de Batna s'agrandit et construit sur le sol qui auparavant la nourrissait.

URBANISATION INCONTROLEE, INCOMPETENCE ET IMPUISSANCE AU PLUS HAUT NIVEAU

Un précédent ministre de l'agriculture affirmait que face au bétonnage des terres agricoles au Nord, il y avait en parallèle la mise en valeur des terres de l'intérieur du pays. La sécheresse hivernale vient montrer l'absurdité d'un tel raisonnement. Comment irriguer ces terres s'il ne pleut pas. Comment réalimenter les nappes phréatiques sur-exploitées s'il ne pleut pas.

Quand l'incompétence se situe à un tel niveau de responsabilité, cela devient plus qu'inquiétant. Et quand il ne s'agit pas d'incompétence, il s'agit d'impuissance. Ainsi l'actuel ministre de l'agriculture exprimait récemment la difficulté à défendre les terres agricoles et les pressions phénoménales qui étaient exercées sur les

services du MADR. C'est dire combien le pays courre à la catastrophe. « Rabbi yastor » a-t-on coutume de dire en Algérie...

VULGARISATION

SEMIS DIRECT EN ALGERIE.

FAIRE PORTER LA VULGARISATION PAR LES FIRMES D'AMONT ET D'AVANTAGE.

SEMIS DIRECT EN ALGERIE, FAIRE PORTER LA VULGARISATION PAR LES FIRMES D'AMONT ET D'AVANTAGE.

Djamel BELAID 17/03/2016 réactualisé le 31.03.2016.

Contrairement à la Syrie et l'Irak, au Maghreb et plus particulièrement en Algérie, au niveau des petites et moyennes exploitations céréalières, le semis-direct (SD) tarde dramatiquement à être développé. Force est de constater qu'à part quelques initiatives, les services agricoles locaux sont absents sur le terrain. Face à cette situation, il nous semble que le changement ne peut venir que d'initiatives privées. Les firmes d'agro-fourriture et les transformateurs de céréales peuvent constituer le fer de lance d'opérations de promotion en faveur de l'équipement en semoirs SD des petites et moyennes exploitations.

ALGERIE SUCCES DES SEMOIRS SD ETRANGERS, SYRIE SUCCES DE SEMOIRS SD LOCAUX

En Algérie, l'utilisation du semis direct concerne essentiellement de grosses exploitations privées et publiques (fermes pilotes).

Seméato, Kuhn, John Shearer

Petites et moyennes exploitations ne connaissent pas ce mode de semis si ce n'est à travers des quelques semoirs SD présents au niveau des unités motoculture des CCLS et des travaux à façon réalisés par quelques grosses exploitations. La même situation peut être observée au Maroc et en Tunisie, même si parfois l'acquisition de semoirs SD est réalisée au niveau de plusieurs exploitations¹⁹. Dans la majorité des cas, il s'agit de semoirs importés d'origine diverse : Seméato, Kuhn, John Shearer, ... etc.

Des engins de fabrication locale

L'observation avant 2013, de l'équipement des exploitations céréalières syriennes et irakiennes montre un autre type d'équipement. Si quelques gros semoirs SD européens, brésiliens ou australiens sont présents, la majeure partie des engins utilisés sont de fabrication locale. Il s'agit en général de semoirs de 2,3 à 4 m de

large. Parfois, il s'agit même de semoirs conventionnels transformés localement par des artisans et agriculteurs en semoirs SD. On doit l'originalité de cette situation à la coopération australienne basée à la station Icarda d'Alep puis rapatriée en Jordanie.

SEMIS DIRECT, AVANTAGE AUX MODELES AUSTRALIENS

Bien que disposant de semoirs SD à disques ou à dents, les australiens ont, dès 2005, vulgarisé le modèle à dents ; principalement de marque John Shearer.

Dents et roues plombeuses

Celui-ci est caractérisé par des dents permettant un travail du sol superficiel au niveau de l'emplacement de la semence, le dépôt de fertilisants sous les graines et le passage de roues plombeuses au creux du sillon formé par le passage des dents. Ainsi, contrairement à un semoir Semeato à disques, les semoirs australiens John Shearer laissent derrière eux un sol à la surface en «tôle ondulée». Ces sillons se transforment en efficaces collecteurs d'eau de pluie dès la moindre averse qui suit le semis. Ainsi, l'eau percole au dessus de l'emplacement des semences, ce qui favorise leur humectation et une levée homogène. Après la levée, les sillons continuent leur rôle de collecteur d'eau de pluie.

Un semoir adapté aux zones semi-arides

Le passage de l'humidité du sol vers la graine est également grandement facilité par l'action de tassement des roues plombeuses. Les modèles brésiliens ne possèdent pas de tels mécanismes de collecte de l'eau de pluie. L'explication est à rechercher dans la généreuse et régulière pluviométrie des régions agricoles du Brésil. Le type de semoir à dents SD est donc particulièrement adapté aux régions semi-arides à pluviométrie irrégulière et en particulier à l'implémentation des cultures²⁰. Par ailleurs, les semoirs à disques sont plus fragiles que ceux à dents à cause de l'usure de leurs roulements.

Transfert de technologie vers des artisans

« Cerise sur la gâteau », dans le cadre de projets au sein de l'Icarda, les Australiens ont gracieusement opéré un transfert de technologie vers des artisans ou industriels

¹⁹ La revue marocaine Alternatives Rurales fait état de l'acquisition de semoirs SD au niveau de coopératives de petits paysans. Les comptes-rendus de mission de l'ONG françaises Fert fait état de groupements de 4 à 5 exploitations céréalières possédant un semoir SD.

²⁰ Concernant le rôle positif de SD direct sur l'augmentation des quantités d'eau enmagasinée dans le sol, on se reportera aux travaux de Rachid Mrabet à Settlat (Maroc).

syriens²¹, irakiens ou jordaniens. L'intérêt des Australiens étant ailleurs : l'accès aux ressources génétiques de l'icarda dont les céréales.

Jack Desbiolles en missions en Algérie

Après le Proche-Orient, les experts australiens du SD déploient leur aide vers le Maghreb. L'un des plus éminents experts de cette dream-team, le Pr Jack Desbiolles²², a ainsi effectué plusieurs missions ponctuelles en Algérie. Ces missions auraient abouti à la mise au point par CMA Sidi-Bel-Abbès d'un premier prototype de semoir SD. Celui-ci serait en cours d'essais chez un agriculteur. On ne peut que féliciter, les institutions agricoles locales (dont l'ITGC). Il pourrait être intéressant que cet expert australien puisse rencontrer des fabricants potentiels de semoirs SD tels la firme Tirsam de Batna ou d'autres investisseurs privés en matériel agricole.

ACTION DES SERVICES DE VULGARISATION EN FAVEUR DU SEMIS DIRECT

Nous nous proposons d'examiner les structures de vulgarisation susceptibles de prendre en charge l'extension de l'utilisation du SD en Algérie. Les services agricoles prévoient la présence d'un agent de vulgarisation dans chaque commune. Cependant souvent, ce conseiller est seul à s'occuper de plusieurs centaines d'agriculteurs éparpillés sur un vaste territoire. Parfois, il n'existe qu'un véhicule pour plusieurs conseillers et les dotations en carburants sont rationnées.

ITGC, dépassé par l'ampleur de la tâche

Quant aux stations ITGC, elles sont dépassées. Elles doivent par exemple prendre en charge la vulgarisation du réglage des semoirs, du désherbage, de la lutte contre le ver blanc, la sélection de nouvelles variétés et la multiplication de semences. Il semble également que la direction n'a pas classé une priorité²³ au niveau des actions. Enfin, on note l'absence de relais dans les Chambres d'Agriculture et les CCLS bien qu' existent des réseaux qualité-blé mis en place par des transformateurs tels Groupe Benamor. Le rôle des ingénieurs des stations ITGC devrait être de produire de la référence technique et non pas de vulgariser. Cette opération devant être dévolue aux techniciens des

21 Youtube video de l'interview d'experts Syriens dont la Pr. Basima Barhoum GCSAR on CA:

http://www.youtube.com/watch?v=fMFdSUy4nOU&feature=youtube_gdata_player

22 Du Pr Jack Desbiolles on trouvera sur google le rapport détaillé des résultats obtenus entre 2005-2012 en Syrie. Son rapport « The practical implementation of conservation agriculture in the Middle east » détaille de façon précise le mode de fabrication de modèles abordables de semoirs SD moins de 1500\$).

23 Le seul semoir SD syrien existant en Algérie au niveau d'une station de recherche reste ignoré des cadres de l'ITGC.

Chambres d'Agriculture, des Coopératives Céréalières Paysannes et de l'agro-fourriture. En France, Arvalis.fr produit de la référence, et ce sont les Ch. d'Agriculture, les coopératives ou le négoce qui vulgarisent ces résultats.

L'INPV développe sur le terrain des actions de vulgarisation et d'action contre certains ravageurs. Quant aux CCLS la priorité est donnée à la production de semences certifiée et à l'approvisionnement en ... ficelle. Les unités de motoculture des CCLS ont bien été dotées de quelques semoirs SD, mais il s'agit de gros engins importés et en aucun cas d'une stratégie de dynamisation d'une production locale telle qu'observée en Syrie et Irak.

Il semble donc, qu'en matière de vulgarisation et de dynamisation de la production de semoirs SD, il n'y ait malheureusement rien à attendre de la part des structures publiques en place.

TIRSAM ET PMAT, DES CONSTRUCTEURS IGNORANT DU CONCEPT SEMIS DIRECT

En Algérie, les capacités en matière de construction de matériel agricole sont exceptionnelles. Certains industriels possèdent des outils de conception par ordinateur, des fonderies et des moyens de découpe laser de l'acier. L'industrie locale produit sous licence des tracteurs et moissonneuses-batteuses. Elle produit également du matériel aratoire, de semis ou de traitement. Le matériel pour semis direct est ignoré par des entreprises privées telle Tirsam (Batna) ou publique telles celles du groupe public PMAT.

Le semis direct inconnu des importateurs

Parmi les entreprises privées les plus dynamiques, on peut citer Djoudi Métal (matériel pour aliment du bétail) ou des fabricants de tank réfrigérés à lait.

Les concessionnaires important du matériel agricole sont nombreux. Certains d'entre-eux importent du matériel agricole turc. Pourtant en matière de semis, le matériel importé est essentiellement conventionnel. Or, la Turquie est cependant un pays où la production de semoirs SD est avancée. Parmi les concessionnaires, on peut noter le dynamisme de la Société Axiom SPA (Constantine). Bien que pionnière pour l'importation de matériel de récolte pour balles rondes, cette société dirigée par un Dr vétérinaire ignore l'existence de matériel pour semis direct.

Madr, priorité donnée à l'irrigation

En Algérie, en matière de développement agricole, les priorités semblent nombreuses. Cependant, étrangement, dans un pays à dominante semi-aride, le SD ne semble pas figurer parmi ces priorités. Cela peut être attribué à la priorité donnée à l'irrigation d'appoint des céréales mais surtout à l'absence de vision globale et de coordination entre les moyens existant localement et les possibilités offertes pas la coopération internationale.

MISER SUR LES TRANSFORMATEURS ET L'AGRO-FOURNITURE

Face à l'urgence de la situation, la puissance publique s'avère défaillante pour promouvoir la fabrication de semoirs SD à dents basés sur le modèle australien. Aussi, il ne reste que l'initiative privée.

Moulin privés, vulgarisez le semis-direct!

Le secteur de la transformation pourrait s'avérer d'un apport considérable. En effet, tant qu'il n'existe pas de signature de l'Algérie à l'OMC, ce secteur a intérêt à une augmentation de la production locale de blé dur en qualité et en quantité. En effet, la première transformation et la seconde transformation permettent la réalisation de très confortables marges. En l'absence d'une efficacité de l'institution agricole d'Etat vis à vis de la promotion du SD, les meuniers et semouliers locaux ont tout intérêt à garantir leur approvisionnement dans leur bassin local.

Herbicides et semoirs pour semis direct

Le secteur de la vente de produits phytosanitaires pourraient également constituer le fer de lance de la vulgarisation des semoirs SD. Pourquoi ce secteur serait-il si stratégique ?

Avant tout, développer le SD implique de vendre plus d'herbicides dont du glyphosate. En effet, l'abandon du labour en faveur du SD s'accompagne généralement d'une plus grande infestation adventice. Par ailleurs, un céréalier qui se met au SD et s'équipe d'un pulvérisateur peut également évoluer vers l'utilisation de fongicides et d'insecticides. C'est donc un client potentiel pour l'industrie des produits phyto-sanitaire.

Localiser les engrais avec le semis direct

Mais l'élargissement de la clientèle concerne également les vendeurs d'engrais. Le SD permet la localisation des engrais de fonds tels le MAP et DAP sur la ligne de semis. Cette technique permet ainsi de réduire la question de l'insolubilisation des engrais phosphatés en sol calcaire. Des entreprises telles que Profert y ont tout à y gagner. Que peut-on attendre par contre d'une société telle Fertial ? En fait, l'actionnaire espagnol qui possède une compétence en matière d'animation de terrain vise l'export vers l'Europe et ne se préoccupe donc pas du marché local. On peut se demander pourquoi les pouvoirs publics, à travers le partenaire algérien, ne les y incitent pas en ajoutant une clause au contrat actuel.

MISER SUR LES ARTISANS ?

En Algérie existe de nombreux artisans maîtrisant la découpe et la soudure de l'acier. Nombre d'entre-eux sont capables de réaliser le bâti en acier de semoirs SD puis d'y fixer des pièces obtenues par sous-traitance : trémie pour les semences et les engrais, dents avec leurs ressorts, roues plumbeuses.

Modifier les semoirs CMA-SOLA

Ces artisans pourraient réutiliser des parties de semoirs conventionnels de marque locale. Une nombreuse documentation existe est disponible en ligne sur internet²⁴. Si une volonté politique était présente de la part des services agricoles (ITGC), il serait possible de réunir ces investisseurs privés potentiels et les experts australiens et syriens de l'Icarda. Actuellement, ces experts dont Jack Desbiolles est uniquement orienté par l'ITGC vers le constructeur public CMA. Plusieurs réunions auraient déjà eu lieu. Cependant nulle trace d'un quelconque semoirs SD à dents made in DZ. L'idéal serait d'ouvrir ces réunions à des artisans et à des jeunes investisseurs de l'Ansej.

Fabriquer des semoirs SD pour réduire les coûts

L'expérience syrienne ayant vu le développement de 8 ateliers de fabrication de semoirs SD, on peut penser que la rencontre entre experts de l'Icarda et investisseurs privés locaux est indispensable. Il est certain qu'en la matière « les premiers arrivés seront les premiers servis ». Il est fondamental pour chaque investisseur potentiel de se positionner car la mise sur le marché algérien des premiers semoirs SD à dents pourrait ringardiser les autres outils aratoires et de semis. En effet, le contexte actuel est à l'augmentation des coûts de mécanisation et du prix des intrants. Déjà, le prix des carburants a augmenté, les engrais devraient suivre.

Semoirs de 2,3 m vendus à 1500 \$

Dans le contexte de la baisse de la rente pétrolière, les subventions publiques en faveur du blé dur ne devraient pas augmenter. Il est même à craindre qu'elles baissent. Le maintien des marges en céréaliculture pourraient alors n'être sauvegardées que par le passage au SD. C'est dire si le marché est conséquent. Actuellement les semoirs syriens de 2,3 m sont vendus (départ usine) à 1500\$.

PERSPECTIVES : ENGRAIS DZ CONTRE SEMOIRS SYRIENS.

Une alternative face au manque criant de semoirs SD à prix abordables pourrait être d'avoir directement recours à la Syrie. En effet, jusqu'en 2012, ce pays a produit 92²⁵ semoirs SD. Certains spécialistes de la construction de ce type de semoirs auparavant installés dans la région d'Alep sont aujourd'hui repliés sur Lattaquié. Nulle doute qu'ils pourraient permettre le redémarrage de la construction de ce type d'engins.

24 Sur google, il suffit de taper « Icarda + seeder + zero-till » pour trouver des photos de semoirs SD, des plans de construction et des conseils de montage. C'est également le cas concernant la transformation de semoirs conventionnels en semoirs SD.

25 Farmer Development and Uptake of Zero Tillage in Mosul Iraq 2006-2014 Jalili S, Fathi G, Fathi Y, Ahmed W, Al-Ghulami M, Kashmoula M Corresponding Author Address : Mosul Neinava Governorate Al-Namrud Corresponding Author Email : sinanjilili@hotmail.com

Jordanie, semoirs SD fabriqués par Rama Group

Reste ensuite l'option jordanienne. Entre la Syrie, l'Irak et la Jordanie, c'est dans ce pays où la production de masse est la plus possible. En effet, dans ce pays ce ne sont pas de petits ateliers, mais un gros industriel (Rama Agriculture Development MFG²⁶) qui produit des semoirs SD à dents suite au transfert de technologie opéré par le Pr Jack Desbiolles.

Trémies installées sur le châssis d'un cultivateur

Qui en Algérie pourrait réaliser de telles importations ? Les candidats potentiels sont PMAT, l'OAIC ou les concessionnaires privés.

Reste une autre option, celle d'importer uniquement les éléments de base permettant de transformer des semoirs conventionnels en semoirs SD. Cette stratégie a été utilisée par les Irakiens avant le développement d'une industrie locale de fabrication de semoirs SD. Avec les événements actuels en Syrie, des céréaliers ont également opté pour cette voie. Il nous semble qu'il pourrait être possible d'installer des trémies à semences et à engrais sur certains outils à dents produits par Tirsam ou PMAT. Ces options méritent d'être étudiées avec l'aide des experts australiens mais également en mobilisant l'extraordinaire vivier de compétences existant dans les universités algériennes et l'industrie sidérurgique locale.

MISER SUR L'UNION EUROPEENNE ?

Le développement du SD pour petits et moyens agriculteurs pourrait également être pris en charge au Maghreb par l'Union Européenne. L'UE a un besoin urgent de stabilité à ses frontières sud.

SD pour la petite agriculture en milieu semi-aride

La pratique du SD constitue un moyen efficace pour développer la petite agriculture en milieu semi-aride non irrigué. C'est le seul moyen qui combine le minimum d'investissement pour une maximisation des rendements en sec. Au Maroc, Algérie et Tunisie les populations rurales concernées sont nombreuses. Face à l'inertie des pouvoirs publics locaux, l'UE aurait tout intérêt à prendre en charge ce dossier. Cela pourrait prendre la forme de micro-financements de l'activité et la formation d'artisans soudeurs intéressés à la transformation de semoirs conventionnels en semoirs SD.

S'inspirer des expériences syriennes et irakiennes

Le mode d'action pourrait s'inspirer des expériences syriennes et irakiennes. Une autre possibilité, complémentaire de la première, pourrait également viser les constructeurs et les concessionnaires publics et privés locaux de matériel agricole. Il s'agirait de mettre ponctuellement à leur disposition des experts de

26 Rama Agricultural Equipment MFG peut être contacté à :
P.O. Box 830327, Amman 11183 JORDAN +962 6
4398012 or +962 5 3826007
thaer.nimer@ramajordan.com

l'Icarda. L'aide de l'UE pourrait en partie passer par l'Icarda. Cependant, il s'agit de dépasser l'approche algérienne où ces experts ne sont dirigés que vers des constructeurs publics parfois peu sensibles à l'innovation. Leur fonctionnement étant encore malheureusement trop souvent bureaucratique. Rappelons que le dernier partenariat signé entre le groupe PMAT et le groupe portugais Galucho porte sur la fabrication d'outils aratoires conventionnels.

L'approche marocaine, un semoir fabriqué par Atmar

Il est à noter l'approche marocaine du SD. Au Maroc, ce sont des ONG françaises (Afdi Touraine, Fert) et un artisan français qui en collaboration avec l'Ecole Agronomique de Meknès et un industriel local développent des semoirs SD à disques. Ceux-ci ont un prix abordable par rapports aux semoirs importés. Cependant, ils sont à disques et non pas à dents.

LE SD, CERTES UN DOSSIER NOUVEAU, MAIS UNE ABSENCE DE VISION STRATEGIQUE

Avec la possibilité de fabrication de semoirs SD à dents, l'Algérie se trouve devant une opportunité extraordinaire. Celle de développer la culture des céréales en conditions non irriguées²⁷ particulièrement au niveau des petites et moyennes exploitations. Le dossier du SD est fondamental car il faut rappeler que la question du SD ne concerne pas seulement les céréales mais également fourrages, légumes secs et oléagineux.

Un dossier en stand-by

Ce dossier peut être qualifié de dossier en stand-by tant les possibilités de transfert de technologie offerte par les experts australiens agissant dans le cadre de l'Icarda ne sont pas saisies par la partie algérienne. Ce jugement peut sembler sévère, mais il est rappeler que de tels échanges initiés en Jordanie ont rapidement abouti à la fabrication en masse de semoirs SD par la firme Rama. On aimerait observer un tel dynamisme de la part de CMA. Mais rappelons, que les opérateurs privés peuvent également bénéficier de ce transfert de technologie. Il est de l'intérêt de groupes tels Tirsam de se positionner au plus vite. La révolution du SD a gagné 90% des céréaliers australiens. Le labour a vécu. A terme, il est condamné même en Algérie. Il est trop cher en temps et en carburant et est synonyme d'érosion. A ce titre, les pouvoirs publics et notamment les agences hydrauliques en charge de bassins versants devraient l'interdire sur les zones les plus sensibles à l'érosion hydrique. Le labour est la cause de l'envasement des barrages.

Pour une information en langue arabe

Le retard de la fabrication de semoirs SD à dents en Algérie et plus généralement au Maghreb peut être

27 La combinaison de l'emploi du SD et de l'irrigation d'appoint est bien entendue possible.

expliquée par la relative jeunesse de l'expérience syro-irakienne. L'information semble n'être pas passée du Machrek au Maghreb. Cette information est souvent rédigée en langue anglaise. Mais cette situation illustre également le manque de vision stratégique de la part des dirigeants agricoles algériens.

Le SD pour sauver les récoltes

Le développement de la production des céréales n'est vu que sous l'angle de la pratique de l'irrigation d'appoint. Ainsi, lors de la sécheresse automnale en 2015, alors qu'une partie des barrages n'était qu'à moitié

remplis, les autorités se sont trouvées dépourvues. Elles n'avaient que le mot d'ordre « d'irrigation d'appoint » à la bouche alors que la plupart des exploitants n'en dispose pas. Or, une bonne partie des semis auraient pu être sauvés si l'implantation avait été réalisée à l'aide de semoirs SD à dents. Espérons, que cette alerte aura servi de leçon... (honnêtement, nous en doutons).

APRES LES CHUTES DE NEIGE

QUELLE RECOLTE DE CEREALES CETTE ANNEE ?

ALGERIE : APRES LES CHUTES DE NEIGE QUELLE RECOLTE DE CEREALES CETTE ANNEE ?

Djamel BELAID 13.03.2016

La presse nationale se réjouit des dernières chutes de neige. L'avis est quasi général, cette neige augure d'une récolte de céréales de bon niveau. Même si les plus septiques craignent d'éventuels coup de sec en fin de saison. Et les commentateurs d'aller de bon train conseiller de développer l'irrigation des céréales. Si l'irrigation est une solution, elle n'est pas la seule. Mais dans la presse, sur ce sujet agricole, comme pour le football, chacun se prend pour le sélectionneur national. Voyons les choses de plus près.

LES AUSTRALIENS N'IRRIGUENT PAS LEUR BLE

Contre la sécheresse, les céréaliers australiens ne donnent pas priorité à l'irrigation. Ils préfèrent des techniques de travail du sol économisant l'eau du sol. Et cela leur réussit. Plus de 90% de ces agriculteurs ont arrêté le labour pour adopter la technique du semis direct. Il s'agit de semer les céréales avec des semoirs particuliers. Ceux-ci ne travaillent le sol que sur quelques centimètres de profondeur juste au niveau où est déposée la semence. Ainsi, le sol n'étant pas retourné, il garde mieux son humidité et chose étonnante permet une meilleure infiltration des eaux de pluie.

Les avantages du non-labour ou Zero-Till (ZT), abréviation de zero-tillage comme disent les anglosaxons sont nombreux. Le premier est de sécuriser les rendements même en cas de déficit en pluie. Par ailleurs, les coûts de travail du sol sont réduits de même que diminuent les risques d'érosion.

L'Australie est un pays aussi sec que l'Algérie. Si cette option est massivement choisie c'est qu'elle est intéressante. Rappelons au passage que l'Australie est un pays exportateur de céréales.

Aussi, les commentateurs dans la presse nationale devrait s'informer au lieu d'écrire des inepties. L'un d'eux écrivant même qu'en Algérie, « l'irrigation est la seule alternative ». Nous ne citerons pas de nom, mais que chacun reprenne les principaux titres nationaux.

Mais, il y a plus grave encore. Certains responsables agricoles de wilayas abondent dans ce sens. Approchés par les journalistes, ces responsables locaux n'ont que

comme explication au risque de disette le manque de pluie. Que des agriculteurs ne soient pas au courant de techniques nouvelles, certes; mais que des responsables reprennent à leur compte ces contre vérités est inquiétant. Surtout lorsque le baril de pétrole se situe autour de 30\$.

ENVOYER JOURNALISTES ET CADRES AGRICOLES EN AUSTRALIE ?

Faut-il donc envoyer en « learning trip » nos journalistes et cadres agricoles en Australie voir les succès de la céréaliculture locale ? La question mérite d'être posée. Cette non actualisation des connaissances de cadres du MADR doit être soulignée. Car elle se répercute directement sur la production nationale de céréales. On aimerait également entendre les « 400 ingénieurs agronomes de l'OAIC » qu'évoquait récemment le Ministre de l'Agriculture. Eux qui dans les CCLS sont les premiers au contact des producteurs, ont-ils entendu parler du zero-till ? Ont-ils mené en collaboration avec l'université et les instituts techniques des essais ? Leur tutelle a-t-elle envoyé une mission d'expertise ? Existe-t-il des relations entre l'OAIC et l'ICARDA ce centre international de recherche agricole en régions sèches ? Ce centre auquel adhère l'Algérie possède d'éminents spécialistes australiens qui viennent régulièrement en Algérie.

En un mot, pourquoi le progrès agronomique en matière de culture en sec avance si peu lentement localement ? Oui, lentement car le zero-till commence à être connu d'une poignée de grosses exploitations. Celles-ci le pratiquent en ayant importé de lourds semoirs ZT. Mais le challenge est de démocratiser cette technique au fellah en lui offrant la disponibilité en des outils adaptés. Car des semoirs ZT pour petites et moyennes exploitations existent. Etonnament ils sont d'origine syrienne, irakienne ou jordanienne. Il en existe également de marque turque et iranienne.

POUR DES VOYAGES D'ETUDES A SETIF

Aller « chercher le savoir en Chine » coûte cher, nous serions donc plus enclin à envoyer nos élites agricoles et journalistiques à Sétif. Pourquoi les faire aller goûter l'eau de Aïn Fouwara ? Car, à Sétif se trouve une station de recherche ITGC où se trouve ces fameux semoirs ZT australiens et syriens.

Algérie: possibilités locales de fabrication de semoirs pour semis-direct.

Faire appels aux petits constructeurs privés.

ALGERIE: POSSIBILITES LOCALES DE FABRICATION DE SEMOIRS POUR SEMIS-DIRECT.

Djamel BELAID 4.03.2016.

En Algérie, l'implantation de céréales, fourrages, légumes secs et oléo-protéagineux par l'intermédiaire du semis direct (SD) s'avère très prometteuse. Si de grosses exploitations se sont déjà équipées en semoirs importés d'Europe ou du Brésil, les petites exploitations sont démunies face aux montants de l'investissement à consentir. Construire localement des semoirs de petites tailles est possible. Mode d'emploi.

PRINCIPES DE BASES DU SEMOIR SD

Dès 2008, grâce à l'aide d'experts australiens agissant dans le cadre de l'ICARDA, la construction de semoirs SD a été lancée en Syrie, Jordanie puis Irak. Ces modèles sont inspirés du semoir australien de marque John Shearer. Il s'agit de modèles à dents (voir la documentation en fin d'article).

Une dizaine de dents sont installées sur un bâti composé de trois poutres en acier. Contrairement à un alignement sur une seule poutre, ce type de disposition permet d'éviter l'accumulation de paille sous le semoir. Les dents sont munies de ressorts leur permettant de se relever en présence d'obstacles.

Les dents comprennent un renforcement spécifique qui limite leur usure. Chaque dent est munie à l'arrière de deux tubes d'acier sur lesquels viennent se fixer les tubulures de descente en provenance de la trémie du semoir. Les dents présente un minimum de largeur permettant la réalisation d'un sillon d'une profondeur de 7 à 8 cm.

Fixées sur ce bâti sont installées deux trémies : une pour les semences et une pour les engrais. Ces trémies sont fixées relativement haut afin de faciliter la descente des semences et des engrais dans les tubulures.

A l'arrière du bâti sont fixées des dents plumbeuses. Elles ont pour rôle de rappuyer le sol juste au dessus

des semences. L'étroit contact sol-graines ainsi créé permet à celle-ci de profiter au maximum de humidité du sol. La présence de sillons de 7 à 8 cm derrière chaque dent permet de collecter l'eau de pluie et de la diriger vers les graines. Ainsi, il est permis d'assurer un maximum de levée à l'automne.

REALISATION PRATIQUES, CAS DU MATERIEL PMAT

La fabrication de semoirs SD peut se faire deux façons. Une construction à partir d'un modèle sur papier ou en transformant un semoir conventionnel en semoir SD. C'est cette deuxième option que nous nous proposons d'explorer à partir du matériel fabriquer par le groupe PMAT. Ce groupe fabrique en effet des semoirs conventionnels et des cultivateurs de 7 à 11 dents. Il nous semble qu'à partir de ces deux engins il est possible de fabriquer un semoir SD. En effet, le cultivateur possède des dents avec ressort.

L'idée est de positionner, en la soudant, la trémie et les tubulures de descente du semoir au dessus du cultivateur à dents. Il s'agit également de repositionner les roues du semoir sur le bâti du cultivateur et d'ajuster les chaînes d'entraînement à la longueur désirée afin d'obtenir un débit proportionnel à l'avancement.

Il est nécessaire de souder derrière les dents du cultivateur des tubes en acier afin d'y fixer les tubulures de descente des semences puis celles de l'engrais. Les semoirs PMAT ne permettant pas de localiser les engrais de fonds (P – K), il s'agit donc d'équiper le bâti d'une deuxième trémie avec un système de distribution. Bien qu'apportant un net avantage, la distribution localisée des engrais n'est pas obligatoire pour de premiers prototype. Mais à terme, elle s'avère indispensable²⁸.

La dernière opération concerne la fabrication de roues

²⁸ Pour les détails concernant la trémie à engrais des semoirs SD, on consultera l'abondante documentation en ligne sur internet notamment à partir des mots clé : « Icarda + seeder + zero till ».

plombeuses et leur fixation à l'arrière du bâti. A noter que certains semoirs n'ont pas de telles roues mais uniquement une chaîne d'une dizaine de centimètres terminée par une plaque d'acier de 5 cm de diamètre. Sans remplacer totalement l'effet positif des roues plombeuses, un tel dispositif présente le mérite de remuer la terre au fond du sillon derrière chaque dent.

VERS D'AUTRES PERSPECTIVES

L'opération de transformation d'un cultivateur PMAT en semoir SD nécessite de renforcer le bâti et d'opérer des réajustements suite à de premiers essais sur le terrain. Ces opérations sont à la portée de tout artisan possédant du matériel de découpe et de soudure de l'acier.

Cette transformation peut être demandée à l'initiative d'un agriculteur et réalisée par un artisan soudeur. L'intérêt d'une telle option consiste dans la proximité des deux opérateurs et des aller-retour indispensables afin de perfectionner le prototype.

Outre l'avantage de semer sans labourer et donc d'économiser sur le carburant, le SD permet de semer en sec dès le mois d'octobre. Il est ensuite possible de développer une activité d'entreprise agricole et de semer les terres de ses voisins. De tels semoirs sont capables de semer tout type de céréales, et de fourrages, notamment les mélanges de vesce-avoine ou de triticale-pois. Il est également possible de semer des légumes secs (lentilles, pois-chiche, fève et féverole) ainsi que des oléagineux dont le tournesol.

Ce type de semoir peut également être construit par des investisseurs désirant développer uniquement le semis chez autrui ou vendre des semoirs. En Syrie, ce sont pas moins de 8 ateliers de semoirs SD qui se sont ouverts à partir de 2008. Puis cela a été le cas de la Jordanie et enfin de l'Irak.

En Algérie, ce type de fabrication pourrait être également le fait de concessionnaires en matériel agricole ou de grands ateliers fabricants déjà du matériel agricole ou de transport.

Un candidat tout désigné à la fabrication de semoirs SD est bien sûr le groupe PMAT.dz qui dispose de moyens considérables et d'une base technique. Il est à espérer que ce modèle de semoirs SD proposé par l'ICARDA soit repris également au niveau du département de machinisme tel celui de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie et de tout autre établissement lié à l'agriculture ou les fabrications mécaniques.



UNE DOCUMENTATION EN LIBRE ACCES SUR INTERNET

Les experts australiens travaillant à Alep (Syrie) dès 2005 ont importé un modèle de semoir SD à dents de fabrication John Shearer. Il en existe un exemplaire au niveau de la station ITGC de Sétif. On aurait pu penser que ces experts australiens poussent à l'achat de matériel australien. Ce n'est pas le cas. Ils ont permis à des Syriens, Jordaniens et Irakiens de s'inspirer des ces semoirs pour fabriquer des modèles locaux. De ce fait, des ingénieurs, artisans et agriculteurs ont collaboré à la mise au point de prototypes. De là ont découlé de nombreux articles en libre accès sur internet de même que des photos et des vidéos.

Aussi, nous recommandons à chaque personne de rechercher cette documentation actuellement en ligne. Un des spécialiste australien, le Pr Jack Desbiolles a particulièrement publié sur le sujet. Nous recommandons en particulier le rapport détaillé qu'il a dirigé : « The Practical Implementation of Conservation Agriculture in the Middle East » Stephen Loss · Atef Haddad · Jack Desbiolles · Harun Cicek · Yaseen Khalil · Colin Piggin · Technical Report · Jul 2015.

Parmi les nombreuses vidéos nous recommandons celle de Mr Sani Jalili ; elles permettent de montrer les différentes étapes de réalisation d'un semoir SD.

ALGERIE, REDUIRE LES SUBVENTIONS AUX CEREALIER SANS TOUCHER A LEUR REVENU.

Conserver ou d'améliorer le revenu sans augmentation des subventions.

ALGERIE, REDUIRE LES SUBVENTIONS AUX CEREALIER SANS TOUCHER A LEUR REVENU.

Djamel BELAID 1.04.2016

La baisse de la rente pétrolière réduit les moyens financiers des pouvoirs publics. A terme, cette baisse ne peut que se traduire sur le niveau des subventions versées au secteur céréalier. Comment pour la puissance publique réduire ces subventions où ne plus les aligner sur l'inflation sans pénaliser la production?

REGIONALISER LES SUBVENTIONS

Une première solution serait de régionaliser les subventions à la production céréalière. Il existe en Algérie des régions céréalières à fortes potentialités. Les sols y sont profonds et la pluviométrie plus régulière. C'est notamment le cas à l'Est du pays ou dans la région de Tiaret. Lorsque en culture non-irriguée les rendements sont de l'ordre de 40 qx/ha, faut-il continuer à verser la prime de 1 000 DA/qx pour le blé dur? Ne faudrait-il pas la maintenir aux céréaliers installés sur des terres plus ingrates? Il s'agit en effet d'encourager ces derniers à intensifier la conduite de leurs céréales. Le risque est qu'ils donnent la priorité à l'élevage ovin plus rémunérateur.

PERSONNALISER LES SUBVENTIONS

Un autre moyen est de personnaliser les subventions selon les exploitations. Pour une même région, un céréalier produisant sur 100 hectares reçoit plus de subventions qu'un céréalier produisant sur 15 hectares. La solution serait de n'attribuer, par exemple, la prime blé dur qu'aux seuls premiers 300 quintaux²⁹ livrés à l'organisme collecteur. Malgré un montant réduit de subventions au secteur céréales, les pouvoirs publics assurent ainsi une aide aux exploitations et aux familles les plus fragiles. Cette façon de faire est notamment

développée par les récentes versions de la Politique Agricole Commune (PAC) en Europe.

Nombre de grandes et moyennes exploitations ont acquis ces dernières années un équipement matériel qui leur permet de réaliser des travaux agricoles vers des exploitations démunies. Cette prestation de services agricoles leur assure des revenus dont il s'agit de tenir compte et qu'il est possible de développer – notamment par le développement du non-labour avec semis direct.

ASSURER UN FILET DE SECURITE TECHNIQUE

Pour la puissance, réduire le montant des subventions céréalières – ou ne pas les augmenter à l'avenir – nécessite de ne pas s'aliéner les céréaliers et leur capacité à réduire les importations.

Céréaliers, leur attribuer des postes de techniciens

Afin d'aider les céréaliers à modifier leur façon de produire plus et mieux, il s'agit de les accompagner par l'attribution de postes budgétaires de techniciens de terrain. Mais pour plus d'efficacité, il s'agit de laisser les associations de céréaliers gérer eux mêmes le recrutement de ces techniciens.

Il serait intéressant de s'inspirer des GDS. En France, les Groupements de Défense Sanitaires (GDS) sont des structures regroupant des éleveurs. Ils cotisent à raison d'un euro par tête de bétail et les pouvoirs publics leur allouent une subvention qui permet de recruter du personnel technique (techniciens d'élevage, vétérinaire).

Céréaliers assurer un gain de productivité

La solution pourrait être d'offrir à ces céréaliers un saut technologique leur assurant un gain de productivité. Ce saut est possible grâce au développement du non-labour avec semis direct. Outre une meilleure régularité des rendements en sec, il permet de réduire les charges de mécanisation³⁰ mais aussi celle des postes semences et

29 Il s'agit là d'un exemple. Ce chiffre est à affiner. Il pourrait être modulé selon les zones céréalières.

30 Des céréaliers locaux affirment semer 6 fois plus vite avec cette technique. D'autres en Syrie expliquent emblaver 4 fois plus de surfaces avec la même quantité de

engrais.

Importer temporairement des semoirs pour semis direct

En absence de production locale de ce type de semoirs, il s'agit donc de faciliter l'importation de semoirs pour semis direct (SD). Nombreuses sont en effet les grosses exploitations céréalières intéressées par ce genre d'engins. Ils permettent en effet d'implanter les cultures 6 à 10 fois plus vite. Certaines ont déjà abandonné le labour. La récente hausse du prix des carburants et celles à venir ne pourront que favoriser cette tendance.

Produire massivement le semoir Boudour

Pour les petites et moyennes exploitations, il s'agit de rendre disponibles ce genre d'engins. La solution passe par l'importation de modèles de semoirs SD tels ceux développés en Syrie, Irak et Jordanie par les experts australiens au sein de l'Icarda. Mais l'idéal serait leur production locale par CMA³¹ et des investisseurs locaux privés.

ASSURER UN FILET DE SECURITE EN TERME DE MARCHE

Toujours afin de ne pas s'aliéner les gros céréaliers, les pouvoirs publics pourraient basculer une partie des subventions céréalières vers les protéagineux, oléagineux ou légumes secs.

Tendance aux rotations trop courtes

Actuellement afin de maximiser leurs profits, bon nombre d'exploitations céréalières ont tendance à pratiquer des rotations courtes. Le blé dur revient souvent sur les parcelles. Cette pratique favorise le développement d'une flore adventices et de ravageurs spécifiques des céréales. Encourager les céréaliers à développer des oléagineux tels le tournesol ou le colza permettrait de réduire les importations. Il en est de même avec la production de pois fourrager ou de fêverole qui peuvent concourir à réduire les importations de soja. Ces dernières années, en matière d'oléagineux et de protéagineux, les variétés et les techniques ont évolué en milieu semi-aride. Au Maroc, les surfaces semées en tournesol ont progressé.

ASSURER UN FILET DE SECURITE EN TERME DE MARGES

Il est également possible de réduire le montant des subventions des céréaliers sans toucher à leur revenu. La solution passe par le développement des activités des transformations de céréales à la ferme ou du moins dans des groupements de producteurs. Les statuts des CCLS devraient pouvoir leur permettre de disposer de filiales³² - sous statut privé ou non - chargées des

carburant.

31 CMA Sidi Bel Abbès a construit un prototype actuellement à l'essai (le semoir Boudour).

32 Le staff de direction de l'OAIC devrait étudier l'évolution des coopératives céréalières paysannes françaises.

activités de transformation. Les agro-industriels de la première transformation (farine, semoule, aliments du bétail) et ceux de la deuxième transformation (couscous, pâtes alimentaires, pain et biscuits) réalisent de confortables marges. Les céréaliers qui sont les producteurs de grains sont actuellement tenus à l'écart de toute transformation. Toute mesure en leur faveur – aide à l'équipement matériel, compensations financières liées au soutien du prix des céréales – ne pourrait que protéger leur marge financière et donc le revenu des exploitations.

DECIDEURS, FAIRE TOURNER LES ORDINATEURS DE MODELISATION

Afin de réduire la charge des subventions agricoles sur le budget de l'Etat, des solutions existent. A condition d'être mûrement réfléchies, celles-ci peuvent être prises sans que le revenu des exploitations ne soit remis en cause.

Subventions selon la région ou la taille des exploitations

On peut penser à une ré-orientation des subventions selon la région ou la taille des exploitations, à des mesures techniques innovantes ou liées à la promotion de productions très fortement déficitaires ou à des mesures liées aux marges.

Subventions, des effets d'aubaine

On ne peut continuer à distribuer des subventions agricoles sans discernement comme cela est le cas également pour les subventions liées au soutien des prix alimentaires. Une telle pratique développe des effets d'aubaine. Réduire le montant des subventions ou moins les augmenter ne peut que pousser à l'innovation. On n'évolue que sous la contrainte.

Pousser à l'innovation

Mais pousser à l'innovation implique un meilleur management de l'encadrement institutionnel. Par exemple, au conseil d'administration d'organismes tels l'ITGC ou l'OAIC devraient figurer des représentants³³ de l'amont et l'aval.

Dans les CCLS, le représentant du conseil de gestion devrait pouvoir apposer sa signature à côté de celle du directeur pour toute décision importante. Il s'agit également de réfléchir à des CCLS

Dominance du « centralisme administratif »

Au « centralisme administratif », il s'agit de préférer le principe de subsidiarité. Comme « rien ne tombe du ciel », aux céréaliers, cadres de terrain et patriotes de terrain de pousser en faveur de mesures pour lever les différents goulots d'étranglement.

33 Il doit s'agir de représentant démocratiquement élus par leurs pairs et participant au financement de ces structures par un pourcentage minime prélevé sur chaque quintal de céréales.

Au niveau du gouvernement mais également dans leur ministère respectif, les Décideurs peuvent prendre des mesures novatrices à zéro dinars d'effet sur le budget de l'Etat. A eux de faire tourner les logiciels de modélisation. Existents-ils au niveau du MADR et de l'OAIC ?

Algérie, up-grading des Sukhoi, T-62 mais également de nos semoirs à blé.

L'intolérable attentisme de la filière céréales.

ALGERIE, UP-GRADING DES SUKHOI, T-62 MAIS EGALEMENT NOS SEMOIRS A BLE.

ALGERIE, LOW-COST UPGRADING CONVENTIONAL SEEDERS

Djamel Belaid. 4.04.2016

La lecture de sites spécialisés montrent les efforts réalisés par l'ANP afin de régulièrement moderniser le matériel militaire dont elle a la charge. Ces opérations sont réalisées avec le concours de constructeurs russes ou de spécialistes algériens. Il s'agit d'opérations courantes dans toutes les armées du monde. L'armée arabe syrienne a récemment up-grader des Mig, des Sukhoi et des ... semoirs à blé. Les nouveaux semoirs permettent de meilleurs rendements même en milieu semi-aride. En Algérie, dans l'immédiat, up-grader des semoirs n'est pas d'actualité. Retour sur un raté.

CEREALES, DE NOMBREUX RATAGES ET LENTEURS

En Algérie, s'il existe des ratages en matière agricole, la culture des céréales en est l'exemple type. Il ne s'agit pas de tomber dans la critique gratuite mais d'essayer d'analyser nos erreurs en tant que partie prenante de la filière. Nous n'avons par exemple que trop tardivement pris l'option de l'irrigation d'appoint.

En matière de céréales non-irriguées,

- nous ne savons pas proposer aux agriculteurs des outils efficaces pour implanter les cultures à moindre coût.
- nous ne savons également pas optimiser l'utilisation des engrais dans l'environnement semi-aride ni sur le plan du management responsabiliser les producteurs au niveau de réelles coopératives céréalières paysannes.

Par contre des progrès énormes ont été réalisés en moyens de traction, de semences certifiées, de traitement phyto-sanitaire, de récolte ou de stockage. Comment expliquer ces progrès si inégaux ?

D'AGRONOMIE

L'analyse des handicaps naturels de l'agriculture algérienne a été récemment réalisée par l'agro-économiste Omar Bessaoud.

Méconnaissance des nouvelles techniques en milieu semi-aride

Concernant les choix techniques, sans prétendre à être exhaustif, on peut citer le tropisme de l'agronomie locale vers les techniques qui ont cours en milieu tempéré (Europe et principalement en France). L'Australie, l'Espagne ou même le Maroc sont de biens meilleurs exemples. Cela, du point de vue des solutions imaginées dans les conditions de déficit hydrique auxquelles sont confrontées ces pays.

Insuffler le sens de l'entrepreneuriat

Enfin, on peut mentionner la barrière entre l'acquisition de références agronomiques locales et leur mise en application sur le terrain. A ce titre, on peut se demander s'il ne faudrait pas plus insuffler le sens de l'entrepreneuriat aux élites agronomiques de nos universités. Nombre d'universitaires pourraient créer des entreprises afin de développer le résultat de leurs recherches.

LOURDEUR DE LA CONSTRUCTION PUBLIQUE NATIONALE

Le secteur de la construction de matériel agricole (public et privé) est envié des pays voisins au nôtre. Les avancées sont notables :

- montage ou fabrication sous licence de tracteurs et moissonneuse-batteuse,
- conception de remorques agricoles, de citernes, de pulvérisateurs pour produits phytosanitaires, matériel pour ateliers d'aliments du bétail, tank réfrigérés, ... etc.

Cette liste – non exhaustive – aurait de quoi rassurer les plus pessimistes. Cependant, nous ne sommes pas rassurés. Une analyse fine de ce secteur de la construction pourrait révéler les retards dans la conception d'outils d'implantation des cultures – dont les fameux semoirs – mais également concernant la récolte des fourrages, ou des pommes de terre. Et quand parfois, du matériel est conçu localement, les quantités

produites sont insuffisantes.

Absence d'interactivité fabricants-agriculteurs

Le plus inquiétant également est l'absence d'interactivité fabricants-agriculteurs. Ainsi, si la société publique STF permet d'équiper les exploitations en un matériel rustique et abordable de traitement phytosanitaire, il s'agit maintenant de faire évoluer ce matériel. La production locale semble figée comme si cette entreprise n'avait pas de capacités propres de conception.

Galucho, des outils d'un autre âge

Alors que les agriculteurs ont besoin de matériel permettant d'innover en matière de culture en sec, l'industrie locale n'a que la traditionnelle charrue à proposer. Le groupe PMAT a même signé un accord avec la firme Galucho pour produire ces outils d'un autre âge et pratiquement abandonnés par les céréaliers australiens ou ceux du sud de l'Espagne. C'est un peu comme si il était proposé aux consommateurs mélomanes des tourne-disques ; les plus anciens se rappelleront des modèles Made in DZ dit « jerrycane » des années 70.

Absence de veille technologique et d'adaptation

Le jugement porté sur le secteur de la construction de matériel agricole peut paraître sévère, mais les défis à relever sont énormes : arriver à plus d'auto-suffisance alimentaire et de plein emploi. Cela implique avant tout veille technologique et adaptation. D'autant plus que la production nationale est concurrencée par l'importation. Dans la presse, Mr Salah Attouchi, PDG du groupe PMAT, se plaignait du tort fait à la production locale par un recours immodéré à l'importation.

CONCESSIONNAIRES PRIVÉS, PREFERENCE A L'IMPORTATION

On aurait pu penser que le développement de concessionnaires privés chargés de l'importation de matériel agricole aurait pu solutionner cette question des semoirs à blé. Mais non. Certes, malgré la destruction d'emplois qu'ils causent à l'économie nationale – certaines usines n'ont pu maintenir un plan de charge que grâce à des commandes émanant du ministère de l'intérieur destinées aux collectivités territoriales - les concessionnaires ont à leur actif quelques belles réalisations. A cet égard, il serait intéressant que des mémoires d'étudiants se penchent sur cet apport à l'agriculture nationale. Ce sont des concessionnaires qui, par exemple, ont permis d'introduire en Algérie les round-balleurs et la technique de l'enrubannage des céréales. En matière de semoirs pour semis direct, l'importation a permis la dotation à quelques grosses exploitations d'engins modernes mais de trop grosses tailles et de trop grande sophistication pour les petites et moyennes exploitations.

UP-GRADER LES SEMOIRS A BLE, MODE D'EMPLOI

L'urgence est donc à mettre à la disposition des petits et moyens céréaliers ce type de semoirs³⁴. Ils constituent une véritable révolution. Un peu comme l'optronique peut rendre bien plus performant notre aviation, nos chars et nos transport blindés de troupes. En effet, avec un semoir pour semis direct, plus besoin de gaspiller son temps et son fuel en travaux longs et inutiles, voire néfastes. Il est aujourd'hui démontré que le labour assèche le sol. En Australie, près de 90% des céréaliers l'ont abandonné.

Up-grader nos semoirs conventionnels CMA-SOLA

Up-grader nos semoirs conventionnels pourrait être possible en suivant la démarche des agriculteurs irakiens. Ne disposant pas, avant 2012, de la petite industrie syrienne de production de ce type de semoirs, ils ont produit de concert avec des artisans locaux, des kits de modernisation de leurs semoirs. Ces semoirs peuvent être tirés par les tracteurs de 65-80 chevaux équipant les agriculteurs locaux. Cette production a été rendue possible par l'aide d'experts australiens basés dès 2005 à la station agronomique d'Alep et agissant dans le cadre d'un projet de l'Icarda.

OAIC, importation de 24 semoirs inadaptés

Selon, les types de semoirs les plus répandus en Algérie, il pourrait être possible de produire de tels kits et de vulgariser les nouvelles façons de faire auprès des agriculteurs, CCLS et entrepreneurs de travaux agricoles. Il s'agit-là d'une démarche participative bien différente de celle de l'OAIC. Cet office, ayant pris connaissance de la technique du semis direct, a importé d'Europe une vingtaine de ces semoirs afin d'équiper les CCLS. Mais il s'agit de gros engins nécessitant de gros tracteurs. Or, ceux-ci sont parfois non disponibles et dans certains cas, les semoirs importés sont restés plusieurs mois dans leur emballage d'origine sur palettes.

Premier prototype de semoir pour semis direct

Une première étape dans le up-grading doit concerner, sur la base du volontariat, les semoirs conventionnels des agriculteurs. L'intérêt réside aussi dans le fait que les semoirs ainsi modifiés pourraient être tirés par les tracteurs de moyenne puissance situés sur les exploitations. Cette première étape permettrait d'attendre la mise au point de semoirs pour semis direct par l'entreprise publique CMA Sidi-Bel-Abbès. Un premier prototype aurait été réalisé en collaboration avec des ingénieurs de l'ITGC et Jack Desbiolles, un des experts australiens de renommée mondiale auparavant basé à Alep. Ce semoir serait actuellement à l'essai chez un agriculteur. A ce propos, il est injuste que des investisseurs privés ne soient pas invités aux

34 Une autre solution peut consister à adapter les semoirs CMA-SOLA à double spire au semis direct.

réunions de travail avec les experts australiens.

ALLER VERS LA DEMARCHE CLUSTER

Des entreprises publiques ou privées telles CMA, Tirsam, Djoudi Métal ou la Base Centrale Logistique de l'ANP à Blida possèdent de grandes capacités d'ingénierie, de conception assistée par ordinateur (CAO), de découpe laser de l'acier ou de soudage moderne.

Associer les artisans soudeurs comme en Syrie

Ces capacités dépassent de bien loin les faibles moyens des 8 petits ateliers autour d'Alep (Syrie) qui avant 2012 ont pourtant permis d'up-grader plus de 92 semoirs. Et cela pour le plus grand bien des agriculteurs dont certains ont été associés à la conception et à l'évolution de versions ultérieures. La même démarche a été suivie à Mossoul et à Irbil (Irak), en Jordanie et s'est même propagée jusqu'en Iran. En Palestine, quelques paysans utilisent des semoirs syriens. En Iran, une production locale a démarré et des étudiants en thèse sont même encadrés par des experts australiens.

Qu'attendons nous ?

Qu'attendons nous, nous qui sommes en paix. Alors que chacun connaît les événements tragiques de Syrie et d'Irak. En 2014, le Pr Jack Bisbilles déclarait dans la presse australienne « Iraqi farming was about 30 years behind Australia³⁵ » l'agriculture irakienne se trouve à 30 années derrière celle de l'Australie. En la matière, nous nous situons derrière l'Irak alors qu'un seul organisme tel l'OAIC compte 400 ingénieurs agronomes. C'est dire le chemin à parcourir mais aussi les potentialités existantes pour arriver au niveau technique des céréaliers australiens.

« Iraqi farming was about 30 years behind Australia »

Afin de faire progresser ce dossier, il ne s'agit pas simplement de faire pleuvoir des pétro-dinars sur le secteur agricole.

Initier une production autonome avec des acteurs ruraux

Il s'agit plus de management. Il s'agit de réunir, dans des pôles d'excellence régionaux, les compétences locales de la filière : artisans, industriels (publics ou privés), chercheurs et agriculteurs. Comme en Syrie et Irak, une production locale de semoirs modernes peut ainsi être développée. Une production autonome initiée par des acteurs locaux ruraux. Une production indépendante de décisions administratives centralisées

35 « Visitors from Iraq and Korea are heading to the Mallee Machinery Field Days at Speed to learn about Australian farming techniques ». Kate Dowler July 30, 2014 The Weekly Times

dans la capitale. Une production dépendant d'artisans locaux et non pas d'ingénieurs aux moyens limités par une bureaucratie tatillonne et qui parfois sont affectés par leur administration à d'autres tâches ; quand ce n'est pas eux mêmes qui évoluent vers d'autres horizons. Associer des agriculteurs et des artisans soudeurs ruraux est un gage d'implantation certaine de cette technique dans nos campagnes.

Quel rôle pour l'ANP ?

A plusieurs reprises dans l'histoire récente l'ANP a apporté sa part au développement du pays ou à l'amélioration de la situation de populations menacées par les intempéries. La situation est si grave, et l'immobilisme si pregnant que concernant la modernisation des semoirs à céréales, l'ANP pourrait intervenir en apportant une aide matérielle à des groupes d'ingénieurs, d'artisans, d'investisseurs et d'agriculteurs souhaitant suivre les exemples australiens, syriens et irakiens.

CMA, une position attentiste

On ne peut en effet se satisfaire du seul rôle de CMA. Le dossier est urgent et par ailleurs requiert la participation des premiers concernés. Par ailleurs, les sols et les conditions climatiques étant différentes d'une région à une autre, un seul modèle de semoir ne peut convenir. C'est à des groupes locaux de tester différents prototypes dans leurs conditions régionales. Ces conditions sont nettement différentes en Mitidja, dans le Constantinois, à Msila ou sous pivot saharien en sol sableux. Si aucune institution civile, association ou ONG n'est capable d'impulser un tel dossier, à l'ANP d'envisager de mettre à disposition de groupes intéressés quelques cadres, un local, des moyens pour découper l'acier et un poste à souder. Ce sera ensuite l'expertise des paysans et des ingénieurs de terrain d'orienter les modifications éventuelles sur les premiers semoirs construits. Ainsi, il sera possible, comme en Australie, de tracer, à moindre frais, des sillons collecteurs d'eau de pluie et d'y placer semences de céréales et engrais. Car actuellement nous ne savons pas le faire. Cela semble simple, mais pourtant nécessite un minimum de bon sens et de connaissances en sidérurgie pour, par exemple, usiner les meilleurs types de pointes de dents selon le sol concerné. Une semence non mise dans des conditions optimum de germination et levée équivaut à une récolte diminuée dès le départ.

L'équivalence d'une division blindée

Ce dossier semoirs pour semis-direct devrait permettre d'améliorer les cultures de céréales, fourrages, légumes secs et oléagineux. A ce titre, il est capital. Une population bien nourrie, c'est un problème en moins à gérer. Face au contexte régional, l'upgrading de notre flotte de semoirs à blé, équivaut à acquérir une nouvelle division blindée. Ce dossier montre également que le développement de la céréaliculture algérienne ne doit

pas seulement s'inspirer de ce qui se fait sur l'autre rive de la Méditerranée. Il s'agit de maintenir une veille technologique constante sur ce qui se passe également dans les autres régions agricoles semi-arides du monde et particulièrement en Australie et au Moyen Orient.

ALGERIE, LA GUERRE DU LAIT.

ALGERIE, LA GUERRE DU LAIT. LES ELEVEURS LAITIERS DEPOSEDES DE LEUR OR BLANC.

ALGERIE, LA GUERRE DU LAIT. LES ELEVEURS LAITIERS DEPOSEDES DE LEUR OR BLANC.

Djamel BELAID 12.02.2016

Depuis plusieurs années, les pouvoirs publics ont considérablement investis dans la filière lait. Les subventions publiques accordées aux éleveurs sont notables. Les prix du lait sont garantis. Collecteurs et laiteries se voient attribuer des subventions. Pourtant les éleveurs se plaignent d'une activité de moins en moins rémunératrice. Pourtant des solutions existent.

UN MARCHÉ LOCAL CONVOITE PAR LES OPERATEURS PRIVÉS LOCAUX ET ETRANGERS

Depuis quelques années, en Algérie, le marché de la transformation des produits laitiers est en pleine expansion. Il s'agit d'un marché caractérisé par de nombreux opérateurs de petite taille dans le quel émerge quelques grosses entreprises locales. Certaines d'entre elles ont été reprises par des opérateurs étrangers. C'est le cas des Laiteries Djurdjura rachetées par Danone ou de l'entreprise Priplait rachetée ce mois-ci par Promasidor Djazaïr, entreprise d'origine sud-africaine.

Il s'agit souvent d'entreprises situées dans des pays où le marché est mature et où les seules possibilités de profit se situent au de la zone d'influence traditionnelle. Souvent de telles entreprises se doivent de rassurer leurs actionnaires par le versement de dividendes toujours plus élevés que leurs concurrents.

Dans le cas algérien, ces investissements étrangers sont intéressants. Ils apportent une partie de savoir faire technique et managérial. Promasidor possède une réelle expérience du packaging et de la diversification des produits laitiers. Idem quant à Danone, mais ce dernier apporte également son expertise dans le suivi technique des éleveurs.

AUGMENTER LE TAUX DE VALEUR DES EXPLOITATIONS LAITIÈRES

Une des solutions au problème récurrent de revenu des éleveurs consisterait à augmenter la production laitière de chaque exploitation. Cependant, les freins sont nombreux : absence d'autonomie fourragère d'un grand nombre d'exploitations et faible niveau technique des éleveurs. Une autre voie, n'excluant pas la première,

consisterait à ce que les éleveurs augmentent le taux de valeur de leur activité. En effet, la production intensive à elle seule ne crée pas de valeur ajoutée. Cela passe pour les éleveurs par l'appropriation de la capacité à transformer leur production laitière³⁶.

En effet, actuellement, ils livrent leur lait à des collecteurs officiels et/ou développent des stratégies de commercialisation parallèle en vue de bénéficier de prix plus intéressants. Ainsi, se développe une vente de lait frais par l'intermédiaire de détaillants urbains. Parfois, des éleveurs possèdent même des points de vente en milieu urbain sous forme de crémeries. Ils y réalisent la vente de lait frais et développent également une transformation artisanale. Il s'agit d'éleveurs commerçants.

A la place de ces stratégies individualistes, la solution la plus efficace afin d'absorber le maximum de lait serait de développer des ateliers semi-industriels de transformation du lait.

HARO SUR LES COOPERATIVES

En Algérie, comme d'ailleurs dans les pays limitrophes, les tentatives administratives des années 60-70 de regrouper les paysans sur les terres de gros propriétaires absenteïstes a été globalement un échec. Cette époque a laissé des traces dans la mémoire des paysans, de l'encadrement de terrain et des décideurs politiques. Aussi, aujourd'hui les formes de regroupements paysans non pas des moyens de production, mais pour la collecte ou l'approvisionnement en intrants reste très minoritaires. Différentes études montrent cependant qu'il serait faux de penser que les paysans sont réticents à toute forme d'organisation permettant de défendre leur marge. Cependant, toute forme d'organisation coopérative doit venir des producteurs et non pas être imposée de haut.

De leur côté les pouvoirs publics n'ont pas montré de zèle excessif à aider au développement de groupements paysans. Certes, des textes et des exonérations fiscales existent, mais elles sont peu connues de la masse des éleveurs. Il semble que dans les années 80, sous l'injonction de la Banque Mondiale les pouvoirs publics aient uniquement opté pour l'initiative privée. Dans un entretien à Beur TV disponible en ligne, Taïeb

³⁶ Au Maroc, par exemple, la disponibilité de petites centrifugeuses à lait permet aux éleveurs d'extraire les matières grasses du lait et vendre du beurre.

Ezzraïmi, PDG des Semouleries Industrielles de la Mitidja (SIM) témoigne : « c'est Sid Ahmed Ghozali qui m'a conseillé d'investir dans la meunerie en rachetant un moulin d'Etat ».

UNE BUREAUCRATIE D'ETAT CONSERVATRICE

La recherche de l'immédiateté de résultats, un penchant pour le libéralisme et la proximité entre décideurs et investisseurs privés aura aidé au choix de solutions libérales. Alors que la commercialisation de lait en dehors de circuits non officiels est qualifiée de secteur « informel », on peut se demander comment qualifier cette collusion d'intérêts entre hauts cadres dirigeants et intérêts privés à l'époque du réajustement structurel de la fin des années 80. L'expression d'informel-formel semblerait plus appropriée.

Certes, il semble plus difficile d'organiser des éleveurs en groupement de producteurs que de créer des groupes privés. Le conservatisme rural n'est pas à négliger, mais la façon de procéder de bon nombre de cadres, et cela à tous les niveaux, montre que ce conservatisme est également présent au niveau des élites dirigeantes nationales mais également des responsables des services agricoles de wilaya.

GUERRE FEROCHE ENTRE LAITERIES

Une récente étude universitaire³⁷ réalisée au niveau de la filière lait dans la région de Chélif en Algérie met en évidence la concurrence féroce qui s'opère entre laiteries. Se font ainsi face laiteries privées aux laiteries d'Etat mais également entre laiteries privées.

Afin d'obtenir le maximum de lait les laiteries privées offrent 40 DA le litre aux éleveurs là où la laiterie d'Etat (Giplait) ne peut offrir que 32 DA.

Outre les prix, les laiteries privées offrent toute une gamme de services afin de fidéliser les éleveurs :

-soins des troupeaux: avec mise à la disposition des éleveurs d'un vétérinaire. Les interventions peuvent être gratuite selon le niveau et la nature de l'intervention;

-allègement des procédures administratives: prise en charge des interventions avec l'administration. Il est épargné ainsi aux éleveurs les démarches relatives en matière de récupération des primes octroyées dans le cadre du soutien à la production.

-avantages de paiement et des avances: les modalités de paiement de la production livrée sont laissées au choix des éleveurs. C'est à l'éleveur de préciser s'il préfère un règlement hebdomadaire, bihebdomadaire ou mensuel de ses livraisons. Il peut même être proposé une avance sur livraison;

-livraison garantie de l'alimentation en concentrés: certaines laiteries ont installé des unités de fabrication d'aliments de bétail. La production est bien entendue réservée en priorité aux éleveurs qui livrent leur production à la laiterie.

Par ailleurs afin de s'assurer un approvisionnement garanti, certaines laiteries privées possèdent des fermes avec une centaine de vaches laitières. Cela présente également un avantage : transformer du lait frais non mélangé à de la poudre de lait. Les produits ainsi obtenus sont préférés par les consommateurs par rapport à ceux de Giplait, en partie obtenus avec du lait en poudre.

Par ailleurs afin d'améliorer leur pénétration sur le marché et de préserver leur marge certaines laiteries ont investi le domaine de la distribution. Elles s'affranchissent des grossistes et délivrent leurs produits directement chez les détaillants.

Ce qui fait dire aux auteurs de l'étude : « *une nouvelle carte se dessine progressivement dont le paysage est segmenté sur le plan géographique en fonction des stratégies "actives" des mini-laiteries vis-à-vis de leurs fournisseurs, imposant de plus en plus de vraies barrières à l'entrée d'éventuels concurrents.* »

FEROUKHI A BATNA.

FEROUKHI A BATNA: AGIR SUR LES ACCELERATEURS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES.

FEROUKHI A BATNA: AGIR SUR LES ACCELERATEURS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES

Djamel BELAID 4.06.2016

Les points essentiels de cet article

Il existe de nombreux accélérateurs du développement agricole. Un grand nombre concernent les productions végétales. Il s'agit essentiellement de la disponibilité en matériel de semis direct, ensileuses, enrubanneuses et matériel de plantation et récolte de pomme de terre. En steppe, la multiplication des ouvrages pour l'épandage de crues peut permettre un rapide développement des zones irrigables.

Au MADR, ces accélérateurs de développement ne sont pas tous clairement identifiés.

Lors d'un récent déplacement dans la wilaya de Batna, le Ministre de l'agriculture a insisté sur la nécessité de cerner des « accélérateurs » du développement agricole afin d'affronter la crise qui menace l'Algérie.

AU MADR, LA CHARRUE AVANT LES BOEUFs

Ces paroles sont salutaires. Car concernant les productions végétales, nous avons pu remarquer ces temps-ci que de nombreux responsables agricoles sur le terrain ou siège du ministère ne semblent pas identifier de tels accélérateurs. Ainsi, lors de la dernière sécheresse automnale à l'Ouest du pays, le conseil donné aux agriculteurs a été d'irriguer leurs parcelles. A notre connaissance aucun responsable agricole n'a évoqué les possibilités offertes dans ce genre de situation par le semis direct.

Pire, chez certains, il ne semble pas exister de vision à long terme. Vision qui théoriquement devrait déboucher sur des étapes de mi-parcours. L'impression qui est donnée parfois est de gérer l'urgence, de parer au plus pressé. L'exemple nous a été donné lors de la dernière crise laitière. Ce n'est que suite à un mouvement revendicatif des éleveurs laitiers qu'un programme de dynamisation des productions fourragères a été mis en place. Précisons pour sa défense, qu'à peine nommé, l'actuel ministre de l'agriculture a hérité de cette crise. Mais les responsables de la direction des productions animales de ce ministère ne pouvait-elle pas alerter

leurs collègues de la direction des productions végétales du besoin croissant de fourrage suite aux récentes importations massives de génisses ?

OAIC, plus de semences certifiées

Autre exemple. L'OAIC a développé un large programme pour assurer une meilleure disponibilité en semences certifiées. Au vu de l'entrée en production des premières stations modernes de traitements de semences, il s'agit là d'un programme de qualité. Mais l'OAIC ne semble pas avoir cerné les prochains accélérateurs de développement sur lesquels intervenir. A de rares exceptions, jusqu'à la nomination de l'actuel titulaire du poste de Ministre de l'agriculture, il semble qu'au MADR on ait mis la charrue avant les bœufs.

Types de mesures	Temps pour avoir des effets	Effet attendu	Coût pour le budget de l'Etat	Observations
Remplacement du labour par le semis-direct (SD)	Progressif à rapide (nécessité de l'acquisition du matériel et de maîtrise du désherbage chimique)	Augmentation des rendements, réduction des coûts de mécanisation	Faible. La production de semoirs est réalisée par CMA-SOLA et des privés.	Production balbutiante de semoirs. Nécessité de vulgarisation. Possibilité d'effet boule de neige.
Développement de l'épandage de crues (steppe)	Rapide	Amélioration de la production fourragère	Faible. Financement modique (gabbions)	Nécessité d'études de faisabilité et d'appels d'offre pour travaux
Ré-affectation de postes budgétaires à des associations professionnelles	Rapide	Meilleur encadrement technique des agriculteurs, plus grande responsabilisation des conseillers (obligation de résultats)	Nul puisqu'il s'agit de transferts sur une base volontaire ou à l'occasion de départ à la retraite par exemple	Nécessité d'associations professionnelles représentatives. Refus et inertie du personnel actuellement en poste
Protection marge agriculteurs -encourager la transformation des céréales par les producteurs	Moyen Rapide	Pour les agriculteurs, amélioration de l'attraction pour les céréales Réduction de l'inflation	Nul Nul	Risque de pression des transformateurs Risque de pression des commerçants

-attribution dans les marchés d'emplacements à des groupements d'agriculteurs				
Contractualisation (favoriser l'installation de transformateurs)	Rapide	Amélioration du niveau technique des agriculteurs, production de cultures nouvelles	Nul. Contre l'accès au marché permis pas l'Etat, le transformateur finance l'encadrement des producteurs	Encadrement technique des agriculteurs par les techniciens du transformateur
OAIC -refonte du statut des personnels liés à la fonction commerciale -autorisation de transformation des produits agricoles -créer une prime pour stockage à la ferme.	Rapide Rapide Rapide	Amélioration du service Réduction du déficit des CCLS Améliorer les capacités de stockage à la ferme.	Faible Nul puisqu'à la charge des CCLS. Faible. Les investissements étant à la charge des producteurs.	Attribution d'une prime liée au volume des ventes ou de collecte. Risque de pression des transformateurs installés. Le surcoût de la prime est à comparer aux investissements actuels de stockage de l'OAIC.
Création de coopératives céréalières hors CCLS	Rapide	Augmentation de la production, protection des marges.	Nul	Responsabilisation de la filière céréales.
Utilisation de main d'oeuvre étrangère qualifiée	Rapide	Mise en œuvre de techniques innovantes. Exemples : ouvriers marocains spécialisés en serres canariennes.	Nul	Accroître la durée des titres de séjours.
Ouverture des concessions à des capitaux étrangers (49/51%)	Rapide	Mise en œuvre de techniques innovantes	Nul	Ne permettre cette installation que dans des zones précises et en association à des investisseurs locaux.

« ACCELERATEURS » DU DEVELOPPEMENT ET BAGUETTE MAGIQUE

En quoi consistent des « accélérateurs » du développement agricole ? Il s'agit d'actions susceptibles de parer aux goulots d'étranglement qui empêchent toute augmentation rapide de la production agricole. « Accélérateurs » ne signifie pas baguette magique. L'acte de production agricole est complexe. Comme tout investisseur, l'agriculteur a besoin de lever

l'incertitude quant au retour sur investissement. Il s'agit donc de se pencher sur les aspects du statut de la terre, du niveau des subventions agricoles, du crédit et des aspects techniques.

Il faut donc veiller à bien identifier les obstacles à la production agricole. Sinon, les « accélérateurs » ne seront que factices. Lors de sa visite à Batna, Mr Ferroukhi a ouvert un colloque consacré à la promotion et à la valorisation du figuier de Barbarie. Il a clairement indiqué aux participants qu'il comptait sur eux afin de définir les moyens d'arriver à de tels objectifs. Ce type de démarche permet d'impliquer la communauté des chercheurs, des producteurs et des transformateurs. Il nous semble que c'est là un moyen de cerner les « accélérateurs » de développement propres à une culture ou à un échelon régional.

Il nous semble qu'un accélérateur de développement doit, de préférence, consister en une mesure peu coûteuse pour le budget de l'Etat.

Nous souhaiterions pour notre part indiquer quelques uns de ces accélérateurs.

LES PRODUCTIONS VEGETALES, BASE DE TOUT AGROSYSTEME

Tout agrosystème est basé sur une production de biomasse végétale. A ce titre, il nous semble important d'examiner ces productions et en particulier les céréales, les légumes secs, les oléagineux et les fourrages. En zone de déficit hydrique, le facteur limitant de ces productions est l'eau. La solution est donc d'irriguer. Les céréales et les fourrages font déjà l'objet de programmes d'irrigation d'appoint. Quid des surfaces menées sans irrigation ? Celles-ci représentent la majorité des emblavements.

Il nous semble que l'un des accélérateurs de développement des cultures pluviales concerne donc l'optimisation de l'eau de pluie. Traditionnellement, la solution a concerné la pratique de la jachère. Celle-ci est aujourd'hui décriée pour des motifs économiques, agronomiques et écologiques. L'alternative consiste en le non-labour avec semis-direct. Les travaux menés en zones semi-arides montrent que nous avons tout à gagner de cette nouvelle pratique. Là, où en cas de stress hydrique prononcé, les rendements sont de 2 quintaux/hectare, avec le semis-direct, les rendements sont 5 fois supérieurs. Ces dernières années, de grosses exploitations ont d'ailleurs importé des semoirs pour semis-direct. Il reste à équiper les petites et moyennes exploitations. Ceci pourrait être progressivement fait grâce à la production locale de semoir par l'entreprise CMA-SOLA de Sdi Bel-Abbès.

Par les avantages procurés, le semis direct est fondamental. Il permet en effet de semer plus vite et moins cher tout en réduisant les doses de semences et d'engrais utilisées. Le semis-direct ne concerne pas seulement le blé, mais également l'orge, les pois-chiche, les lentilles, les fourrages et demain de nouvelles cultures dont les oléagineux. Par une amélioration de la

production fourragère, le semis-direct concerne également l'élevage ovin et bovin laitier.

EN STEPPE, AMELIORATION DE L'OFFRE FOURRAGERE

En zone steppique l'expérience du HCDS en matière d'épandage des crues est à mieux valoriser. En effet, la steppe comporte d'innombrables zone où cette technique peut permettre d'augmenter les surfaces irrigables pour de faibles coûts. La construction de gabions représente un coût nettement inférieur aux infrastructures hydrauliques traditionnelles.

MECANISER POUR REDUIRE LA PENIBILITE DU TRAVAIL AGRICOLE

Dans certaines productions, la mécanisation représente un accélérateur de développement. Cela a été le cas avec la modernisation du parc de moissonneuses-batteuses, de la récolte en vrac des céréales et par exemple tout type de moyens de transport dont l'utilisation de bennes Marell.

Concernant les fourrages, une étude fine des goulots d'étranglement est à dresser. En première approche, il apparaît qu'un accélérateur de développement de ces productions concerne les ensileuses puis les enrubanneuses.

Concernant la production de pomme de terre, la fabrication de planteuses, buteuses et arracheuses de tubercules s'avère primordiale. A noter les subventions publiques à la création de chambres froides. Celles-ci ont permis une nette augmentation des capacités de stockage.

Concernant le matériel d'irrigation, il s'agit de recenser les besoins en matériel. Les choix devraient être orientés vers les matériels les plus économes en utilisation de l'eau d'irrigation.

Afin de susciter plus de coordination dans la filière, il s'agit également de favoriser la création d'un syndicat des importateurs, monteur et constructeurs de matériel agricole.

NOS AGRONOMES COMME CES MEDECINS AUX PIEDS NUS

Afin d'apporter une aide technique aux agriculteurs et de diffuser les meilleures pratiques mises en œuvre sur le terrain, les ingénieurs et techniciens doivent être au plus près du terrain et avoir « obligation de résultats ». Dans les années 60-70, en matière de santé, la population chinoise doit beaucoup aux soins prodigués par les « médecins aux pieds nus ». A l'époque, ces médecins et infirmiers parcouraient les campagnes.

Avoir plus d'ingénieurs et techniciens sur le terrain peut être atteint en :

- **procédant à un transfert** de postes budgétaires depuis le secteur public au secteur associatif agricole,
- **délégant la gestion de budgets** agricoles à des associations d'agriculteurs,
- **en instituant une taxe symbolique** sur les productions agricoles (céréales, olives) afin de co-financer les instituts techniques dépendant du MADR et ou des associations nationales de producteurs³⁸,
- **en instituant au sein des instituts techniques** dépendant du MADR des conseils d'administration où seraient représentés des représentants des filières concernées,
- **déléguant** (par contractualisation) à des transformateurs privés (locaux ou étrangers) ou à des regroupements d'agriculteurs engagés dans la transformation le soin d'encadrer les producteurs,
- **accordant des concessions mixtes** à des agriculteurs locaux associés à des agriculteurs étrangers,
- **facilitant les conditions d'exercice** en Algérie de la main d'oeuvre spécialisée étrangère (ouvriers marocains spécialisés dans les serres canariennes, chef de culture européens, ...).

COMMERCIALISATION, PROTEGER LA MARGE DES AGRICULTEURS

A plusieurs occasions, Mr Ferroukhi a évoqué de l'intérêt des producteurs à se regrouper pour acquérir des moyens pour transporter leur production ou alimenter dans un marché couvert un carreau (emplacement) qui leur aurait été attribué. Il s'agit là d'idées très intéressantes.

Actuellement, les céréaliers n'ont aucun droit dans la transformation première et secondaire de leur production. La facilitation de leur entrée dans ce secteur réservée à une minorité d'opérateurs permettrait d'améliorer leurs marges et ainsi les encourager à moderniser leurs pratiques.

EN GUISE DE CONCLUSION

En matière d'accélérateurs de développement, il existe des réussites : politique de concessions agricoles, subvention des intrants et matériel, prix à la production (qu'on se rappelle la « grève des labours »), subvention à la construction de chambres froides.

Le MADR n'accorde cependant pas assez d'importance à des dossiers technique tel le semis-direct ou la réforme nécessaire des CCLS. Il faut dire également qu'on ne peut agir et réformer qu'en fonction des moyens dont on dispose.

³⁸ Selon nos informations, une taxe est prélevée sur chaque quintal de céréales rentrant dans les CCLS. Les sommes collectées seraient centralisées au niveau de la Chambre Nationale d'Agriculture.

Les accélérateurs de développement sont nombreux. Certains sont identifiés par le MADR. Il s'agit d'opérer au plus vite une classification entre les mesures à effet immédiat et au ratio coût/production le plus intéressant.

Le plus grave serait de ne pas identifier ces accélérateurs. Mais la politique de recherche d'accélérateurs de développement ne doit cependant pas

cachez la nécessité de profondes réformes dans le secteur agricole et d'efforts patients portant sur le long terme.

La stabilité des règlements et la sécurité des investissements sont aussi des facteurs essentiels pour tout investisseur potentiel.

Semis-direct, inconnu à l'INRAA?

Retour sur les propos du directeur de l'INRAA.

ALGERIE, LE SEMIS-DIRECT INCONNU A L'INRAA ?

Djamel BELAID 15.04.2016

« *Au vu des dernières précipitations qui ont été plus que satisfaisantes, la saison agricole sera principalement sauvée cette année surtout s'il y a au cours de ce mois d'avril d'autres pluies* ». Cette phrase est de Mr Fouad Chehat, directeur général de l'Institut National de la Recherche Agronomique. Cette déclaration a été faite en cette mi-avril sur les ondes de la Chaîne III. On peut être étonné par ces propos de la part du plus éminent agronome du pays. Mr Chehat a-t-il déjà entendu parler de semis-direct, cette technique qualifiée d'anti-sécheresse ?

LE COLON ET LES PLUIES D'AVRIL

Il nous a déjà été donné d'entendre ce type de propos. C'était dans la région de Tiaret durant les années 70 lors d'une campagne de Volontariat pour la Révolution Agraire. Ce sont des *moustafidhines* d'une coopérative qui nous avaient parlé des pluies d'avril. Tout en rigolant, ils nous avaient conté les déboires d'un colon venu s'installer dans la région. Il avait semé du blé mais n'avait rien récolté. Dépité il avait alors écouté les fellahs. Ceux-ci lui avaient alors expliqué que la récolte dépendait « d'avril » sic. Si les pluies d'avril n'étaient pas au rendez-vous alors il n'y avait rien à récolter. Le colon aurait alors repris ses affaires et aurait quitté la région en disant : « *si la récolte dépend d'avril, alors je renonce à cultiver* ».

Voilà que 100 ans après la mésaventure de ce colon, le plus éminent des agronomes algériens tient le même langage : « *la saison agricole sera principalement sauvée cette année surtout s'il y a au cours de ce mois d'avril d'autres pluies* ». En 100 ans, n'aurions nous donc pas amélioré les techniques de culture du blé en conditions non-irriguées ?

DES PROPOS ETONNANTS

Il est étonnant que Mr Fouad Chehat tiennent ces propos. Si nous continuons dans son sens, la logique voudrait que le Directeur de la Recherche Agronomique demande à ce qu'on fasse donner dans les mosquées « salat al-istiqaq », la prière pour la pluie.

Certes, les ingénieurs agronomes ne savent pas faire pleuvoir. Mais tout étudiant de troisième année pourra vous parler de techniques de dry-farming. Non pas la

jachère travaillée développée par l'agriculture coloniale, mais du non-labour avec semis-direct. Ce nouveau mode de semis a fait l'objet, il y a quelques années d'un séminaire international à Sétif. Des agronomes algériens travaillent déjà depuis plus de dix ans sur cette technique. Et les ingénieurs agronomes marocains ont accumulé une expérience de 20 ans. L'entreprise publique CMA-SOLA de Sidi-Bel-Abbès vient même de produire le premier semoir dédié au semis-direct. Ce même semis-direct dont Mr Refoufi et ses fils ont construit de leur propre initiative un prototype.

Le semis-direct qui a fait l'objet au siège de l'ITGC, à quelques encablures du siège de l'INRA, de plusieurs réunions avec des experts australiens afin de développer cette technique. Réunions qui ont d'ailleurs abouti au prototype de CMA-SOLA. Non, Mr Fouad Chehat n'a jamais entendu parler de cette technique. Etonnant...

LE SEMOIR « BOUDOUR » DE CMA-SOLA, UN SEMOIR ANTI-SECHERESSE

Pourtant la technique du non-labour avec semis-direct est une technique destinée aux zones semi-arides. Elle fonctionne si bien, que plus de 80% des céréaliers australiens l'ont adopté. En Syrie et Irak, là où l'avant 2012 les experts australiens de l'ICARDA ont collaboré avec leurs homologues locaux, ce sont plusieurs dizaines de milliers d'hectares qui sont aujourd'hui menés en semis-direct.

L'expert marocain Rachid Mrabet a montré que la charrue assèche le sol mais que semer avec un semoir pour semis-direct permet de mieux conserver l'humidité du sol.

L'INRA A LA TRAINÉ ? UN MANQUE DE COORDINATION

En s'en remettant uniquement à la pluie, le directeur de l'INRAA fait preuve de sa méconnaissance du dossier céréales. A travers ce loupé du directeur de l'INRA, il ne s'agit pas de se moquer d'un homme ou d'une institution. L'INRA est engagé dans d'importants dossiers comme la préservation des variétés locales. Il s'agit ici uniquement de soulever nos carences : le manque de circulation de l'information entre scientifiques mais également entre scientifiques et opérateurs de terrain.

Car le semis-direct n'est pas une simple technique à ranger à côté de la panoplie des techniques dont dispose l'agriculture moderne. Le semis-direct fait partie de

l'agriculture de conservation. A ce titre, il concerne de nombreuses productions végétales : blé mais également fourrages, légumes secs et oléagineux. C'est dire son importance.

Outre son rôle dans la recherche, l'INRA a un rôle imminent : celui d'éclairer le public notamment à travers les journalistes. Aussi, à l'avenir, il s'agit de mettre à la disposition du public, via les médias, le maximum d'informations susceptibles de faire comprendre à chaque citoyen les enjeux de la

production céréalières. En Syrie, avant 2012, même les écoliers étaient sensibilisés à cette nouvelle technique.

A l'heure de la baisse de la rente des hydrocarbures, il devient urgent de gagner en efficacité. Un blé bien mené techniquement est moins dépendant des pluies d'avril. Il est temps d'en prendre conscience...

ELEVAGE OVIN, SECHERESSE EN STEPPE, QUELLES MESURES PRENDRE?

Des solutions techniques existent.

ELEVAGE OVIN, SECHERESSE EN STEPPE, QUELLES MESURES PRENDRE ?

Djamel BELAID 13.02.2016

De nombreuses wilaya de l'Ouest du pays sont marquées par une baisse dramatique des précipitations. L'offre fourragère déjà insuffisante ne répond plus aux besoins du cheptel. Les conséquences sont dramatiques pour les éleveurs. Quelles mesures prendre ?

On peut penser que le HCDS aura ouvert aux éleveurs les parcours mis en défens. A ce propos, il serait intéressant que les éleveurs qui profitent des plantations du HCDS participent à l'avenir aux plantations d'arbustes fourragers en milieu steppique. Il serait possible d'imaginer de mécaniser les plantations. Pour les éleveurs, l'une des mesures à prendre est bien sûr de se séparer des animaux les moins productifs. Cependant, la baisse des cours en période de sécheresse limite ce genre de pratique.

ASSURER LE BIEN ETRE DES ANIMAUX

Afin d'optimiser l'utilisation des ressources fourragères, il s'agit d'assurer la protection des animaux contre les parasites internes. A cet effet, les programmes de traitements habituellement effectués doivent être renforcés. A ce propos, afin d'éviter les cas de réinfestation une plus grande vigilance est à observer quant au respect des conditions d'hygiène. Trop souvent celles-ci sont désastreuses et provoquent l'infestation des animaux sains et des agneaux.

Afin de protéger des animaux affaiblis par le manque de nourriture, la lutte contre le froid est primordiale. Si les moutons résistent naturellement au froid et au vent, cela est moins le cas lorsque leur laine est mouillée. Cela est d'autant plus vrai que les animaux sont jeunes. Aussi, il s'agit de protéger plus particulièrement les agneaux. Le devoir du berger est de mettre dans un endroit abrité les nouveaux nés sans les séparer de leur mère. Pour les agneaux les plus faibles, une alimentation avec du lait reconstitué est indispensable.

Concernant l'alimentation du troupeau, nous proposons une gamme de solutions. A l'éleveur de choisir celles

qui conviennent selon ses conditions propres.

L'UREE, UNE SOURCE D'AZOTE MECONNUE DES ELEVEURS

S'il y a un aliment qui est assez largement disponible, c'est la paille. Or, il s'agit d'un aliment pauvre. Afin que les animaux en tire profit au maximum, différents traitements sont possibles : broyer la paille, la traiter à la soude ou à l'urée. Le traitement à l'urée permet d'enrichir la paille en ammoniac. Le principe consiste à dissoudre 5 kg d'engrais azoté (urée 46%) dans 50 litres d'eau et à asperger 100 kg de paille. Le tout est ensuite disposé sous une bâche plastique hermétique. Au contact de la paille mouillée, l'urée se transforme en ammoniac qui se fixe à la paille. Le mélange est laissé 21 jours sous la bâche avant d'être donné aux animaux.

Il nous semble que la même technique d'enrichissement du son à l'ammoniac à travers une solution d'urée est théoriquement possible. Mais, à notre connaissance il n'existe pas de références sur ce sujet.

Une autre solution d'utilisation de l'urée consiste à la mélanger, sans la mouiller, à de l'orge concassée. Cela, à raison de 20 grammes d'urée pour 500 grammes d'orge. Il est indispensable d'associer à chaque fois urée et source d'énergie. Pour avoir personnellement utilisé cette méthode, nous pouvons dire que les effets sont très positifs. Le principe fonctionne également pour les bovins. On veillera cependant à ne pas utiliser d'urée chez de jeunes animaux.

Concernant l'addition de son et d'urée, il n'existe pas de référence également. Le son est relativement pauvre en énergie. On ne pourra donc le donner avec les mêmes proportions d'urée (20 grammes d'urée pour 500 grammes d'orge). Cependant, des doses de l'ordre de 5 grammes d'urée pour 500 grammes de son seraient à tester. Il est à remarquer que selon le degré de mouture, le son peut être plus ou moins associé à plus d'enveloppes interne du grain et donc plus riche en énergie.

A chaque fois qu'on utilise de l'urée, il s'agit d'habituer progressivement les animaux (ovins et bovins). En cas d'accident, il s'agit de rétablir l'équilibre de la panse de l'animal en lui faisant boire de l'eau mélangée à du

vinaigre.

ASSURER LES BESOINS D'ENTRETIEN DES ANIMAUX

Pour pallier au manque de ressources fourragères, il est possible de donner aux animaux des blocs multi-nutritionnels (BMN) ou Feed Block. Il s'agit de cubes alimentaires d'une vingtaine de centimètres de côté qu'on dispose dans les mangeoires en libre service. Il ne s'agit pas de les confondre avec des pierres à lécher. Les BMN permettent d'assurer les besoins d'entretien des animaux. Ils sont composés de matière sèche apportant un minimum d'énergie, d'une source d'azote et de sels minéraux.

Ces blocs ne sont pas commercialisés actuellement en Algérie. Le Ministre de l'Agriculture a récemment évoqué la production par l'ONAB de « cubes de son » sans donner plus de précisions sur le sujet. Les BMN peuvent être fabriqués par des éleveurs dynamiques, des fabricants d'aliments du bétail, des investisseurs innovants ou des propriétaires de moulins à céréales.

BMN, MODE D'EMPLOI

La fabrication des BMN ne nécessite pas de technologie sophistiquée. De nombreuses vidéos sont accessibles sur youtube, elle détaillent admirablement la façon de procéder. De même que sur internet, différents travaux sont disponibles en cherchant sur google les mots clé « Feed block ». Nous recommandons à ce propos le site « l'IFAD Feed Block ».

Comment procéder ? Un BMN s'élabore à partir de différentes matières nutritives. On utilise en général les matières les moins chers disponibles localement. Il s'agit souvent de sous produits des industries de transformation. C'est l'association de ces différentes matières qui permet de créer un aliment de haute valeur nutritive et relativement complet.

La source d'énergie peut consister en du son (issue de meunerie), de la paille broyée ou des palmes et pédicelles de palmier dattier broyées. Afin d'enrichir le BMN en énergie, on peut adjoindre des rebuts de dattes, des grignons d'olives, de la mélasse (résidus des usines de raffinage de sucre de canne à sucre) ou un faible pourcentage d'orge. Certaines formules utilisent également des raquettes d'opuntia (figuier de Barbarie).

La source d'azote provient de l'urée alimentaire. On peut utiliser de l'urée 46%, engrais azoté très répandu localement. Il est important d'associer à l'urée une

source d'énergie sinon on risque une grave intoxication alimentaire chez l'animal.

Il est ajouté à ce mélange du sel de cuisine et des éléments minéraux. Un document de la FAO suggère d'apporter un peu de superphosphate au mélange. Les éléments minéraux ne sont pas obligatoires dans un BMN. Pour l'apport en sels minéraux, on pourra avoir recours à des pierres à lécher.

Les différents éléments constituant le BMN sont mélangés à la pelle ou dans une bétonnière. Il y est ajouté de l'eau et 10 à 15% de ciment ou de chaux éteinte afin de lier le tout. Le mélange est ensuite disposé dans des seaux en plastique, des moules en bois ou en acier. L'opération peut même être réalisée par une machine à parpaing utilisant des moules adaptés. Les blocs sont ensuite démoulés et mis à sécher quelques jours avant utilisation ou commercialisation.

On veillera à donner progressivement les BMN aux animaux afin qu'ils s'habituent à ce changement de régime alimentaire. Il ne faut jamais oublier qu'avant de nourrir un ruminant, l'éleveur nourrit les micro-organismes de la panse de l'animal.

LE RECOURS AUX FOURRAGES VERTS DE SOUDURE

Selon les cas, l'objectif de l'éleveur est de nourrir son troupeau jusqu'au printemps ou à la période d'été où les chaumes de céréales sont alors disponibles. Dans la mesure où l'éleveur dispose de parcelles à emblaver, il lui est possible de semer des fourrages de printemps à croissance rapide. Nous ne parlerons pas de la luzerne et le sorgho qui commencent à bien être connus en Algérie. Nous souhaiterions plutôt insister sur les fourrages verts pouvant servir de soudure.

Parmi ceux-ci se trouvent le colza et le chou fourrager. Leur rapide croissance permet d'apporter une source d'azote appréciable. Par ailleurs, ces fourrages peuvent être pâturés par les animaux ou récoltés en vert. L'opuntia reste une autre solution. Son usage est très répandu en Tunisie. Les éleveurs utilisent des variétés d'opuntia sans épine ou bien passent à la flamme les raquettes afin d'éliminer ces épines. Les raquettes sont alors découpées en fines lanières et données aux animaux.

Ajout (2019)

-développer les semences de dérivation pour favoriser l'épandage de crue et donc les surfaces irriguées.

Production de céréales.

UN PAS CONSIDERABLE DE FRANCHI PAR CMA à SIDI BEL ABBES.

ALGERIE, PRODUCTION DU BLE, UN PAS CONSIDERABLE DE FRANCHI PAR CMA à SIDI BEL ABBES.

Djamel BELAID 6.04.2016

Nous avons longtemps espéré la construction en Algérie de semoirs pour semis-direct (SD). Non pas ces mastodontes tels ceux de Semeato, Kuhn, Versdät, Sola, John Shearer ou Gaspardo, mais des semoirs à prix abordables pour les petits et moyens agriculteurs. C'est là le seul moyen de vulgariser l'intéressante technique du semis-direct. Or, depuis quelques jours des informations nous sont remontées par différents canaux. Elles font état de la construction locale par CMA-Sola d'un prototype de semoir SD nommé « Boudour » dont nous avons pu voir une photo. C'est là un grand pas pour l'agriculture en Algérie.

ITGC ET CMA DES MAITRES D'OEUVRE A FELICITER

Tout d'abord, les cadres Algériens qui sont à l'initiative de ce projet sont à féliciter ; de même que les techniciens et ouvriers qui ont contribué à produire le premier engin. Ce sont ceux, en première analyse, ceux de l'ITGC et de CMA Sidi-Bel-Abbès. Les premières informations font état d'essais en conditions réelles. Espérons que ceux-ci déboucheront sur une disponibilité de ce type d'engins.

Il semble que ce sont les ingénieurs de l'ITGC ainsi que des experts australiens agissant dans le cadre d'un projet international qui aient conseillé CMA-SOLA. On peut imaginer que le bureau d'études CAO de Sola a joué un grand rôle. Si on ne peut que se réjouir de ce type de coopération croisée, on peut s'étonner du manque de créativité au niveau de CMA. Cette entreprise semble fonctionner uniquement en utilisant des modèles proposés par ses partenaires étrangers tels Sampo ou Sola. Cela est étonnant de la part d'une entreprise qui a vocation à fabriquer et à faire évoluer le matériel agricole local. Pourquoi cette entreprise ne fait-elle pas plus confiance à ces ingénieurs ?

LES SEMOIRS SD A DENTS, DES OUTILS REVOLUTIONNAIRES

Longtemps après l'indépendance, l'agriculteur algérien a labouré les terres avec la charrue en acier introduite d'Europe. Or, le labour est l'une des causes de l'érosion des sols et de leur perte de fertilité. Les USA en ont fait

l'amer constat après avoir défriché les grandes plaines. Dès les années 1920 des tempêtes ont provoqué d'importants nuages de poussières les « dust bowl » qui ont causé la ruine de nombre d'exploitations. L'écrivain John Steinbeck en a d'ailleurs tiré un best-seller. En Algérie, les mêmes causes ont créé les mêmes problèmes qu'aux USA. A cela s'ajoute l'effet désastreux de l'élevage du mouton. Résultats: une agriculture minière dévastatrice pour les futures générations. Arrêter le labour nécessitait de proposer aux agriculteurs une alternative. Celle-ci a été développée aux USA, au Brésil et en Australie : le non-labour avec semis direct.

Les semoirs SD permettent donc de lever la menace de l'érosion. L'expérience menée dans différentes régions semi-arides montrent qu'ils valorisent mieux l'humidité du sol. A ce titre, ils constituent des semoirs « anti-sécheresse ». Par ailleurs, leur système de localisation des engrais permet de résoudre l'éternelle question de l'insolubilisation du phosphore dans les sols algériens.

SEMIS DIRECT, L'EXCELLENCE AUSTRALIENNE
En matière de semis-direct, seule la coopération agricole australienne - dans le cadre de l'ICARDA - a été en mesure de proposer à l'Algérie et à d'autres pays du Maghreb et de Proche-Orient, une technologie adaptée aux conditions pédo-climatiques et à la situation des petites et moyennes exploitations. La technologie australienne dépasse celle des autres constructeurs dans la mesure où les semoirs SD proposés sont à dents et qu'ils permettent de créer après leur passage de petits sillons. Ceux-ci permettent de collecter la moindre eau de pluie pour la diriger vers la zone où sont enfouies les semences. Par ailleurs, affrontant les mêmes risques de sécheresse que les paysans algériens, les Australiens ont ajouté à leur semoirs des roues plumbeuses qui rappuyent le sol au dessus de la graine. Résultat, un meilleur contact sol-graine et donc une meilleure germination-levée même en conditions sèches. Il est donc possible de semer dès le mois d'octobre avant l'arrivée des pluies, d'où un gain de rendement. En Algérie, les semis se déroulent jusqu'à décembre ce qui pénalise les rendements.

« Cerise sur le gâteau » les experts australiens, dont l'infatigable Pr. Jack Desbiolles - l'Algérie s'honorerait de lui décerner une médaille - a transmis aux cadres locaux le savoir-faire pour construire des semoirs SD « low cost » parfaitement adaptés répétons le aux petites et moyennes exploitations. Celles-ci sont

souvent équipées de tracteurs de moyenne puissance de 65 à 80 chevaux et ne pourraient tirer les lourds semoirs SD importés. Précisons que concernant les grandes exploitations, leurs managers possèdent les moyens d'importer des semoirs de grandes tailles.

Le semis-direct est la la pratique qui revisite le dry-farming des années 50-60 et jusqu'à maintenant encore pratiqué en Algérie ;.

CE QUI EST DORENAVANT POSSIBLE EN ALGERIE

Les semoirs SD ont la capacité de favoriser une meilleure utilisation de l'humidité du sol. Ils ont deux autres avantages. Ils libèrent l'agriculteur de la corvée du labour. A ce titre, ils permettent des économies de temps et de carburant. Outre le carburant c'est toute une série d'opérations culturales qui deviennent obsolètes : labour et recroissages pour la réalisation du lit de semences. Ainsi, le SD se traduit par une baisse des charges de mécanisation. Les décideurs du MADR ont là une occasion de réduire ou de ne pas augmenter les subventions aux céréaliculteurs – surtout ceux disposant de grandes surfaces. En effet, les gains de productivité permis par le passage au SD peuvent compenser l'inflation des intrants agricoles. Encore faut-il que ce type de semoirs soit rapidement disponible et qu'une vulgarisation efficace ait lieu. En effet, pour beaucoup d'agriculteurs, le labour a une portée symbolique forte. Et l'abandonner est pour beaucoup d'entre-eux une hérésie. Cependant, la récente hausse des carburants peut pousser les agriculteurs à aller plus rapidement vers cette nouvelle pratique.

LE SEMIS-DIRECT POUR RESORBER LA JACHERIE

En rendant inutile le labour, le semis-direct permet d'ensemencer la même surface de terre six fois plus vite qu'auparavant et à moindre coût. C'est d'ailleurs cet argument qui a poussé de grandes exploitations céréalieres en Algérie, Maroc, Tunisie à s'équiper en semoirs SD importés. Semer plus vite permet un rêve caressé depuis des décennies par les cadres du MADR : résorber la jachère.

Les semoirs SD offrent en effet la réponse idéale. C'est le cas concernant la vitesse et le coût réduit d'implantation des cultures de céréales, fourrages mais également légumes secs – il est même envisageable de semer du tournesol avec de tels engins. Les semoirs SD constituent également une réponse idéale pour leur meilleure valorisation de l'humidité du sol. Ils sécurisent ainsi la récolte future et peuvent inciter les céréaliers à emblaver plus de superficie. Ceux-ci sont souvent échaudés du fait des sécheresses à répétition. Ils préfèrent moins semer et laisser les moutons pâturer sur les parcelles en jachère. Avec le semis-direct, l'incertitude climatique et donc l'incertitude de revenu liée à la culture des céréales est donc levée. Il s'agit là d'un aspect trop souvent négligé par les fonctionnaires

des services agricoles assurés de leur revenu à travers leur paye mensuelle.

Un aspect est à approfondir. Il s'agit de la possibilité de semer des fourrages. Semer du fourrage de vesce-avoine ou pois-triticales est possible avec des semoirs SD. Le défi à venir serait de pouvoir semer sur les jachères pâturées des mélanges fourragers. Ceux-ci sont souvent constitués de petites graines. Le semoir SD Néo-Zélandais Grass Farmer permet cette opération appelée « sur-semis ». Sera-t-il possible de le faire avec le semoir SD-DZ Boudour ou avec ses différentes versions ?

ALGERIE, LE SEMIS-DIRECT POUR TOUT LE MONDE ?

Actuellement en Algérie, le semis direct n'est accessible qu'à une caste privilégiée d'agriculteurs : ceux ayant le moyen d'acheter de gros semoirs européens ou brésiliens et ceux bénéficiant des travaux réalisés par les unités motoculture des CCLS. Démocratiser cette technique passe bien sûr par une production de masse des semoirs Boudour de CMA-SOLA et du seul constructeur privé algérien : les établissements Refoufi (père et fils) de Mezloug (Sétif). Chacun l'aura compris, ces deux entreprises en sont à leur début.

Une alternative consiste dans la transformation ou upgrading des semoirs conventionnels en semoirs SD. Cette démarche a été suivie avec succès en Irak et Syrie par des céréaliers et de petits artisans soudeurs bénéficiant de l'aide des experts australiens. Il s'agit pour cela de fabriquer des kits : éléments semoirs à dents et roues plombeuses. Cette tâche est réalisable par des entreprises privées et par CMA par exemple. C'est là une tâche urgente. La technologie est relativement simple. Peuvent faire l'objet d'un upgrading les semoirs conventionnels mais également les épandeurs à engrais en ligne ou les cultivateurs à dents de marque PMAT.dz sur lesquels il pourrait être possible de fixer trémie à semences-engrais et système de distribution proportionnel à l'avancement (DPA).

Les experts australiens et ceux qui ont été formés en Syrie et Irak mettent en ligne des dossiers complets sur internet. Ces informatoins détaillées sont accessibles en tapant « Icarda + ZT + seeder » sur google.

CMA-SOLA, Ets REFOUFI LES NOUVEAUX DEFIS

Les entreprises privés et publiques CMA-SOLA et Ets REFOUFI sont devant de nouveaux défis. Bien sûr le premier est d'améliorer leurs prototypes afin de produire un produit répondant aux spécificités locales. Il s'agit ensuite d'une production de masse et de la fabrication de kit pour upgrading. Par leur contribution à la réduction des importations alimentaires, ces entreprises ont besoin d'une aide stratégique de la part des pouvoirs publics : aides financières bien sûr ou par exemple limitation de l'importation des semoirs SD étrangers pouvant concurrencer cette production nationale naissante. Les entreprises privées constituent un allié puissant pour les pouvoirs publics. En effet,

leur localisation rurale au contact direct des agriculteurs utilisateurs de leurs semoirs leur permet de les améliorer et d'assurer une maintenance. La volonté de grandir de ces petites entreprises constitue par ailleurs, un puissant levier de vulgarisation du semis-direct. Levier plus puissant que les agents des services agricoles. Par ailleurs, elles participent à la création d'emplois.

Concernant les Ets REFOUFI Fils, la mise au point d'un prototype basée sur l'observation du modèle de semoir SD syrien Aschbel en fonction à Sétif est à souligner. Avec des moyens limités, cette jeune entreprise s'est lancée dans un projet ambitieux. Il est à espérer que d'autres petits constructeurs privés s'inspirent de cette démarche.

Pour ces entreprises, il s'agira ensuite de proposer des versions de semoirs SD utilisables sous pivots dans les sols sableux au grand Sud ou utilisables en sol steppique. Bien que sujet à caution, les effets les plus néfastes de ce type de mise en valeur peut être atténué par le SD. En effet, labourer sous pivot ou en steppe – cas des sols plus profonds des dépressions – constitue une hérésie. Il est urgent de leur proposer de tester le semoir SD Boudour ou toute autre solution dont le type de semoir Agric PSM 30 à double spire.

Les entreprises DZ ont l'extraordinaire chance de pouvoir bénéficier de l'aide désintéressée de la coopération australienne et en particulier de la présence

ponctuelle en Algérie du Pr Jack Desbiolles. Cette situation risque de ne pas durer ; l'aide technique australienne est progressivement ré-orientée vers l'Asie. Or, l'expérience étrangère est fondamentale ; ainsi, l'utilisation de pointes de dents en acier ordinaire peut conduire à une usure rapide et à la formation d'un lit de semence inadapté.

Les autres défis auxquels est confrontée la filière céréales concernent la maîtrise du désherbage indispensable en SD. Traditionnellement mené chimiquement, le désherbage nécessite la disponibilité en pulvérisateur et herbicides. La production locale de pulvérisateurs low-cost de marque SFT met aujourd'hui le désherbage chimique à portée de toutes les bourses en Algérie. A ce propos, les efforts réalisés par les cadres de l'ITGC afin de vulgariser la technique du désherbage chimique auprès des agriculteurs est à souligner.

Avec le semi-direct, l'agriculture est à l'aube d'une révolution technique que seule une mobilisation de toute la filière céréale permettra de concrétiser.

Les arabes font reflourir le désert.

ISRAEL, LE MYTHE ECORNE DU DESERT REFLEURI.

LES ARABES FONT REFLEURIR LE DESERT

Djamel BELAID 2016

Le manque d'eau est une calamité dans les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. Bon nombre des surfaces agricoles sont situées en zone semi-aride. Les rendements en céréales sont faibles et l'érosion menace. Longtemps considérée comme une fatalité, cette situation change dans le bon sens grâce à de nouvelles techniques agricoles. Celles-ci sont en totale rupture avec celles existant précédemment. Les agriculteurs arabes sont en train de faire reflourir le désert ou du moins les zones semi-aride.

ISRAEL, LE MYTHE ECORNE DU DESERT REFLEURI

En Palestine, bien avant 1948, le Yishouv a mis en place une politique de développement agricole. Parfois ce sont des ouvriers yéménites qui ont mis en valeur des zones désolées. A côté d'exploitations palestiniennes qui produisaient céréales, olives et fruits ces exploitations communautaires ont de nouvelles productions.

Après 1948, l'afflux de capitaux et de cadres a permis le développement de techniques modernes telle l'irrigation au goutte-à-goutte. Ces techniques ont permis une politique d'exportation d'agrumes, d'avocats et de fleurs. Elles ont été possibles par la captation de l'eau du Jourdain, du Golan et des nappes phréatiques de la Cisjordanie et de Gaza. Longtemps l'historiographie israélienne a été basée sur le mythe du désert reflouri grâce au travail des colons.

Aujourd'hui, les travaux des nouveaux historiens israéliens - dont Tom Segev – ou palestiniens – dont Nour masalha – montrent qu'à côté de la mise en valeur de nouvelles terres, existent, dès 1948 des cas de récoltes céréalières de paysans palestiniens brûlés et depuis les années 90 des cas d'oliviers palestiniens arrachés. L'étendue des expropriations de terres agricoles palestiniennes a entraîné un large mouvement international BDS à l'image de celui de l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. Ces faits ont sérieusement écorné l'image d'un Etat faisant reflourir le désert.

PAYS ARABES, CAP SUR LES TECHNIQUES PLUVIALES

Si les techniques d'irrigation au goutte à goutte sont progressivement adaptées dans les pays arabes, ces

derniers mettent progressivement le cap sur l'agriculture pluviale. Il est ainsi possible d'utiliser plus de surfaces agricoles. En effet, que ce soit au Maghreb, en Palestine, Syrie, Irak ou Jordanie de nombreuses surfaces agricoles ne reçoivent que 300 à 400 mm de pluie par an. Ces régions semi-arides sont souvent dédiées à la culture des céréales et à l'élevage ovin.

Jusqu'à présent, les techniques employées pour implanter les céréales consistaient en un labour. Or, celui-ci est une opération coûteuse en temps et en carburant. Par ailleurs, le labour assèche le sol et contribue à l'érosion. Grâce à la coopération australienne, dès 2005 la station ICARDA d'Alep en Syrie a expérimenté le semis-direct. Bien qu'utilisé aux USA et au Brésil, le semis-direct version australienne est bien plus adapté aux conditions des pays arabes. En effet, les modèles de semoirs à dents australiens permettent, lors du semis, la formation de sillons dans lesquels sont disposés semences et engrais. Ces sillons permettent de collecter les eaux de pluies automnales et ainsi d'obtenir une germination-levée régulière et cela même pour des semis au mois d'octobre. Traditionnellement, les semis se poursuivent jusqu'à fin décembre, ce qui est une hérésie.

Au début les semis ont été réalisées à l'aide de matériel étranger. Progressivement, aidés par les experts australiens, des artisans ont construit sur place le matériel nécessaire. Cette disponibilité en semoirs pour semis-direct a permis à des céréaliers syriens et irakiens de produire plus de céréales à moindre coût sans avoir recours à l'irrigation.

DU MATERIEL MADE IN SYRIA, IRAQ, OU JORDAN

De 2005 à 2012, les experts australiens basé à Alep n'ont pas ménagé leur peine afin de faire connaître les techniques de culture des céréales en milieu sec. Travaillant avec des ingénieurs agronomes syriens, irakiens ou jordaniens ils ont multiplié les essais en station mais également chez les agriculteurs. La production de semoirs pour semis-direct a été possible par le développement d'un modèle à dents low-cost.

En Syrie, le succès a été immédiat. Plusieurs ateliers ont entrepris la construction d'engins en s'inspirant du matériel australien. Des essais au sein de groupes d'agriculteurs ont permis une constante vulgarisation de cette nouvelle technique. Souhaitant développer leurs ventes, les artisans ont eux-mêmes entamés des actions de vulgarisation. Un contact étroit entre artisans et

agriculteurs a permis de constantes améliorations du matériel. En 2012, avant les événement que connaît actuellement la Syrie, ce sont pas moins de 92 semoirs qui ont été produits par 8 ateliers. Certains exemplaires ont même été exportés vers la Palestine ou l'Algérie.

Les progrès en Irak ont été plus lents. Dans un premier temps les artisans locaux se sont orientés vers la production de kit permettant de convertir les semoirs conventionnels en semoirs pour semis-direct. Puis de premiers ateliers ont démarré la production de matériel local.

En Jordanie, des contacts avec un fabricant de matériel agricole – les établissements Rama MFG – ont permis la production industrielle d'un semoir low-cost.

DU MATERIEL MADE IN ALGERIA, MOROCO OU TUNISIA

Dans les pays du Maghreb, le non-labour avec semis-direct est connu depuis une dizaine d'années. Cependant, cette technique n'était jusqu'à présent disponible que pour de grosses exploitations en mesure d'importer de gros engins européens, américains ou brésiliens. Les petites exploitations étaient écartées de cette technique prometteuse. La création de groupements paysans avaient permis à quelques exploitations de taille moyenne d'acquérir ce type d'engins. Or, depuis peu, une fabrication locale de semoirs low-cost se dessine.

Très tôt, un petit fabricant marocain, les ateliers ATMAR ont développé en collaboration avec des ONG françaises et l'Ecole d'Agronomie de Meknès un modèle local. Actuellement, la production locale est d'une dizaine d'engins. En Algérie, l'aide des experts australiens a permis la mise au point par l'entreprise CMA-SOLA d'un premier prototype. A Sétif, les Etablissements Refoufi ont démarré la production à petite échelle de semoirs. Enfin à Béja (Tunisie), un artisan a lancé une production de semoirs pour semis-direct.

UN PRIX NOBEL DE LA PAIX POUR L'ICARDA ?

Le semis-direct constitue un progrès indéniable en zone semi-aride. Il permet pratiquement de doubler les marges de l'agriculteur. En Syrie un de ces agriculteurs pionniers explique que grâce à cette technique, en utilisant le volume de carburant auparavant utilisé pour le labour, il a pu emblaver une superficie 4 fois supérieure.

En évitant un labour qui assèche le sol et en lui préférant le semis-direct avec une méthode permettant la création de sillons collecteurs de pluie, les agriculteurs arabes ont fait reverdir le désert. En particulier en Syrie et Irak, par une adoption massive de cette technique australienne réadaptée aux conditions locales, ils ont montré leur capacité à innover.

A ceux qui affirment que les économies des pays arabes n'ont jamais rien produit, l'adoption du semis-direct démontre le contraire.

Ce progrès n'aurait pas été possible de façon aussi rapide sans l'aide des experts australiens oeuvrant au sein de l'Icarda et sans le dynamisme des artisans et ingénieurs des pays arabes. Aussi, cet organisme basé jusqu'en 2012 à Alep mérite nettement l'attribution du prix Nobel de la Paix. Là où des groupes armés financés par des monarchies moyennageuses et bénéficiant de complaisances européennes et US, l'Icarda avait su apporter progrès technique et développement rural. Quant aux équipes locales de cadres et d'ingénieurs, les décideurs des pays concernés feraient preuve de clairvoyance en les primant comme il se doit.

CRISE

NICOLAS BAVEREZ : L'ALGERIE EN SURSIS.

DEUX ANS POUR SE REFORMER

NICOLAS BAVEREZ : L'ALGERIE EN SURSIS DEUX ANS POUR SE REFORMER

Djamel BELAID 2016

Selon l'économiste Nicolas Baverez, suite à la chute des prix du pétrole, l'Algérie est en sursis. Etant le niveau des réserves de change, elle n'aurait que deux ans pour se réformer. Cela est peu et face au risque de déstabilisation du Maghreb, l'Europe ne peut se désintéresser du sort de ce pays. L'essayiste français, réputé pour ses positions ultra-libérales et qui s'exprime dans les colonnes du Figaro de ce jour, indique que les seules solutions possibles sont des réformes économiques encore plus libérales. Que faire en agriculture afin de relever ce défi ?

DU PAIN ET DES LEGUMES

L'essayiste s'inquiète des importations alimentaires et du sous emploi des jeunes Algériens. En matière d'importations alimentaires, il est vrai que ces dernières années, tout et n'importe quoi a pu être importé. Différents exportateurs étrangers dont les turcs ont pu exporter à foison vers le marché algérien. Les mesures actuelles prises par les pouvoirs publics peuvent permettre de réduire ces importations et ainsi encourager la production locale.

Un des postes qui grève les finances publiques concerne l'importation des céréales. Même si les Algériens sont de gros consommateurs de pain, il faut tenir compte de la contrebande vers les pays limitrophes. Pour réduire ces importations, mais également pour des raisons de santé, il est évident qu'il s'agit de donner plus de place aux légumes et réformer le soutien du prix du pain aux ménages à faible revenu en introduisant par exemple la carte à puce comme l'ont fait les Egyptiens.

Or, si l'Algérie peine à produire des céréales, son agriculture sait produire des légumes. Que ce soit au Nord ou dans le Sud, les paysans locaux ont fait des progrès conséquents. Vue d'avion, la région de Biskra ressemble aux régions d'Espagne spécialisées dans la culture sous serre.

La question est donc de rendre ces produits encore plus disponibles mais aussi d'augmenter leur présence dans les rations quotidiennes. L'industrie agro-alimentaire peut y remédier en proposant différentes formes de

conditionnements. La forme TetraPack permet notamment la commercialisation de soupes de légumes. Des accords devraient être passés avec des firmes telles Bonduelle afin d'installer des usines de transformation au niveau des bassins de production légumiers. Cela permettrait également de réguler l'offre. Celle-ci est parfois pléthorique à certaines périodes de l'année. Cela vaut également pour la pomme de terre dont la consommation fait aujourd'hui jeu égale avec les céréales.

Concernant, les besoins en protéines, les apports alimentaires peuvent être couverts par des légumes secs et par la production de plus de fourrages à travers les produits laitiers. D'énormes réserves de productivité existent à ce niveau.

L'IRRIGATION MAIS AUSSI L'AGRONOMIE

Afin d'augmenter la production de céréales et face à des sécheresses printannières récurrentes, les services agricoles misent sur l'irrigation d'appoint. Il s'agit là d'une politique à encourager. Cependant, la demande en eau potable des villes et du secteur agricole croît de façon exponentielle. Dans la région de Tipaza, les producteurs d'agrumes protestent contre des quotas de livraisons d'eau qui ne couvrent plus les besoins de leurs vergers. Il faut aussi compter avec l'envasement des barrages et des retenues collinaires. Il s'agit d'un véritable fléau dans un pays où chèvres et moutons s'attaquent à la moindre touffe d'herbe et sont la cause de l'érosion des sols. A chaque orage, des tonnes de terre aboutissent dans la moindre retenue d'eau.

Dans la lutte contre ces sécheresses printannières, le deuxième levier consiste en de nouvelles façons de travailler le sol. Ces techniques de non-labour avec semis direct mises au point par les agriculteurs des grandes plaines américaines et adoptées en Australie sont peu développées en Algérie. Une réponse rapide des autorités pourraient donc être de favoriser l'importation mais aussi la fabrication locale de ce type de matériel adapté à l'agriculture en milieu semi-aride.

AGIR RAPIDEMENT

Comme le note Nicolas Baverez, les pouvoirs publics doivent agir rapidement. Les récentes inaugurations en matière agro-alimentaires montrent qu'entre la signature et l'entrée en production les délais se comptent en années. C'est le cas des usines issues des accords Sim-

Avril (aliments du bétail) ou Cristal Union-La Belle (raffinage de sucre roux). Le motif ? Non pas la sacrosainte du principe des 49-51% mais des questions de papasseries administratives liées à l'importation des machines et à la rémunération des sous-traitants étrangers. Aussi, la solution pourrait être le recours à des zones franches.

Toujours afin d'agir rapidement, il faut favoriser le transfert de technologie et de management. On pourrait penser à des fermes pilotes (terres publiques) pilotées par des chefs de cultures étrangers ou à réformer la loi qui restreint à 3 mois le titre de travail des ouvriers spécialisés marocains. Ces derniers sont à l'origine de l'extraordinaire développement local des serres chapelles. De même que, par exemple, il s'agirait d'intégrer une prime variable indexée sur l'activité du personnel de l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) chargé de la vente d'intrants agricoles ou de la collecte de céréales.

L'ILLUSION DE L'EXPORT

Concernant le remplacement de la manne pétrolière par des rentrées financières liées à d'éventuelles exportations agricoles, il s'agit là d'un manque flagrant de réalisme. Le montant de ces exportations ne couvriraient même pas 1% de la rente pétrolière. Il s'agit également de tenir compte de concurrence marocaine et espagnole. Enfin, les ressources locales en sols et en eau sont limitées. Le potentiel en terres agricoles doit donc avant tout servir à produire de quoi satisfaire les besoins locaux.

Alors que l'agriculture saharienne est présentée comme un exemple de réussite, différentes voix s'alarment de la baisse du niveau des nappes phréatiques et de leur contamination par les nitrates et les pesticides trop pourtant très systématiquement utilisés dans des sols filtrants car sableux. Alors que les populations du Sud s'étaient levées contre les projets publics d'exploitation

des gaz de schiste, aujourd'hui la menace rampante provient d'une agriculture débridée et non durable. L'urgence serait de renforcer dans ces régions Sud les équipes d'hydrauliciens afin d'envisager les mesures permettant de favoriser l'infiltration des eaux de pluie et de préserver ces nappes.

En fin de compte, les services agricoles seraient mieux inspirés d'orienter les agriculteurs dégageant des productions excédentaires vers les secteurs déficitaires que de leur laisser croire au mirage des exportations.

UN EMMANUEL MACRON ALGERIEN ?

On peut se demander s'il existe l'équivalent d'un Emmanuel Macron en Algérie. Car même si le pays fait l'objet d'une dynamique porteuse en matière agricole et a pour la première fois un ministre de l'agriculture de formation agronomique les choses n'avancent pas assez vite.

A la politique d'ouverture des pouvoirs publics, les investisseurs locaux, mais aussi étrangers, répondent présent. La demande des consommateurs est importante, elle augmente en quantité mais aussi en qualité avec un appétit particulier pour les produits laitiers. Un vaste marché de 38 millions d'habitants est présent. L'investissement dans la formation a permis l'apparition de cadres compétents. Reste le management. Aussi, des réformes sont plus que nécessaires. Elles doivent permettre de libérer l'initiative, d'organiser l'aval, d'assurer les besoins du plus grand nombre et l'emploi des jeunes. Les entreprises françaises et leur savoir faire organisationnel ont toute leur place afin de relever ce défi.

ALGERIE, AVEC LA CRISE...

POUR DE NOUVEAUX MODES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRES

ALGERIE, AVEC LA CRISE, POUR DE NOUVEAUX MODES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRES

Djamel BELAID 22.05.2016

La crise économique que connaît le Venezuela doit nous inciter à de nouveaux modes de consommation alimentaire. En effet, les importations alimentaires pèsent lourdement sur le budget de l'état. Monsieur Bakhti Belaïb, Ministre du Commerce a montré l'exemple en demandant aux professionnels de limiter le taux de sucre dans les boissons gazeuses. D'autres exemples sont possible.

ALGERIE, RECONCILIER ALIMENTATION ET DIETETIQUE

En Algérie, nous mangeons mal. Les céréales ont une trop grande importance dans la ration alimentaire. En conséquences les légumes et les fibres sont peu représentés. Les spécialistes notent que de tels déséquilibre ne sont pas sans conséquences sur les risques de maladies métaboliques (diabète, artériosclérose, AVC, ...) et cancer. En la matière les statistiques du secteur médical sont alarmantes. Il suffit également de jeter un regard dans la rue : le surpoids se développe dans toutes les catégories d'âge de la population.

LE SUCRE, CE POISON DANS NOS VERRES

Il est une épidémie mondiale aussi redoutable que les grandes pandémies : le diabète. Cette maladie insidieuse est en nette progression dans le monde et en Algérie. Les causes sont multiples selon le type de diabète (type 1 ou 2). Mais à chaque fois la consommation exagérée de sucre et le manque d'effort physique en sont les causes. Or, en Algérie, comme le notent des spécialistes français : « les Algériens ont le bec sucré ». Expression qui signifie que nous avons une forte attirance pour la consommation de sucre. C'est le cas également au Maroc. Chacun pourra s'en convaincre on pensant aux pâtisseries « orientales » et à leur taux élevé de sucre. Cette surconsommation de sucre est d'autant plus grave que la majorité du sucre consommé localement est importé. CEVITAL et les autres agro-industriels ne font

qu'importer du sucre roux brésilien qui est raffiné localement.

Aussi la décision du Ministère du Commerce et de l'APAB de réduire le taux de sucre dans les boissons gazeuses constitue une bonne solution. Selon l'APS, « les deux parties ont convenu, dans ce cadre, d'engager une stratégie à mettre en place pour la réduction du sucre dans les denrées alimentaires ». Espérons que cette mesure sera rapidement appliquée et étendue à TOUS les produits alimentaires : confitures, gâteaux secs et biscuits, pâtisseries, ...etc.

Il serait bon que des industriels se démarquent en indiquant la mention « - 25% de sucre » sur leurs emballages afin d'attirer les consommateurs conscients de préserver leur santé et celle de leurs enfants.

INCORPORER DU SOJA DANS LE FROMAGE ET LA VIANDE

Sous l'influence de l'augmentation du niveau de vie et du mode de consommation occidental transmis par les médias et l'émigration, la consommation de fromage augmente régulièrement en Algérie.

CONSOMMER LEGUMES AUTREMENT

En Algérie, les légumes sont principalement consommés sous forme crue (hors-d'oeuvre) ou cuit (frits à la poêle ou cuit dans un bouillon). Certains types de consommation mériteraient d'être développés ; d'autres mériteraient d'être redécouverts.

DIETETIQUE ET REVENU DES MENAGES

Certes, diversifier son alimentation présente un coût. Coût que les ménages modestes ne sont pas toujours en capacité de supporter. En France par exemple, il est possible de superposer la carte représentant les régions à fort taux de chômage et celle de l'obésité. Les bas revenus mais également le faible niveau d'éducation sont des causes réelles de surpoids.

BAISSE DE LA RENTE PETROLIERE.

QUELLES REFORMES A ZERO DINARS POUR LE BUDGET DE L'ETAT ?

ALGERIE – AGRICULTURE: BAISSSE DE LA RENTE PETROLIERE, QUELLES REFORMES A ZERO DINARS POUR LE BUDGET DE L'ETAT ?

Djamel BELAID 2016

En Algérie, le développement récent de la production agricole s'est fait à coups de subventions massives. Si durant les années 70, le mot d'ordre était « tawzi' al-arbeh », le mot d'ordre des années 2010 a été « effacement des dettes ». Une pluie de pétro-dinars a arrosé les agriculteurs. Avec la baisse de la rente pétrolière, l'heure est aux économies. Il est donc nécessaire de trouver des mesures afin de toujours plus dynamiser le secteur agricole mais sans ponction sur le budget de l'Etat. De telles mesures existent.

REFORMER SANS METTRE LES GENS DANS LA RUE

Actions possibles :

-redéployer des postes budgétaires au sein d'associations professionnelles agricoles.

VERS PLUS DE SUBSIDIARITE

Pour l'agro-économiste Slimane Bedrani, en Algérie, l'agriculture est marquée par un excès de « centralisme administratif ». Pour l'économiste Denis Pommier le développement agricole doit faire place au « principe de subsidiarité » ; c'est à dire à plus de participation paysanne et rurale aux projets de développement.

L'exemple récent des programmes de développement communaux est un exemple d'avancée positive.

Il nous semble qu'en la matière, un des moyens est de

favoriser la participation à la prise de décision des élus paysans. De nombreuses structures agricoles comportent des représentants des agriculteurs. C'est le cas au niveau des DSA et des APW. Cependant, au niveau des CCLS ou des instituts techniques dépendant du MADR, les représentants en amont ou en aval n'ont pas « voix au chapitre ».

Une des mesures à zéro dinars serait de favoriser une plus grande participation paysanne . Dans le cas des CCLS, on pourrait imaginer par exemple une co-signature du représentant des agriculteurs à toute décision prise par le directeur actuellement nommé par la tutelle.

Une autre de ces mesures pourrait être d'inclure dans les conseils d'administration des instituts techniques dépendant du MADR des élus paysans et du secteur de la transformation. Cela, moyennant une participation de ces secteurs au financement des dits instituts. Participation par exemple basée sur le prélèvement d'un pourcentage symbolique mais non négligeable sur toute production agricole brute et/ou transformée.

CEREALIER DZ, SEMEZ EN SEC!

Une opportunité permise par le semis direct.

CEREALIER DZ, SEMEZ EN SEC!

Djamel BELAID 21.09.2016

L'an passé, à l'est du pays, la sécheresse automnale était telle que les semis de céréales ont été livrés très tôt aux moutons. Désespérés de ne pas voir de fortes pluies, dès le début de l'hiver les céréaliers avaient préférés que leurs parcelles de céréales prématurément jaunies servent de fourrage. Afin que ce scénario ne se renouvelle pas, les céréaliers ont une alternative : ne pas attendre la pluie et semer en sec.

SEMER EN SEC, MAIS PAR SEMIS DIRECT

S'il est proposé aux céréaliers de semer en sec, cette invitation se double du conseil suivant : semer en sec mais en adoptant le semis direct.

Pourquoi un tel conseil ? Car le labour ou le pseudo-labour au cover-crop assèche le sol et ne crée pas de conditions optimales à la germination des semences. L'expert marocain en semis direct, Rachid M'Rabet a montré qu'après un labour le sol est rapidement desséché. Or, ce n'est pas le cas en non-labour avec semis direct.

QUEL MATERIEL POUR LE SEMIS-DIRECT ?

Pour pouvoir utiliser le semis direct, il est nécessaire de disposer d'un semoir pour semis direct (SD). De plus en plus des semoirs pour semis direct sont disponibles sur le marché local. Ces engins sont chers, jusqu'à trois fois le prix d'un semoir conventionnel. Heureusement depuis peu, CMA-SOLA a commencé à produire à Sidi Bel-Abbès le semoir low-cost « Boudour ».

Les experts australiens basés de 2006 à 2012 à la station Icarda d'Alep (Syrie) ont montré que des artisans soudeurs locaux sont en mesure de fabriquer de tels engins. A Mezloug (Sétif), Mr Refoufi et ses fils ont démarré la production de semoirs pour semis direct. Il est à espérer que plus de constructeurs locaux apparaissent.

RECONVERTIR UN SEMOIR CONVENTIONNEL EN SEMOIR SD

En Irak, face à l'absence de constructeurs locaux, une autre voie a été choisie ; celle de reconverter des semoirs conventionnels en semoirs SD.

A condition de posséder un minimum de savoir faire et de pièces détachées, ce type de reconversion est à la

portée d'artisans soudeurs, voire d'agriculteurs possédant d'un atelier de soudure.

Le mode opératoire est simple. Sur un châssis, il s'agit de fixer des dents en acier et une trémie de semoir. Les dents travaillent le sol sur quelques centimètres. Le fait de fixer une tubulure de descente derrière chaque dent permet de positionner les graines en provenance de la trémie. L'idéal est de partager la trémie en deux afin qu'en plus des semences, des engrais soient également apportés.

DES AUTORITES ALGERIENNES DEPASSEES TECHNIQUEMENT

Face aux risques de sécheresses automnales ou printannières, les céréaliers n'ont plus qu'une alternative passer au SD. Les avantages sont multiples. Ces semoirs permettent de mieux valoriser l'humidité du sol. En rendant le labour inutile, ils évitent le dessèchement du sol. Mais surtout en plaçant la semence dans un sillon, ils permettent, dès l'automne, la collecte des eaux et donc la réussite de la délicate phase de germination-levée.

« Cerise sur le gâteau », du fait d'un seul passage pour « travailler le sol » et semer, ces engins réduisent de 40% les coûts en carburants et main d'oeuvre.

Si les autorités algériennes commencent à s'intéresser à cette technique révolutionnaire, la mobilisation des services agricoles est nettement insuffisante face aux défis du réchauffement climatique qui frappe le pays et en particulier l'Ouest.

CEREALIER, ESSAYEZ LE SD SUR UNE PARTIE DE VOTRE EXPLOITATION

Il est recommandé aux céréaliers ne connaissant pas le SD de réaliser un essai sur une partie de leur exploitation. Pour cela, ils peuvent emprunter le semoir d'un voisin, passer par une entreprise de travaux agricoles ou une CCLS qui dispose de tels engins. Enfin, reste la solution de modifier son semoir.

L'enjeu est primordial. Divers essais montrent que là où on ne récolte que 2 qx/ha en cas de sécheresse, avec le SD les parcelles voisines produisent 10 qx/ha. Le SD nécessite cependant de procéder à un désherbage chimique.

La balle est dorénavant dans le camp des pouvoirs publics. A eux d'organiser les conditions favorables au développement de ce mode de semis « anti-

sécheresse ». Mais, les céréaliers se doivent d'innover et de maîtriser cette technique sans attendre l'aide hypothétique des services agricoles parfois dépassés.

ENTENDU AUPRES DE CERÉALIERES

Avec le semis direct, mes chantiers de semis vont six fois plus vite.

Avec la même quantité de carburant, je sème 4 fois plus de surface.

Presse et questions agricoles.

El-Watan, mieux former les journalistes.

PRESSE ET QUESTIONS AGRICOLES. EL-WATAN, MIEUX FORMER LES JOURNALISTES

Djamel BELAID 25.07.16

L'article du correspondant d'El Watan de Issac B du 19.6.16 « Relizane : La céréaliculture durement affectée par la sécheresse » reflète la méconnaissance des journalistes au sujet des questions agricoles. Il ne s'agit pas là d'accabler un correspondant local qui doit traiter de nombreux sujets. La question qui se pose est de trouver les moyens afin d'éclairer le public sur les moyens les plus adaptés à l'augmentation des rendements.

NOS REPROCHES A LA PRESSE

On peut reprocher, à Mr Issac B, de ne proposer que l'irrigation comme solution. Il écrit en effet : « L'on se rappelle que plusieurs agriculteurs concernés par ce créneau se sont plaints des difficultés pour l'obtention des kits d'irrigation, un matériel fortement demandé par les fellahs pour effectuer des irrigations d'accompagnement ». Résultats, la moyenne ne serait que de 7 qx/ha contre une vingtaine avec irrigation de complément : « Bien sûr, la campagne moisson-battage a eu un niveau d'une exploitation privée du bas Cheliff où l'irrigation d'accompagnement a porté sa productivité à 25 q/ha ».

Mais même avec une disponibilité de kits d'irrigation, il est évident qu'on ne pourra irriguer toutes les terres céréalières. La demande en eau est également très forte concernant les villes. Puis tous les agriculteurs ne peuvent ou ne veulent pas irriguer.

Aussi, comme il existe aujourd'hui des méthodes modernes de dry-farming, il s'agit de les faire connaître au large public. Or, manifestement le journaliste les ignore.

PRESSE, CONTRIBUER A VULGARISER LE SEMIS-DIRECT

Si de nombreux journalistes sont ignorants des récents progrès techniques agronomiques, cela est en partie lié au fait de l'absence de la pratique de « dossiers de presse ». A l'étranger, toute entreprise communique par ce biais avec la presse. Concernant les avancées agronomiques en matière de céréales, le semis-direct permet d'optimiser la culture non-irriguée. Il y a donc une solution pour les terres

non-irrigables.

Ces techniques de semis-direct sont principalement développées par l'ITGC et CMA-SOLA (Sidi Bel-Abbès) qui produit un nouveau type de semoir qu'on pourrait qualifier « d'anti-sécheresse ». Ces engins peuvent non seulement être utilisés pour les céréales, les fourrages et les légumes secs.

Que les journalistes se rassurent, de nombreux hauts-cadres du MADR, et le premier d'entre-eux, n'évoquent pratiquement pas cette technique par manque de connaissances du sujet. Sujet pourtant capital.

Les organismes directement impliqués, mais également les DSA devraient informer les correspondant locaux de ces avancées agronomiques et de leur progressive mise en place sur le terrain. Il s'agit-là d'une bataille cruciale. Informer sur ces nouvelles techniques de dry-farming mises au point aux USA, Brésil et Australie ne peut que hâter leur généralisation. D'autant plus que la fabrication locale d'engins low-cost peut permettre d'équiper un plus grands nombre d'exploitations.

Mr Issac B, à quand votre article sur l'avancée du semis-direct dans votre région ?

SUCRE

PRODUIRE DU SUCRE DE POMME DE TERRE.

Une voie à explorer.

ALGERIE, PRODUIRE DU SUCRE DE POMME DE TERRE

Djamel BELAID 10.06.2016

A certaines périodes de l'année, la production de pomme est excédentaire. Il pourrait être possible de produire du sucre à partir de l'amidon des pommes de terre comme cela se fait déjà aux USA à partir du maïs.

PLUSIEURS TECHNIQUES POUR CASSER LES MOLECULES D'AMIDON

Il existe plusieurs techniques afin de casser les molécules d'amidon contenues dans les tubercules de pomme de terre et ainsi obtenir du glucose. Cette action peut être obtenue par action d'un acide, d'une enzyme ou de rayons (ionisation).

L'action de l'ionisation sur l'amidon de pomme de terre a été découvert par hasard. Traditionnellement l'ionisation a pour but d'améliorer la durée de

conservation des denrées alimentaires. Une courte exposition des denrées alimentaires suffit pour éliminer la plupart des micro-organismes. De nombreuses denrées sont ainsi couramment ionisées. Au Maghreb, cette technique est utilisée par le Maroc qui possède une station d'ionisation.

Or en ionisant des tubercules de pommes de terres, les professionnels se sont aperçus que celles-ci devenaient sucrées. D'où l'idée d'obtenir du sirop de glucose de ces tubercules.

En Europe et USA, les betteraves à sucre ou le maïs suffisent à approvisionner la filière sucre. En Algérie, cette technique originale de production de sucre mériterait d'être explorée.

TUNISIE SURPRODUCTION DE LAIT.

Une expérience à suivre...

TUNISIE SURPRODUCTION DE LAIT

Djamel BELAID 17.02.2016

Ecoutant ce matin la radio France-Info, j'ai appris que la Tunisie voisine était excédentaire en lait. Un moment, je n'ai pu en croire mes oreilles. Non seulement parce que produire du lait en climat semi-aride n'est pas aisé mais aussi parce que à part les olives, l'agriculture tunisienne n'est pas connue pour ses succès – du moins pour ce que nous en savons.

La première réaction est de féliciter les paysans tunisiens, les ingénieurs et techniciens et les industriels de la transformation. La deuxième réaction est une folle envie d'aller voir comment font les Tunisiens pour produire tant de lait.

UNE SURPRODUCTION SAISONNIERE

Actuellement face aux risques de surproduction du lait est jeté. Dans les exploitations, certains jours, le camion de ramassage de lait ne passe pas. Et quand il passe le litre de lait est acheté seulement 33 centimes alors que son prix de revient est de 36 centimes.

L'explication vient du caractère saisonnier de la production du lait. Il y en a plus au printemps du fait de l'abondance des fourrages verts. Aussi le gouvernement tunisien organise chaque année le stockage du lait excédentaire. Cependant, les laiteries tunisiennes refusent actuellement le lait du fait que les stocks de lait de l'an passé n'ont pas été écoulés et que se profile à nouveau le lait printannier d'une nouvelle saison. « Cet hiver en Tunisie, les stocks de lait sont au plus haut : 54 millions de litres contre seulement 15 millions l'an dernier à la même période. »

Face à la situation, du lait est servi gratuitement aux enfants dans les écoles et aux familles nécessiteuses. « Les autorités tunisiennes en ont déjà distribué dix millions de litres cet hiver, dans des établissements scolaires mais aussi à des familles modestes. Elles promettent d'en acheter presque autant dans les

prochaines semaines. » Par ailleurs, une partie est exportée vers la Lybie, mais cela ne suffit pas.

On peut se demander pourquoi les surplus ne sont pas transformés en lait en poudre ou en fromage. Certainement que les laiteries et les coopératives n'ont pas investi dans l'outil de transformation.

PAS DE SURPRODUCTION DZ

En Algérie, nous sommes encore loin de parler de surproduction. On peut se demander s'il ne serait pas intéressant d'importer le lait tunisien.

Mais au delà cela montre les possibilités de la filière lait tunisienne. Eleveurs, cadres, recherche agronomique, collecteurs et transformateurs ont réussi là un exploit qui nous fait rêver, nous Algériens. Vite, que Ministres, responsables du MADR, Staff de Giplait, laiteries, éleveurs aillent en Tunisie pour des « learning trips », des voyages d'immersion pour voir comment faire.

Car c'est là un bel exploit. Ce niveau de production est contesté dû à l'augmentation de la production de fourrages. Comment ont fait nos voisins pour en produire plus, le récolter et le conserver. Le conserve-t-il sous forme de foin, d'ensilage ou tout simplement en faisant pâturer les vaches ? Qui le leur a appris ? Quel type de fourrage produisent-ils ? C'est autant de questions qu'on est en droit de se poser.

Récemment le ministre algérien de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique parlait de reserer les relations avec la Tunisie voisine. Une telle volonté devrait être élargie au MADR.

Nous savions que nos voisins Marocains produisaient 50% de leurs besoins en sucre en plantant de la canne à sucre et de la betterave ; il est réconfortant de savoir que les Tunisiens possèdent cette expertise en production laitière.

Oui, au Maghreb agricole. Et au plus vite...

REFORMER

FERROUKHI, DES IDEES NOVATRICES POUR L'AGRICULTURE...

à la recherche d'accélérateurs de développement.

FERROUKHI, DES IDEES NOVATRICES POUR L'AGRICULTURE

Djamel Belaid 11.6.2016

L'Algérie de 2016 peut se vanter de posséder des ministres atypiques. Atypiques du point de vue de la qualité de leur apports à la réforme du pays. C'est par exemple le cas avec Mme Nouria Benghebrit, dont les compétences universitaires font autorité. Les plus jeunes des Algériens ne se souviennent sans doute pas de ce ministre de l'agriculture des années 70 qui, lunettes noires visées sur le nez, ne disait pas un mot du haut de la tribune et semblait compter les mouches au plafond. Aujourd'hui Mr Sid Ahmed Ghozali est un tout autre ministre de l'Agriculture. Il ouvre des débats, écoute et propose pour rénover en profondeur ce secteur de l'économie.

Ainsi, face à la hausse des prix, malgré l'abondance des fruits et légumes, le ministre a proposé l'attribution d'emplacements (carreaux) dans des marchés couverts à des agriculteurs. Ceux-ci, réunis en groupement de vente pourrait ainsi approvisionner de tels points de vente et court circuiter les grossistes souvent à l'origine de hausses de prix inacceptables.

Récemment, s'étonnant de l'existence de 400 ingénieurs agronomes de l'OAIC, le Ministre n'a pas hésité à poser la question de leur utilisation au sein de cet office.

Lors de ses visites sur le terrain, le Ministre affiche une réelle proximité avec les agriculteurs. Délaissant le costume pour un simple blouson ou une kachabiya, il montre de réelles qualité d'écoute. Il n'hésite pas à des gestes familiers à leur égard. Cette attitude tranche avec l'attention accordée à l'égard des officiels. Certains noient le Ministre de statistiques ; ils se font rappeler à l'ordre devant les caméras de télévision pour ne pas répondre avec précision aux demandes de précision du Ministre.

Les visites de terrain constituent une part importante du programme du Ministre. Celui-ci les multiplie en région visitant exploitations agricoles, structures de stockage

ou de transformation. Chose nouvelles les stations de recherche agronomique du ministère font également l'objet de visite d'inspection.

S'exprimant plus aisément en langue française qu'en langue arabe, le Ministre n'hésite pas à utiliser ces deux langues. Un journaliste lui demandant une réponse en langue arabe, le Ministre n'hésite pas à faire remarquer que la question lui étant posée en langue française, il répond donc en langue française. Il y a là un ton qui tranche avec bon nombre de ses prédécesseurs dont celui aux lunettes noires.

Sur le fond, le Ministre innove en indiquant qu'il est à la recherche d'accélérateurs de développement. C'est là une démarche salutaire qui ne peut que fédérer les initiatives. Le Ministre fait preuve de pragmatisme. Ainsi dans le dossier de l'élevage laitier, parallèlement aux hausses de prix accordées aux éleveurs, il a insisté pour que des incitations à produire soient apportées aux producteurs de fourrages.

Dans le cas de la surproduction de la pomme de terre il n'hésite pas à demander au secteur privé d'investir dans les chambres froides. Sur un autre point, à plusieurs reprises, il a rappelé l'intérêt des producteurs à se fédérer en groupement afin de mieux commercialiser leurs productions.

On pourrait cependant noter que certains dossiers méritent d'être mis sur le devant de la scène. C'est le cas de la diffusion de certaines techniques nouvelles telles le non-labour avec semis-direct. Cependant, on ne saurait accabler un Ministre n'ayant pas encore bouclé sa première année d'exercice.

Pour l'une des premières fois, le Ministère de l'agriculture est confié à un ingénieur agronome. Ses premiers pas sont marqués par un dynamisme certain. Il est à espérer que les pouvoirs publics lui accorderont le temps et les moyens pour réformer un secteur agricole vers l'augmentation des productions, l'emploi et la préservation d'un environnement naturel fragile.

SETIF EN POINTE DANS LA PRODUCTION DE FOURRAGES

Utilisation du semis-direct.

SETIF EN POINTE DANS LA PRODUCTION DE FOURRAGES

Djamel BELAID 27.02.2016

La station ITGC de Sétif est en train de révolutionner la production de fourrages en zone sèche. Il s'agit de la production de fourrage à base du mélange triticales-pois au lieu de l'habituel mélange de vesce-avoine. Mais l'innovation ne se limite pas à cette seule nouvelle association, dans le cadre d'un projet algéro-australien³⁹, les agronomes de cette station sèment sans même labourer. Et des agriculteurs en redemandent. Sétif pourrait être le creuset d'une révolution technique qui revisite le dry-farming.

UN MELANGE FOURRAGER PLUS RICHE

Le problème du mélange vesce-avoine vient de sa faible valeur nutritive. Ce fourrage est souvent récolté tardivement. En effet, souvent les agriculteurs retardent la récolte dans le but d'obtenir une plus grande masse végétale. Cependant, cette augmentation s'accompagne par une baisse de la valeur nutritive. Par ailleurs, la vesce a alors tendance à perdre ses feuilles. Or, ce sont les feuilles qui sont les plus riches en protéines. Le remplacement de la vesce par du pois fourrager permet de réduire ces pertes dans la mesure où ce fourrage est plus vigoureux. Par ailleurs, il est plus productif. De même pour le triticale, sa production de masse végétale est supérieure à celle de l'avoine.

L'an passé, la station de Sétif a implanté ce type de mélange fourrager chez des agriculteurs de la région de Msila. Les photos des parcelles prises au printemps montrent de belles parcelles à la végétation drue qui ont fait la joie des agriculteurs ayant accepté de participer aux essais.

UN FOURRAGE IMPLANTE PAR SEMIS DIRECT

Le succès des parcelles de pois-triticales n'est pas seulement due à une pluviométrie favorable. Il provient de l'utilisation de matériel australien adapté aux zones sèches au climat semi-aride. Il s'agit en effet de semoirs

à dents de marque John Shearer. Ces engins ont la particularité de permettre un semis-direct. En effet, grâce à de puissantes dents reliées à des ressorts, ce type de semoir permet de semer sur un sol nu non-labouré. Ce qui peut paraître comme une hérésie pour les fellahs traditionnels est au contraire une innovation agronomique majeure.

En effet, le labour présente plusieurs inconvénients : c'est une opération longue et coûteuse en carburant. Par ailleurs, il dessèche le sol. Or, en région semi-aride c'est là un grave inconvénient.

Le type de semoir australien choisit présente une originalité : ses organes semeurs à dents espacés de 17 cm. Ceux-ci sont issus de plusieurs années de recherche-développement en partenariat avec les agriculteurs australiens. En plus des semences, les dents permettent d'épandre de l'engrais sous la ligne de semis. Conséquences, l'engrais est mieux utilisé. Mais l'intérêt de ce type de dents réside dans le fait qu'il permet également la formation d'un léger sillon juste au dessus de la ligne de semis. Le champs alors semé présente l'aspect d'une tôle ondulée. Dès la moindre pluie, l'eau s'accumule dans les sillons qui sont en fait de véritables collecteurs d'eau de pluie. Cette récupération d'eau de pluie à l'automne n'est pas négligeable en zone semi-aride, en témoigne la sécheresse automnale qui touché les wilaya de l'Ouest du pays cette année.

Issus d'un pays sec mais producteur de blé et de fourrages, les australiens sont donc passés maître de s'accommoder d'un climat ingrat. C'est là une leçon pour nous Algériens.

PRODUIRE DES SEMOIRS J. SHEARER MADE IN DZ

Les Australiens veulent-ils nous vendre leurs semoirs pour zone sèche ? On ne peut exclure cette volonté de la part de la firme John Shearer. Mais pour les experts australiens engagés dans des projets internationaux à travers des centres tels l'ICARDA, l'objectif est avant tout que ces principes de semis direct pour fourrages et blé soient mis en application par les agriculteurs et cela avec un matériel local. Les missions australiennes présentent depuis 2006 en Syrie, Irak et Jordanie témoignent de ce type d'approche. En Syrie, ces experts ont contribué au développement de huit ateliers fabriquant ce type de semoirs. Idem en Jordanie où un

39 Project number : CSE-2011-025 ACIAR program area : Cropping Systems and Economics. Duration : June 2012-June 2015

grand industriel, Rama Manufacture, en fabrique dorénavant à grande échelle. Résultats, pour moins de 3 000 \$, les agriculteurs disposent d'outils révolutionnant le dry-farming alors que des semoirs européens ou brésiliens coûtent plus de 8 000 \$.

En Irak, en attendant une fabrication de masse, dans un premier temps, l'action a été mise sur la transformation de semoirs conventionnels en semoirs pour semis direct. Des kits fabriqués au Moyen Orient sont aujourd'hui disponibles à partir de 1500\$.

Et en Algérie ? En Algérie, la station ITGC de Sétif possède un exemplaire de semoir syrien de marque Ashbel et deux semoirs de marque J. Shearer. Un à dents et un autre à disques. Selon les experts australiens, les modèles à dents sont plus faciles à construire et ne présentent pas les inconvénients de l'usure des roulements propres aux semoirs à disques.

L'urgence serait de réussir le transfert de technologie qui a si bien fonctionné en Syrie et en Jordanie. Dans ces deux pays deux approches différentes ont eu lieu : respectivement fabrication artisanale et fabrication industrielle. Ces deux voies peuvent permettre aux différents types d'investisseurs privés et publics de s'engager dans la fabrication de semoirs pour semis direct.

Les artisans privés ont pour eux la souplesse, les industriels publics ou privés ont pour eux la capacité à réunir des moyens conséquents. Il s'agit donc de les mettre en relation avec les agronomes algériens de la station et les experts australiens de l'ICARDA en poste au Maroc. En effet, depuis les événements en Syrie, le centre de l'ICARDA, auparavant basé à Alep, a été transféré à Settat (Maroc).

UNE OPPORTUNITE A SAISIR

La technologie des semoirs australiens dépasse le seul cadre des fourrages. Cette technologie est en effet applicable aux céréales, protéagineux et oléagineux dont la production est largement déficitaire.

Mais revenons aux fourrages. La façon de procéder des ingénieurs de Sétif est révolutionnaire. Non pas seulement pour l'aspect récupération de l'eau de pluie déjà citée, mais pour l'application de la technique du semis-direct à des fourrages. Cette technique a d'abord été appliquée au semis des céréales (blé et orge). Cependant, dans ce cas là, il est souvent nécessaire de réaliser un désherbage avant semis. En effet, le labour possède au moins une vertu, celle d'éliminer les mauvaises herbes avant semis. Or, qui dit semis-direct, dit absence de destruction des mauvaises herbes parfois présentes avant le semis. Comme de nombreux agriculteurs ne possèdent pas de pulvérisateurs pour procéder à un désherbage chimique, l'utilisation du semis direct s'avère judicieux. En effet, en culture fourragère et dans certaines conditions, ce désherbage peut ne pas être nécessaire. En effet, un automne sec n'est pas propice au développement des mauvaises herbes. Par ailleurs, une densité adéquate du mélange

pois-triticales peut suffire à étouffer les mauvaises herbes qui peuvent germer en même temps que les semences de pois-triticales. Ainsi, en proposant le semis-direct pour implanter des fourrages, les agronomes sétifiens ont eu la bonne idée de proposer un itinéraire technique simplifié, peu coûteux puisque sans labour et donc particulièrement adapté aux agriculteurs peu outillés. Ce sont là des conditions idéales pour faire accepter une technique nouvelle.

L'enjeu est capital. Les besoins en fourrages sont immenses. Si les fourrages verts tels le maïs, le sorgho ou la luzerne doivent être produits avec une irrigation d'appoint, ce n'est pas le cas de la vesce-avoine ou du pois-triticales. Or, les superficies potentielles sont importantes. C'est le cas des surfaces en jachère pâturée. Par manque de moyens, et pour satisfaire les besoins alimentaires des moutons de nombreux agriculteurs laissent souvent 50% de la surface de leur exploitation non cultivée. Toute l'année, les moutons viennent brouter ces surfaces. Mais le rendement fourrager est très faible car issu d'une végétation spontanée. Avec la technique du semis direct, il serait donc possible d'ensemencer sans labour ces surfaces actuellement insuffisamment productives.

MANQUE DE COORDINATION

Alors que les agronomes sétifiens adaptent un matériel performant mais exigeant aux conditions des agriculteurs, on pourrait penser qu'ils sont entourés d'ingénieurs en machinisme et de représentants de l'industrie nationale du matériel agricole tels ceux du groupe PMAT. Or, il n'en est rien.

Pourtant le projet initial envisageait le développement de semoirs pour semis direct à faible coût « develop low-cost machinery⁴⁰ ». Or, de ce qu'on peut savoir de l'état d'avancement du projet, nulle trace de semoir DZ.

Les chercheurs sétifiens travaillent seuls, isolés dans leur coin avec le peu de moyens dont ils disposent. Alors que la technique du semis direct est adoptée par plus de 90% des agriculteurs d'un pays sec comme l'Australie, en Algérie il n'y a pas de stratégie pour encourager l'usage des semoirs pour semis direct ni envisager une quelconque fabrication locale de modèles simplifiés. Enfin, il y a cependant la pratique de la prière de l'Istiqa afin de favoriser la venue de la pluie.

Il est à espérer que les agriculteurs de Sétif et de Msila qui ont vu travailler les semoirs australiens se mettent à transformer leurs semoirs conventionnels comme l'on fait des agriculteurs irakiens. A moins que ce soit un

40 « The project will identify and address the constraints to adoption of CA systems by small-scale (<10 ha) and medium-scale (<20 ha) farmers (smallholders); develop low-cost machinery and adapted cropping systems; and upgrade the CA capacity of the national agricultural research systems ». Source : Icarda.org

agronome ou un artisan qui en ait l'idée. Pour cela nous conseillons aux personnes intéressées de faire la chasse à l'information technique sur google en utilisant les

mots clé : « Jack Desbiolles, Icarda, Syria, seeder, Zero Till ».
Bonne chasse...

SEMIS DIRECT EN ALGERIE, FAIRE PORTER LA VULGARISATION PAR LES FIRMES D'AMONT ET D'AVAL.

Faire connaître le semis direct.

SEMIS DIRECT EN ALGERIE, FAIRE PORTER LA VULGARISATION PAR LES FIRMES D'AMONT ET D'AVAL.

Djamel BELAID 17/03/2016 réactualisé le 31.03.2016.

Contrairement à la Syrie et l'Irak, au Maghreb et plus particulièrement en Algérie, au niveau des petites et moyennes exploitations céréalière, le semis-direct (SD) tarde dramatiquement à être développé. Force est de constater qu'à part quelques initiatives, les services agricoles locaux sont absents sur le terrain. Face à cette situation, il nous semble que le changement ne peut venir que d'initiatives privées. Les firmes d'agro-fourniture et les transformateurs de céréales peuvent constituer le fer de lance d'opérations de promotion en faveur de l'équipement en semoirs SD des petites et moyennes exploitations.

ALGERIE SUCCES DES SEMOIRS SD ETRANGERS, SYRIE SUCCES DE SEMOIRS SD LOCAUX

En Algérie, l'utilisation du semis direct concerne essentiellement de grosses exploitations privées et publiques (fermes pilotes). Petites et moyennes exploitations ne connaissent pas ce mode de semis si ce n'est à travers des quelques semoirs SD présents au niveau des unités motoculture des CCLS et des travaux à façon réalisés par quelques grosses exploitations. La même situation peut être observée au Maroc et en Tunisie, même si parfois l'acquisition de semoirs SD est réalisée au niveau de plusieurs exploitations⁴¹. Dans la majorité des cas, il s'agit de semoirs importés d'origine diverse : Seméato, Kuhn, John Shearer, ... etc.

L'observation avant 2013, de l'équipement des exploitations céréalières syriennes et irakiennes montre un autre type d'équipement. Si quelques gros semoirs SD européens, brésiliens ou australiens sont présents, la majeure partie des engins utilisés sont de fabrication

locale. Il s'agit en général de semoirs de 2,3 à 4 m de large. Parfois, il s'agit même de semoirs conventionnels transformés localement par des artisans et agriculteurs en semoirs SD. On doit l'originalité de cette situation à la coopération australienne basée à la station Icarda d'Alep puis rapatriée en Jordanie.

SEMIS DIRECT, AVANTAGE AUX MODELES AUSTRALIENS

Bien que disposant de semoirs SD à disques ou à dents, les australiens ont, dès 2005, vulgarisé le modèle à dents ; principalement de marque John Shearer. Celui-ci est caractérisé par des dents permettant un travail du sol superficiel au niveau de l'emplacement de la semence, le dépôt de fertilisants sous les graines et le passage de roues plombeuses au creux du sillon formé par le passage des dents. Ainsi, contrairement à un semoir Semeato à disques, les semoirs australiens John Shearer laissent derrière eux un sol à la surface en « tôle ondulée ». Ces sillons se transforment en d'efficaces collecteurs d'eau de pluie dès la moindre averse qui suit le semis. Ainsi, l'eau percole au dessus de l'emplacement des semences, ce qui favorise leur humectation et une levée homogène. Après la levée, les sillons continuent leur rôle de collecteur d'eau de pluie. Le passage de l'humidité du sol vers la graine est également grandement facilité par l'action de tassement des roues plombeuses. Les modèles brésiliens ne possèdent pas de tels mécanismes de collecte de l'eau de pluie. L'explication est à rechercher dans la généreuse et régulière pluviométrie des régions agricoles du Brésil. Le type de semoir à dents SD est donc particulièrement adapté aux régions semi-arides à pluviométrie irrégulière et en particulier à l'implémentation des cultures⁴². Par ailleurs, les semoirs à disques sont plus fragiles que ceux à dents à cause de l'usure de leurs roulements.

« Cerise sur la gâteau », dans le cadre de projets au sein de l'Icarda, les Australiens ont gracieusement opéré un transfert de technologie vers des artisans ou industriels

41 La revue marocaine Alternatives Rurales fait état de l'acquisition de semoirs SD au niveau de coopératives de petits paysans. Les comptes-rendus de mission de l'ONG françaises Fert fait état de groupements de 4 à 5 exploitations céréalières possédant un semoir SD.

42 Concernant le rôle positif de SD direct sur l'augmentation des quantités d'eau enmagasinée dans le sol, on se reportera aux travaux de Rachid Mrabet à Settât (Maroc).

syriens⁴³, irakiens ou jordaniens. L'intérêt des Australiens étant ailleurs : l'accès aux ressources génétiques de l'icarda dont les céréales.

Après le Proche-Orient, les experts australiens du SD déploient leur aide vers le Maghreb. L'un des plus éminents experts de cette dream-team, le Pr Jack Desbiolles⁴⁴, a ainsi effectué plusieurs missions ponctuelles en Algérie. Ces missions auraient abouti à la mise au point par CMA Sidi-Bel-Abbès d'un premier prototype de semoir SD. Celui-ci serait en cours d'essais chez un agriculteur. On ne peut que féliciter, les institutions agricoles locales (dont l'ITGC). Il pourrait être intéressant que cet expert australien puisse rencontrer des fabricants potentiels de semoirs SD tels la firme Tirsam de Batna ou d'autres investisseurs privés en matériel agricole.

ACTION DES SERVICES DE VULGARISATION EN FAVEUR DU SEMIS DIRECT

Nous nous proposons d'examiner les structures de vulgarisation susceptibles de prendre en charge l'extension de l'utilisation du SD en Algérie. Les services agricoles prévoient la présence d'un agent de vulgarisation dans chaque commune. Cependant souvent, ce conseiller est seul à s'occuper de plusieurs centaines d'agriculteurs éparpillés sur un vaste territoire. Parfois, il n'existe qu'un véhicule pour plusieurs conseillers et les dotations en carburants sont rationnées.

Quant aux stations ITGC, elles sont dépassées. Elles doivent par exemple prendre en charge la vulgarisation du désherbage, de la lutte contre le vert blanc, la sélection de nouvelles variétés et la multiplication de semences. Il semble également que la direction n'a pas classé une priorité⁴⁵ au niveau des actions. Enfin, on note l'absence de relais dans les Chambres d'Agriculture et les CCLS bien qu'il existe des réseaux qualité-blé mis en place par des transformateurs tels Groupe Benamor. Le rôle des ingénieurs des stations ITGC devrait être de produire de la référence technique et non pas de vulgariser. Cette opération devant être dévolue aux techniciens des Chambres d'Agriculture, des Coopératives Céréalières Paysannes et de l'agro-fourriture. En France, Arvalis.fr produit de la référence, et ce sont les Ch. d'Agriculture, les coopératives ou le négoce qui vulgarisent ces résultats.

43 Youtube video de l'interview d'experts Syriens dont la Pr. Basima Barhoum GCSAR on CA: http://www.youtube.com/watch?v=fMFdSUy4nOU&feature=youtube_gdata_player

44 Du Pr Jack Desbiolles on trouvera sur google le rapport détaillé des résultats obtenus entre 2005-2012 en Syrie. Son rapport « The practical implementation of conservation agriculture in the Middle east » détaille de façon précise le mode de fabrication de modèles abordables de semoirs SD moins de 1500\$).

45 Le seul semoir SD syrien existant en Algérie au niveau d'une station de recherche reste ignoré des cadres de l'ITGC.

L'INPV développe sur le terrain des actions de vulgarisation et d'action contre certains ravageurs. Quant aux CCLS la priorité est donnée à la production de semences certifiée et à l'approvisionnement en ... ficelle. Les unités de motoculture des CCLS ont bien été dotées de quelques semoirs SD, mais il s'agit de gros engins importés et en aucun cas d'une stratégie de dynamisation d'une production locale telle qu'observée en Syrie et Irak.

Il semble donc, qu'en matière de vulgarisation et de dynamisation de la production de semoirs SD, il n'y ait malheureusement rien à attendre de la part des structures publiques en place.

TIRSAM ET PMAT, DES CONSTRUCTEURS IGNORANT DU CONCEPT SEMIS DIRECT

En Algérie, les capacités en matière de construction de matériel agricole sont exceptionnelles. Certains industriels possèdent des outils de conception par ordinateur, des fonderies et des moyens de découpe laser de l'acier. L'industrie locale produit sous licence des tracteurs et moissonneuses-batteuses. Elle produit également du matériel aratoire, de semis ou de traitement. Le matériel pour semis direct est ignoré par des entreprises privées telle Tirsam (Batna) ou publique telles celles du groupe public PMAT.

Parmi les entreprises privées les plus dynamiques, on peut citer Djoudi Métal (matériel pour aliment du bétail) ou des fabricants de tank réfrigérés à lait.

Les concessionnaires important du matériel agricole sont nombreux. Certains d'entre-eux importent du matériel agricole turc. Pourtant en matière de semis, le matériel importé est essentiellement conventionnel. Or, la Turquie est cependant un pays où la production de semoirs SD est avancée. Parmi les concessionnaires, on peut noter le dynamisme de la Société Axium SPA (Constantine). Bien que pionnière pour l'importation de matériel de récolte pour balles rondes, cette société dirigée par un Dr vétérinaire ignore l'existence de matériel pour semis direct.

En Algérie, en matière de développement agricole, les priorités semblent nombreuses. Cependant, étrangement, dans un pays à dominante semi-aride, le SD ne semble pas figurer parmi ces priorités. Cela peut être attribué à la priorité donnée à l'irrigation d'appoint des céréales mais surtout à l'absence de vision globale et de coordination entre les moyens existant localement et les possibilités offertes par la coopération internationale.

MISER SUR LES TRANSFORMATEURS ET L'AGRO-FOURNITURE

Face à l'urgence de la situation, la puissance publique s'avère défailante pour promouvoir la fabrication de semoirs SD à dents basés sur le modèle australien. Aussi, il ne reste que l'initiative privée. Le secteur de la transformation pourrait s'avérer d'un apport considérable. En effet, tant qu'il n'existe pas de

signature de l'Algérie à l'OMC, ce secteur a intérêt à une augmentation de la production locale de blé dur en qualité et en quantité. En effet, la première transformation et la seconde transformation permettent la réalisation de très confortables marges. En l'absence d'une efficacité de l'institution agricole d'Etat vis à vis de la promotion du SD, les meuniers et semouliers locaux ont tout intérêt à garantir leur approvisionnement dans leur bassin local.

Le secteur de la vente de produits phytosanitaires pourraient également constituer le fer de lance de la vulgarisation des semoirs SD. Pourquoi ce secteur serait-il si stratégique ?

Avant tout, développer le SD implique de vendre plus d'herbicides dont du glyphosate. En effet, l'abandon du labour en faveur du SD s'accompagne généralement d'une plus grande infestation adventice. Par ailleurs, un céréalier qui se met au SD et s'équipe d'un pulvérisateur peut également évoluer vers l'utilisation de fongicides et d'insecticides. C'est donc un client potentiel pour l'industrie des produits phyto-sanitaire.

Mais l'élargissement de la clientèle concerne également les vendeurs d'engrais. Le SD permet la localisation des engrais de fonds tels le MAP et DAP sur la ligne de semis. Cette technique permet ainsi de réduire la question de l'insolubilisation des engrais phosphatés en sol calcaire. Des entreprises telles que Profert y ont tout à y gagner. Que peut-on attendre par contre d'une société telle Fertial ? En fait, l'actionnaire espagnol qui possède une compétence en matière d'animation de terrain vise l'export vers l'Europe et ne se préoccupe donc pas du marché local. On peut se demander pourquoi les pouvoirs publics, à travers le partenaire algérien, ne les y incitent pas en ajoutant une clause au contrat actuel.

MISER SUR LES ARTISANS ?

En Algérie existe de nombreux artisans maîtrisant la découpe et la soudure de l'acier. Nombre d'entre-eux sont capables de réaliser le bâti en acier de semoirs SD puis d'y fixer des pièces obtenues par sous-traitance : trémie pour les semences et les engrais, dents avec leurs ressorts, roues plombeuses. Ces artisans pourraient réutiliser des parties de semoirs conventionnels de marque locale. Une nombreuse documentation existe est disponible en ligne sur internet⁴⁶. Si une volonté politique était présente de la part des services agricoles (ITGC), il serait possible de réunir ces investisseurs privés potentiels et les experts australiens et syriens de l'Icarda. Actuellement, ces experts dont Jack Desbiolles est uniquement orienté par l'ITGC vers le constructeur public CMA. Plusieurs réunions auraient déjà eu lieu.

46 Sur google, il suffit de taper « Icarda + seeder + zero-till » pour trouver des photos de semoirs SD, des plans de construction et des conseils de montage. C'est également le cas concernant la transformation de semoirs conventionnels en semoirs SD.

Cependant nulle trace d'un quelconque semoirs SD à dents made in DZ. L'idéal serait d'ouvrir ces réunions à des artisans et à des jeunes investisseurs de l'Ansej.

L'expérience syrienne ayant vu le développement de 8 ateliers de fabrication de semoirs SD, on peut penser que la rencontre entre experts de l'Icarda et investisseurs privés locaux est indispensable. Il est certain qu'en la matière « les premiers arrivés seront les premiers servis ». Il est fondamental pour chaque investisseur potentiel de se positionner car la mise sur le marché algérien des premiers semoirs SD à dents pourrait ringardiser les autres outils aratoires et de semis. En effet, le contexte actuel est à l'augmentation des coûts de mécanisation et du prix des intrants. Déjà, le prix des carburants a augmenté, les engrais devraient suivre. Dans le contexte de la baisse de la rente pétrolière, les subventions publiques en faveur du blé dur ne devraient pas augmenter. Il est même à craindre qu'elles baissent. Le maintien des marges en céréaliculture pourraient alors n'être sauvegardées que par le passage au SD. C'est dire si le marché est conséquent. Actuellement les semoirs syriens de 2,3 m sont vendus (départ usine) à 1500\$.

PERSPECTIVES : ENGRAIS DZ CONTRE SEMOIRS SYRIENS.

Une alternative face au manque criant de semoirs SD à prix abordables pourrait être d'avoir directement recours à la Syrie. En effet, jusqu'en 2012, ce pays a produit 92⁴⁷ semoirs SD. Certains spécialistes de la construction de ce type de semoirs auparavant installés dans la région d'Alep sont aujourd'hui repliés sur Lattaquié. Nulle doute qu'ils pourraient permettre le redémarrage de la construction de ce type d'engins.

Reste ensuite l'option jordanienne. Entre la Syrie, l'Irak et la Jordanie, c'est dans ce pays où la production de masse est la plus possible. En effet, dans ce pays ce ne sont pas de petits ateliers, mais un gros industriel (Rama Agriculture Development MFG⁴⁸) qui produit des semoirs SD à dents suite au transfert de technologie opéré par le Pr Jack Desbiolles.

Qui en Algérie pourrait réaliser de telles importations ? Les candidats potentiels sont PMAT, l'OAIC ou les concessionnaires privés.

Reste une autre option, celle d'importer uniquement les éléments de base permettant de transformer des semoirs conventionnels en semoirs SD. Cette stratégie a été utilisée par les Irakiens avant le développement d'une

47 Farmer Development and Uptake of Zero Tillage in Mosul Iraq 2006-2014 Jalili S, Fathi G, Fathi Y, Ahmed W, Al-Ghulami M, Kashmoula M Corresponding Author Address : Mosul Neinava Governorate Al-Namrud Corresponding Author Email : sinanjali@hotmail.com

48 Rama Agricultural Equipment MFG peut être contacté à : P.O. Box 830327, Amman 11183 JORDAN +962 6 4398012 or +962 5 3826007 thaer.nimer@ramajordan.com

industrie locale de fabrication de semoirs SD. Avec les événements actuels en Syrie, des céréaliers ont également opté pour cette voie. Il nous semble qu'il pourrait être possible d'installer des trémies à semences et à engrais sur certains outils à dents produits par Tirsam ou PMAT. Ces options méritent d'être étudiées avec l'aide des experts australiens mais également en mobilisant l'extraordinaire vivier de compétences existant dans les universités algériennes et l'industrie sidérurgique locale.

MISER SUR L'UNION EUROPEENNE ?

Le développement du SD pour petits et moyens agriculteurs pourrait également être pris en charge au Maghreb par l'Union Européenne. L'UE a un besoin urgent de stabilité à ses frontières sud. La pratique du SD constitue un moyen efficace pour développer la petite agriculture en milieu semi-aride non irrigué. C'est le seul moyen qui combine le minimum d'investissement pour une maximisation des rendements en sec. Au Maroc, Algérie et Tunisie les populations rurales concernées sont nombreuses. Face à l'inertie des pouvoirs publics locaux, l'UE aurait tout intérêt à prendre en charge ce dossier. Cela pourrait prendre la forme de micro-financements de l'activité et la formation d'artisans soudeurs intéressés à la transformation de semoirs conventionnels en semoirs SD. Le mode d'action pourrait s'inspirer des expériences syriennes et irakienne. Une autre possibilité, complémentaire de la première, pourrait également viser les constructeurs et les concessionnaires publics et privés locaux de matériel agricole. Il s'agirait de mettre ponctuellement à leur disposition des experts de l'Icarda. L'aide de l'UE pourrait en partie passer par l'Icarda. Cependant, il s'agit de dépasser l'approche algérienne où ces experts ne sont dirigés que vers des constructeurs publics parfois peu sensibles à l'innovation. Leur fonctionnement étant encore malheureusement trop souvent bureaucratique. Rappelons que le dernier partenariat signé entre le groupe PMAT et le groupe portugais Galucho porte sur la fabrication d'outils aratoires conventionnels.

Il est à noter l'approche marocaine du SD. Au Maroc, ce sont des ONG françaises (Afdi Touraine, Fert) et un artisan français qui en collaboration avec l'Ecole Agronomique de Meknès et un industriel local développent des semoirs SD à disques. Ceux-ci ont un prix abordable par rapports aux semoirs importés. Cependant, ils sont à disques et non pas à dents.

LE SD, CERTES UN DOSSIER NOUVEAU, MAIS UNE ABSENCE DE VISION STRATEGIQUE

Avec la possibilité de fabrication de semoirs SD à dents, l'Algérie se trouve devant une opportunité extraordinaire. Celle de développer la culture des

céréales en conditions non irriguées⁴⁹ particulièrement au niveau des petites et moyennes exploitations. Le dossier du SD est fondamental car il faut rappeler que la question du SD ne concerne pas seulement les céréales mais également fourrages, légumes secs et oléagineux.

Ce dossier peut être qualifié de dossier en stand-by tant les possibilités de transfert de technologie offerte par les experts australiens agissant dans le cadre de l'Icarda ne sont pas saisies par la partie algérienne. Ce jugement peut sembler sévère, mais il est à rappeler que de tels échanges initiés en Jordanie ont rapidement abouti à la fabrication en masse de semoirs SD par la firme Rama. On aimerait observer un tel dynamisme de la part de CMA. Mais rappelons, que les opérateurs privés peuvent également bénéficier de ce transfert de technologie. Il est de l'intérêt de groupes tels Tirsam de se positionner au plus vite. La révolution du SD a gagné 90% des céréaliers australiens. Le labour a vécu. A terme, il est condamné même en Algérie. Il est trop cher en temps et en carburant et est synonyme d'érosion. A ce titre, les pouvoirs publics et notamment les agences hydrauliques en charge de bassins versants devraient l'interdire sur les zones les plus sensibles à l'érosion hydrique. Le labour est la cause de l'envasement des barrages.

Le retard de la fabrication de semoirs SD à dents en Algérie et plus généralement au Maghreb peut être expliquée par la relative jeunesse de l'expérience syro-irakienne. L'information semble n'être pas passée du Machrek au Maghreb. Cette information est souvent rédigée en langue anglaise. Mais cette situation illustre également le manque de vision stratégique de la part des dirigeants agricoles algériens. Le développement de la production des céréales n'est vu que sous l'angle de la pratique de l'irrigation d'appoint. Ainsi, lors de la sécheresse automnale en 2015, alors qu'une partie des barrages n'était qu'à moitié remplis, les autorités se sont trouvées dépourvues. Elles n'avaient que le mot d'ordre « d'irrigation d'appoint » à la bouche alors que la plupart des exploitants n'en dispose pas. Or, une bonne partie des semis auraient pu être sauvés si l'implantation avait été réalisée à l'aide de semoirs SD à dents. Espérons, que cette alerte aura servi de leçon... (honnêtement, nous en doutons)..

49 La combinaison de l'emploi du SD et de l'irrigation d'appoint est bien entendue possible.

ALGERIE, REDUIRE LES SUBVENTIONS AUX CERELIERS SANS TOUCHER A LEUR REVENU.

En les aidant à réduire leurs coûts de mécanisation.

ALGERIE, REDUIRE LES SUBVENTIONS AUX CERELIERS SANS TOUCHER A LEUR REVENU

Djamel BELAID 1.04.2016

La baisse de la rente pétrolière réduit les moyens financiers des pouvoirs publics. A terme, cette baisse ne peut que se traduire sur le niveau des subventions versées au secteur céréalier. Comment pour la puissance publique réduire ces subventions où ne plus les aligner sur l'inflation sans pénaliser la production?

REGIONALISER LES SUBVENTIONS

Une première solution serait de régionaliser les subventions. Il existe en Algérie des régions céréalières à fortes potentialités. Les sols y sont profonds et la pluviométrie plus régulière. C'est notamment le cas à l'Est du pays ou dans la région de Tiaret. Lorsque en culture non-irriguée les rendements sont de l'ordre de 40 qx/ha, faut-il continuer à verser la prime de 1 000 DA/qx pour le blé dur ? Ne faudrait-il pas la maintenir aux céréaliers installés sur des terres plus ingrates ? Il s'agit en effet d'encourager ces derniers à intensifier la conduite de leurs céréales. Le risque est qu'ils donnent la priorité à l'élevage ovin plus rémunérateur.

PERSONNALISER LES SUBVENTIONS

Un autre moyen est de personnaliser les subventions selon les exploitations. Pour une même région, un céréalier produisant sur 100 hectares reçoit plus de subventions qu'un céréalier produisant sur 15 hectares. La solution serait de n'attribuer, par exemple, la prime blé dur qu'aux seuls premiers 300 quintaux⁵⁰ livrés à l'organisme collecteur. Malgré un montant réduit de subventions au secteur céréales, les pouvoirs publics assurent ainsi une aide aux exploitations et aux familles les plus fragiles. Cette façon de faire est notamment développée par les récentes versions de la Politique Agricole Commune (PAC).

Nombre de grandes et moyennes exploitations ont acquis ces dernières années un équipement matériel qui

leur permet de réaliser des travaux agricoles vers des exploitations démunies. Cette prestation de services agricoles leur assure des revenus dont il s'agit de tenir compte et qu'il est possible de développer – notamment par le développement du non-labour avec semis direct.

ASSURER UN FILET DE SECURITE TECHNIQUE

Pour la puissance, réduire le montant des subventions céréalières – ou ne pas les augmenter à l'avenir – nécessite de ne pas s'aliéner les céréaliers et leur capacité à réduire les importations. La solution pourrait être d'offrir à ces céréaliers un saut technologique leur assurant un gain de productivité. Ce saut est possible grâce au développement du non-labour avec semis direct. Outre une meilleure régularité des rendements en sec, il permet de réduire les charges de mécanisation. Il s'agirait donc de faciliter l'importation de semoirs pour semis direct (SD). Nombreuses sont en effet les grosses exploitations céréalières intéressées par ce genre d'engins. Ils permettent en effet d'implanter les cultures 6 à 10 fois plus vite. Certaines ont déjà abandonnée le labour. La récente hausse du prix des carburants ne pourra que favoriser cette tendance.

Pour les petites et moyennes exploitations, il s'agit de rendre disponibles ce genre d'engins. La solution passe par l'importation de modèles de semoirs SD tels ceux développés en Syrie, Irak et Jordanie par les experts australiens au sein de l'Icarda. Mais l'idéal serait leur production locale par CMA⁵¹ et des investisseurs locaux privés.

ASSURER UN FILET DE SECURITE EN TERME DE MARCHE

Toujours afin de ne pas s'aliéner les gros céréaliers, les pouvoirs publics pourraient basculer une partie des subventions céréalières vers les protéagineux, oléagineux ou légumes secs. Actuellement afin de maximiser leurs profits, bon nombre d'exploitations céréalières ont tendance à pratiquer des rotations courtes. Le blé dur revient souvent sur les parcelles. Cette pratique favorise le développement d'une flore

50 Il s'agit là d'un exemple. Ce chiffre est à affiner. Il pourrait être modulé selon les zones céréalières.

51 CMA Sidi Bel Abbès a construit un prototype actuellement à l'essai.

adventices et de ravageurs spécifiques des céréales. Encourager les céréaliers à développer des oléagineux tels le tournesol ou le colza permettrait de réduire les importations. Il en est de même avec la production de pois fourrager ou de féverole qui peuvent concourir à réduire les importations de soja. Ces dernières années, en matière d'oléagineux et de protéagineux, les variétés et les techniques ont évolué en milieu semi-aride. Au Maroc, les surfaces semées en tournesol ont progressé.

ASSURER UN FILET DE SECURITE EN TERME DE MARGES

Il est également possible de réduire le montant des subventions des céréaliers sans toucher à leur revenu. La solution passe par le développement des activités des transformations de céréales à la ferme ou du moins dans des groupements de producteurs. Les statuts des CCLS devraient pouvoir leur permettre de disposer de filiales⁵² - sous statut privé ou non - chargées des activités de transformation. Les agro-industriels de la première transformation (farine, semoule, aliments du bétail) et ceux de la deuxième transformation (couscous, pâtes alimentaires, pain et biscuits) réalisent de confortables marges. Les céréaliers qui sont les producteurs de grains sont actuellement tenus à l'écart de toute transformation. Toute mesure en leur faveur – aide à l'équipement matériel, compensations financières liées au soutien du prix des céréales – ne pourrait que protéger leur marge financière et donc le revenu des exploitations.

DECIDEURS, FAIRE TOURNER LES ORDINATEURS DE MODELISATION

Afin de réduire la charge des subventions agricoles sur le budget de l'Etat, des solutions existent. A condition d'être mûrement réfléchies, celles-ci peuvent être prises sans que le revenu des exploitations ne soit remis en cause. On peut penser à une ré-orientation des subventions selon la région ou la taille des exploitations, à des mesures techniques innovantes ou liées à la promotion de productions très fortement déficitaires ou à des mesures liées aux marges.

On ne peut continuer à distribuer des subventions agricoles sans discernement comme cela est le cas également pour les subventions liées au soutien des prix alimentaires. Une telle pratique développe des effets d'aubaine. Réduire le montant des subventions ne peut que pousser à l'innovation. On n'évolue que sous la contrainte. Mais pousser à l'innovation implique un meilleur management de l'encadrement institutionnel. Par exemple, au conseil d'administration d'organismes tels l'ITGC ou l'OAIC devraient figurer des représentants⁵³ de l'amont et l'aval. Dans les CCLS,

le représentant du conseil de gestion devrait pouvoir apposer sa signature à côté de celle du directeur pour toute décision importante. Au « centralisme administratif », il s'agit de préférer le principe de subsidiarité. Comme « rien ne tombe du ciel », aux céréaliers, cadres de terrain et patriotes de terrain de pousser en faveur de mesures pour lever les goulots d'étranglement.

Au niveau du gouvernement mais également dans leur ministère respectif, les Décideurs peuvent prendre des mesures novatrices à zéro dinars d'effet sur le budget de l'Etat. A eux de faire tourner les logiciels de modélisation. Existents-ils au niveau du MADR et de l'OAIC ?

⁵² Le staff de direction de l'OAIC devrait étudier l'évolution des coopératives céréalières paysannes françaises.

⁵³ Il doit s'agir de représentant démocratiquement élus par leurs pairs et participant au financement de ces structures par un pourcentage minime prélevé sur chaque quintal de céréales.

LEGUMES

SURPRODUCTION DE LEGUMES, QUE FAIRE ?

Développer la transformation.

SURPRODUCTION DE LEGUMES, QUE FAIRE ?

Djamel BELAID 2016

De nombreux producteurs de tomates et de pomme de terre se plaignent de la chute des cours alors que les consommateurs voient les prix au plus haut. Existe-t-il des solutions rapides à ce mal ?

PAYSANS SAVOIR CULTIVER ET APPRENDRE A VENDRE

Le métier paysan n'est pas aisé. Il ne suffit pas seulement de cultiver des légumes, il faut savoir également les vendre. Or, manifestement dans le cas des producteurs de tomates et de pomme de terre, les maraichers du Sud ne savent pas le faire.

De tout temps, l'histoire de la paysannerie montre que c'est face aux crises liées à la surproduction que sont apparues des formes d'organisation permettant la protection du revenu des paysans et des consommateurs. En Europe du Nord, dès les années 1880, c'est pour faire face à la surproduction de beurre que sont apparues les premières coopératives paysannes.

Il est à espérer qu'à El-Oued, face à l'épreuve émergente parmi les producteurs des novateurs proposant des solutions adaptées : livraisons et transport groupés vers les consommateurs du Nord et transformation locale.

MAITRISE DES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION

On peut espérer que les producteurs de tomates s'organisent et arrivent à transporter leur production dans des lieux de vente au nord. Cela en développant de la vente en gros, semi-gros ou au détail.

Cela nécessite de réunir différentes conditions : création de groupements de producteurs, acquisition de camions, installation de différents points de vente au Nord.

De leur côté les pouvoirs publics pourraient alors les aider en subventionnant l'acquisition de moyens de transport et d'entrepôts.

A ce propos, que ce soit au Maroc, Tunisie ou Algérie, il n'existe pas de banque paysanne appartenant à la profession. Les événements actuels montrent l'urgence de la création d'une telle structure. En Europe est apparue la solution du crowdfunding. Dans le cas de la

plateforme Mimose, ce sont des particuliers qui avancent des fonds aux paysans.

DEVELOPPER LA TRANSFORMATION DES PRODUITS

Une autre solution serait de transformer tomates et pomme de terre sur place. La transformation des produits est l'une des faiblesses du monde agricole. Soit, les structures de transformation sont insuffisantes ou quand elles existent elles sont exclusivement entre les mains de transformateurs non paysans. Dans ce là, la valeur ajoutée échappe alors aux producteurs.

Dans le cas des deux produits considérés ici, les stratégies peuvent être différentes.

La tomate peut être transformée selon différentes méthodes : séchage, transformation en concentré. Selon la localisation des producteurs, on peut imaginer le développement de petits ateliers de transformation. Le climat du sud est propice au séchage des tomates sous serre. Des séchoirs pour tomate pourraient être construits comme pour le cas de séchage des prunes.

Concernant la transformation de la tomate en concentré, on peut penser à une conservation en bocaux de verres et stérilisation en petits autoclaves. Autoclaves qui pourraient être fabriqués localement ; d'ailleurs de même que le matériel de séchage. La puissance publique pourrait encourager les fabricants locaux en ce type de matériel par une politique de subvention.

Il est à noter la créativité des maraichers du Sud du pays. Ils ont ainsi transformé des rampes pivots abandonnées en petits pivots rotatifs, créés des

L'EXPORT, PIRE QUE LE GAZ DE SCHISTE

A cette crise, certains proposent la solution de l'exportation. C'est méconnaître le marché international et la réalité du pays. En ce moment les producteurs de tomates espagnoles croulent sous le poids des invendus. Alors que leur prix de revient est de 80 centimes d'euros le kilo de tomate, la grande distribution ne leur en propose au mieux que 30 centimes. Et s'ils refusent, c'est risqué d'être blacklisté. La situation est telle que sous leurs serres canariennes, ces producteurs se lancent aujourd'hui dans la production de pastèque.

Quant aux producteurs marocains de tomates, ils ont

une bonne longueur d'avance concernant les circuits de vente vers l'Europe. Des accords passés avec l'Union Européenne leur garanti des quotas de livraisons.

Mais alors que ces tomates sont produits sous le climat désertique et fragile du Sud algérien, avons nous vocation à nourrir les Européens? Ceux qui proposent la solution de l'exportation de pomme de terre et de tomates à partir d'El-Oued ont-ils idée de la situation de la nappe phréatique locale ?

Une étude précise de la nappe montrerait des signes aussi inquiétants que dans le cas de l'exploitation des gaz de schiste. Le sol sableux d'El Oued est particulier.

Malgré l'apport régulier de fumier en provenance le plus souvent du Nord du pays, ce sol ne retient ni l'eau ni les engrais. Conséquences, les nitrates des engrais et les pesticides migrent facilement vers la nappe phréatique. Nappe qui ne se renouvelle pratiquement pas et dont le niveau baisse régulièrement.

Que feraient les populations du Sud avec une nappe polluée par des produits chimiques potentiellement cancérigènes et une nappe de plus en plus réduite ?